

LE GÉNOCIDE DES OUÏGHOURS

Examen des violations par la Chine de la
convention sur le génocide de 1948

MARS 2021

Avant-propos

Ce rapport est la première application, par des experts indépendants, de la Convention sur le génocide de 1948 aux traitements actuels que subissent les Ouïghours en Chine. Il a été entrepris par le Newlines Institute for Strategy and Policy, en coopération avec le Centre Raoul Wallenberg pour les droits de l'homme, en réponse à de nouveaux témoignages d'atrocités graves et systématiques dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang, en particulier à l'encontre de la minorité ethnique des Ouïghours, afin de déterminer si la République populaire de Chine viole la Convention sur le génocide en vertu du droit international.

À cette fin, des dizaines d'experts en droit international, en études sur le génocide, en politiques ethniques chinoises et dans la région ont été invités à examiner bénévolement toutes les preuves disponibles qui pouvaient être recueillies et vérifiées à partir de communications publiques de l'État chinois, de communications de l'État chinois ayant fait l'objet de fuites, de témoignages oculaires et de méthodes de recherche ouvertes telles que l'analyse d'images satellitaires publiques, l'analyse des informations circulant sur l'Internet chinois et toute autre source disponible.

Le rapport qui en résulte est une présentation des faits qui ont pu être établis ainsi qu'une analyse minutieuse de la question de savoir si la Chine engage sa responsabilité étatique pour des violations de la Convention sur le génocide. Nous pensons que les conclusions sont claires et convaincantes. Nous ne formulons aucune recommandation d'action, mais nous sommes prêts à partager nos informations et notre analyse avec les institutions ou les acteurs pertinents intéressés par ces conclusions.

Dr. Azeem Ibrahim Directeur
Initiatives spéciales
Newlines Institut for Stratégie and Polity

Sommaire

1. Le présent rapport conclut que la République populaire de Chine (Chine) est responsable en tant qu'État d'avoir commis un génocide contre les Ouïghours en violation de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948 (Convention sur le génocide) sur la base d'un examen approfondi de la preuve disponible et de l'application du droit international à la preuve des faits sur le terrain.
2. L'examen a été réalisé par des experts indépendants reconnus du droit et des questions relatives au génocide, aux politiques ethniques de la Chine et à la Région autonome ouïghoure du Xinjiang (RAOX).
3. **Intention de détruire.** En vertu de l'article II de la Convention sur le génocide, le génocide s'entend d'un acte commis dans « l'intention de détruire, en tout ou en partie, un [groupe protégé] comme tel ». L'intention de détruire n'exige pas de déclarations explicites. L'intention peut être inférée d'un ensemble de faits objectifs qui sont attribuables à l'État, y compris des déclarations officielles, un plan général, la politique et le droit de l'État, un modèle de conduite et des actes destructeurs répétés, qui ont une séquence logique et un résultat — la destruction du groupe, en tout ou en partie, comme tel.
4. **Énoncés d'intention et plan général de haut niveau** En 2014, le chef d'État de la Chine, le président Xi Jinping, a lancé la « Guerre populaire contre la terreur » dans la RAOX, faisant de cette zone, où les Ouïghours représentent 90 % de la population, la ligne de front. Les hauts fonctionnaires ont suivi les ordres de « rassembler tout le monde que l'on doit rassembler », de « tous les éliminer... de les détruire entièrement » et de « briser leur lignée, couper leurs racines, rompre leurs liens et anéantir leurs origines ». Les fonctionnaires décrivent les Ouïghours en des termes déshumanisants et comparent à plusieurs reprises l'internement de masse des Ouïghours à « l'éradication de tumeurs ».
5. **Politique d'État exhaustive, comportement récurrent et actes destructeurs répétés.**
 - a. **Hébergement mandaté par l'État** Depuis 2014, le gouvernement de la Chine (le Gouvernement) envoie des cadres han habiter dans les résidences des Ouïghours pour les surveiller, ce qui a entraîné la rupture de liens familiaux. Les administrations rurales encouragent, promeuvent et forcent les mariages entre Han et Ouïghours.
 - b. **Internement de masse** En 2017, la législature de la RAOX a officiellement légalisé l'internement de masse de Ouïghours en vertu de règlements de « désextrémification ». Les plus hauts fonctionnaires et organismes en matière de sécurité ont envoyé un manuel et un ensemble de documents, dans toute la région, contenant des ordres de surveiller les Ouïghours et d'accélérer la construction et l'expansion des camps d'internement de masse, de « renforcer la discipline et les peines » dans les camps et de maintenir « le secret strict » sur toute l'information qui ne doit pas « être diffusée » ni « accessible au public ». Le

manuel énonce la hiérarchie complexe des fonctionnaires, des organismes et du système central de surveillance qui régissent l'ensemble de la campagne.

- c. **Stratégie de prévention des naissances de masse** La Chine a simultanément poursuivi une double stratégie systématique consistant à stériliser de force les femmes ouïghoures en âge de procréer et à interner les hommes ouïghours en âge de procréer, empêchant ainsi la capacité de régénération du groupe et prouvant son intention de détruire biologiquement le groupe comme tel. Selon les statistiques et les directives du gouvernement, notamment l'instruction d'« effectuer la stérilisation par planification familiale », de « réduire les taux de fécondité » et de « ne laisser aucun angle mort », la Chine met en œuvre une campagne de prévention des naissances bien documentée et financée par l'État ciblant les femmes en âge de procréer dans les régions où sont concentrés les Ouïghours. Pour ce faire, la Chine procède par la stérilisation de masse forcée, les avortements et la pose de DIU. La Chine admet explicitement que l'objet de ces campagnes est de s'assurer que les femmes ouïghoures ne « sont plus des machines à fabriquer des bébés ».
- d. **Le transfert forcé d'enfants ouïghours dans des établissements publics** En 2017, en vertu de la nouvelle politique du Gouvernement, la Chine a commencé à construire un vaste réseau d'énormes pensionnats et orphelinats hautement sécurisés et dirigés par l'État afin d'y confiner les enfants ouïghours, y compris les nourrissons, à temps plein. Les comptés de la RAOX reçoivent des quotas précis de la part des hautes autorités en vue de l'institutionnalisation de ces orphelins qui, souvent, perdent leurs deux parents à cause de l'internement ou du travail forcé.
- e. **L'éradication de l'identité, de la communauté et de la vie familiale des Ouïghours** Dans le cadre des campagnes du Gouvernement, les autorités locales ont éliminé l'éducation ouïghoure, détruit l'architecture ouïghoure et les caractéristiques types des maisons, ont endommagé, altéré ou entièrement démoli la majorité des mosquées et des sites sacrés de la région, et ont fermé les autres sites ou les ont convertis en locaux commerciaux.
- f. **Ciblage sélectif des intellectuels et des leaders de la communauté** L'intention de détruire les Ouïghours en tant que groupe a été davantage démontrée par le ciblage délibéré par le Gouvernement des gardiens et transmetteurs de l'identité ouïghoure et leur détention prolongée ou leur mort, y compris les chefs de famille, les intellectuels et les leaders culturels, peut importe leur allégeance politique ou leur niveau d'instruction.

Le ciblage délibéré des leaders ouïghours et des sites sacrés dévoile une intention de détruire les éléments essentiels de l'identité ouïghoure et des liens communautaires, lesquels définissent le groupe comme tel.

- 6. Les politiques et les pratiques chinoises ciblant les Ouïghours dans la région doivent être examinées dans leur ensemble, ce qui révèle une intention de détruire les Ouïghours en tant que groupe, en tout ou en grande partie, comme tel.

7. **Actes de génocide.** Bien que le fait de commettre l'un ou l'autre des actes énoncés dans la Convention sur le génocide avec l'intention voulue puisse soutenir une conclusion de génocide, la preuve présentée dans ce rapport corrobore, pour chacun de ces actes, une conclusion de génocide contre les Ouïghours, en violation de chacun des alinéas a) à e) de l'article II.
8. **a) Meurtre de membres du groupe** Des rapports font état de morts massives et de décès d'éminents dirigeants ouïghours condamnés de façon sélective à la peine de mort ou, surtout dans le cas des aînés, à une très longue peine d'emprisonnement.
9. **b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe** Les Ouïghours subissent des lésions corporelles et mentales graves à cause de la torture systématique et des traitements cruels, y compris le viol, les agressions sexuelles, l'exploitation et l'humiliation publique, aux mains des responsables du camp et des cadres han affectés aux foyers ouïghours dans le cadre de programmes imposés par le gouvernement. Les camps d'internement contiennent des « salles d'interrogatoire désignées », où les détenus ouïghours sont soumis à des méthodes de torture incessantes et brutales, y compris des coups de tube de métal, des chocs électriques et des coups de fouet. L'internement de masse et les programmes gouvernementaux connexes sont conçus pour endoctriner et « laver » le cerveau, ce qui pousse les Ouïghours à se suicider ou à tenter de le faire, en raison de la menace d'internement ou des formes extrêmes de torture physique et psychologique quotidienne dans les camps, y compris des simulations d'exécutions, des séances d'« autocritique » en public et l'isolement cellulaire.
10. **c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle** Les autorités ciblent systématiquement les Ouïghours en âge de procréer, les chefs de famille et les leaders communautaires pour les détenir dans des conditions invivables, imposent des mesures de prévention de la naissance aux Ouïghours, séparent les enfants ouïghours de leurs parents, et transfèrent les Ouïghours de façon massive dans des installations de travail forcé d'une manière qui correspond à l'internement de masse. En somme, la Chine inflige délibérément des conditions collectives calculées pour mettre fin à la survie des Ouïghours en tant que groupe.
11. **d) Mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe** La campagne systématique de prévention des naissances dans les régions à concentration ouïghoure est renforcée par l'internement de masse. Dans les camps, les femmes ouïghoures sont soumises à des insertions forcées de DIU, à des avortements, à des injections ou à l'administration de médicaments qui interrompent leurs cycles menstruels, tandis que les hommes ouïghours en âge de procréer sont ciblés pour l'internement, privant la population ouïghoure de la possibilité de se reproduire. En raison de ces politiques interconnectées, les taux de croissance dans les régions à concentration ouïghoure sont de plus en plus proches de zéro.
12. **e) Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe** Là où les détentions et les projets de travail forcé laissent les enfants ouïghours sans leurs deux parents, ils sont envoyés dans des orphelinats d'État et élevés dans des environnements chinois selon les méthodes habituelles d'éducation des enfants de la population han.

- 13. Responsabilité de la Chine à l'égard du génocide en vertu de la Convention sur le génocide.** La Chine est un État hautement centralisé qui contrôle entièrement son territoire et sa population, y compris la RAOX, et elle est un État partie à la Convention sur le génocide. Les personnes et les entités qui commettent les actes de génocide susmentionnés sont tous des agents ou des organes de l'État – agissant sous le contrôle effectif de l'État – manifestant une intention de détruire les Ouïghours en tant que groupe au sens de l'article II de la Convention sur le génocide. Ce rapport conclut donc que la Chine est responsable d'un génocide continu contre les Ouïghours, en violation de la Convention sur le génocide.

Ce rapport a été élaboré grâce aux contributions et à la consultation de nombreux experts indépendants, dont les suivants :

Yonah Diamond

Emily Prey

Rayhan Asat

Prof. Sean Roberts

Adejoké Babington Ashaye

Amb. Allan Rock

Hon. Lloyd Axworthy

Erin Farrell Rosenberg

Dr. Darren Byler

Amb. Beth Van Schaack

Dr. Michael Clarke

Amb. David Scheffer

Hon. Irwin Cotler

Prof. Rainer Schulze

Dr. Joanne Smith Finley

Djaouida Siaci

Hon. Yves Fortier

Dr. Stephen Smith

Prof. Rachel Harris

Dr. Gregory H. Stanton

Baroness Helena Kennedy QC

Chief Charles Taku

Jennifer Kirby-McLemore

Dr. György Tatár

Kyle Matthews

Prof. Ruti Teitel

Prof. Martha Minow

Dr. Rian Thum

Prof. John Packer

Dr. Stanley Toops

Prof. Maxim Pensky

Dr. Adrian Zenz

Table des matières

Avant-propos.....	2
Sommaire	3
I. Introduction.....	10
II. Le droit applicable	12
1. La Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Convention sur le génocide).....	12
2. La Convention de Vienne et l'interprétation de la Convention sur le génocide	14
3. La responsabilité de l'État	15
III. Le groupe protégé : le groupe national, ethnique, racial ou religieux	16
L'histoire de la persécution.....	16
1. La déshumanisation	18
2. Le système avancé de surveillance de masse.....	19
a) La vidéosurveillance	19
b) Les "équipes de travail" des cadres du parti	19
c) L'expansion de l'État policier sous le Secrétaire du Parti Chen Quanguo.....	21
d) La collecte de données biométriques et la police numérique	22
3. La persécution et l'internement extrajudiciaire de masse inscrits dans la loi.....	23
4. Le travail forcé des Ouïghours.....	26
IV. Les actes sous-jacents	27
a) Le meurtre de membres du groupe.....	27
b) L'atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe	28
ii) La violence sexuelle.....	29
iii) La torture psychologique	30
c) La soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle	32
d) L'imposition de mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe.....	33
i) La stérilisation forcée.....	33
ii) Le placement de dispositifs intra-utérins	34
iii) Les mesures de prévention des naissances en détention	34
iv) L'internement de masse destiné à entraver les naissances de Ouïghours	34

v) L'impact des mesures de prévention des naissances	35
e) Le transfert forcé d'enfants du groupe vers un autre groupe.....	35
A) Les déclarations d'intention de haut niveau	39
L'offensive du Président Xi au XUAR	39
<i>Les déclarations explicites de l'intention de détruire.....</i>	<i>39</i>
<i>"Raflez tout le monde"</i>	<i>40</i>
B) Les campagnes de destruction	41
<i>La campagne d'internement de masse ("Strike Hard Campaign")</i>	<i>41</i>
<i>Le plan directeur pour l'internement de masse ("Télégramme").....</i>	<i>42</i>
<i>"La campagne spéciale pour contrôler les violations du contrôle des naissances"</i>	<i>43</i>
<i>La destruction des familles et des liens communautaires, des sites sacrés et de l'identité ouïghours</i>	<i>45</i>
2. En tout ou en partie comme tel	47
VI. La responsabilité de l'État : l'attribution des actes.....	48
VII. Conclusion	50
Biographie en annexe.....	54

I. Introduction

Ce rapport conclut que la République populaire de Chine (ci-après la Chine) est en train de commettre un génocide contre le groupe ethnique ouïghour, en violation de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (ci-après la Convention sur le génocide). Le rapport examine les principaux développements pertinents dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang (ci-après XUAR) depuis mai 2013, date à laquelle le gouvernement du XUAR a publié le premier document connu jetant les bases de la campagne d'internement de masse, à ce jour. Ces événements s'inscrivent dans une longue histoire de persécutions contre les Ouïghours en Chine. Le rapport examine spécifiquement la question de la responsabilité des États en vertu du droit international pour les violations de la Convention sur le génocide, et non la responsabilité pénale individuelle de certains dirigeants ou auteurs.

En vertu de l'article II de la Convention sur le génocide, il y a crime de génocide lorsqu'au moins un des actes prohibés énumérés est « commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel ». Le présent rapport n'examine pas les autres violations possibles de la Convention, notamment en ce qui concerne l'article III (qui prévoit des sanctions pour le génocide ou l'entente, l'incitation, la tentative ou la complicité qui y sont liées), l'article V (l'obligation de promulguer des lois pour donner effet à la Convention dans le droit interne, y compris des sanctions), ou l'obligation fondamentale de prévenir le génocide – obligations partagées par tous les États parties à la Convention et ayant des implications à leur égard.

L'intention de détruire les Ouïghours en tant que groupe découle d'une preuve objective, consistant en une politique et une pratique étatique globales, que le Président Xi Jinping, la plus haute autorité de Chine, a mise en œuvre.

En fait, pas plus tard qu'en septembre 2020, le Président Xi a fait l'éloge du "succès" de la stratégie, de la pratique et des politiques du Parti communiste chinois (souvent appelé en anglais le *Chinese Communist Party*, ci-après CCP) dans la région autonome du Xinjiang, qu'il a jugé "tout à fait correct" et s'est engagé à poursuivre dans les années à venir¹.

Les objectifs ou les motifs déclarés qui sous-tendent les actes de génocide ne sont pas juridiquement pertinents pour la question de l'intention au regard de la Convention sur le génocide, même si ces motifs peuvent démontrer que les responsables ont une connaissance factuelle de certaines pratiques et de leurs résultats. Ainsi, les tentatives de la Chine de justifier ses politiques dans la région autonome du Xinjiang comme une guerre contre l'extrémisme, le terrorisme ou le séparatisme n'exonèrent pas l'État de sa responsabilité dans le génocide. Ces politiques visent principalement le sud de la région autonome du

¹ Wong, Chun Han, "Xi Says China Will Continue Efforts to Assimilate Muslims in Xinjiang," *The Wall Street Journal*, <https://www.wsj.com/articles/xi-says-china-will-continue-efforts-to-assimilate-muslims-in-xinjiang-11601133450?mod=searchresults&page=1&pos=1>; Buckley, Chris. "Brushing Off Criticism, China's Xi Calls Policies in Xinjiang 'Totally Correct.'" *The New York Times*, 26 Sept. 2020, <https://www.nytimes.com/2020/09/26/world/asia/xi-jinping-china-xinjiang.html>.

Xinjiang, où les Ouïghours constituent environ 90 % de la population, selon les dernières données du Bureau de statistique du Xinjiang². Les ordres explicites répétés du gouvernement (décrits ci-dessous) d'« éradiquer les tumeurs », de les « effacer complètement... de les détruire à la racine et aux branches », de « rafler tout le monde », de « ne montrer absolument aucune pitié », de « casser leurs racines » et d'éliminer « les risques dans les risques, les dangers cachés dans les dangers cachés », combinés à la pratique correspondante de l'État, contredisent les prétendus objectifs de sécurité en ciblant tous les membres de la population ouïghoure.

Le génocide en cours contre les Ouïghours est le résultat logique d'une série d'actes séquentiels et cumulatifs, allant de la collecte de données biométriques sur les résidents ouïghours à l'affectation d'équipes de cadres du parti à la surveillance des familles ouïghoures, en passant par la destruction des sites culturels et religieux, de la langue, de la littérature et de la poésie ouïghoures – tous les fondements de la vie et de l'identité ouïghoures – et la criminalisation des pratiques religieuses ouïghoures, la construction et l'extension de camps d'internement et de centres de détention dans toutes les zones peuplées de la région, les cycles d'internement massif et de travail forcé des Ouïghours, les avortements forcés systématiques et la stérilisation des femmes ouïghoures en âge de procréer, les viols et abus sexuels généralisés, et la séparation forcée des enfants ouïghours de leurs parents disparus.

Les plus hauts niveaux de l'État – le Président de la Chine, le secrétaire du PCC de la région du XUAR et le secrétaire adjoint du PCC – orchestrent directement ces politiques et pratiques coordonnées, qui sont implacablement mises en œuvre par une ligne bureaucratique d'entités et de fonctionnaires qui descend aux gardiens des camps d'internement. La nature de ces actes interconnectés et composites démontre inéluctablement le contrôle clair, efficace et ferme de l'État sur le génocide en cours, qui ne peut raisonnablement être attribué à d'autres personnes échappant au contrôle effectif de l'État, ni à l'accident ou au hasard. En termes simples, la politique et les pratiques de la Chine à l'égard du groupe ouïghour, établies de longue date, déclarées publiquement et à plusieurs reprises, spécifiquement ciblées, systématiquement mises en œuvre et dotées de toutes les ressources nécessaires, sont indissociables de « l'intention de détruire en tout ou en partie » le groupe ouïghour comme tel.

Les éléments de preuve contenus dans ce rapport proviennent d'une étude exhaustive des sources primaires et secondaires disponibles, notamment des témoignages, des déclarations internes du gouvernement chinois, des documents, des statistiques, des livres blancs et des rapports, ainsi que diverses analyses d'experts et ouvrages savants. La Chine continue de

² Les chiffres suivants sur les quatre préfectures du sud de Kashgar, Hotan, Aksu et Kizilsu sont tirés du Xinjiang Statistical Bureau's Xinjiang Statistical Yearbook 2019, *disponible sur* <http://tjj.xinjiang.gov.cn/tjj/rkjy/202006/3b1eef1049114b0c9cf9e81bf18433ef.shtml>.

Ouïghours/population totale

Kashgar: 4,289,151 / 4,633,781

Hotan: 2,453,618 / 2,530,562

Aksu: 2,051,412 / 2,561,674

Kizilsu: 413,655 / 624,496

Total: 9207836 / 10350513.

refuser un accès indépendant significatif à la région autonome du Xinjiang et cherche à maintenir le secret sur ses politiques vis-à-vis des minorités ethniques de la région.

D'innombrables survivants gardent le silence, ce qui est compréhensible, pour protéger les membres de leur famille au XUAR du danger d'être envoyés dans le vaste réseau de centres de détention, de camps d'internement³, de prisons ou d'usines de travail forcé en guise de représailles. Nombre d'entre eux ont perdu tout contact avec leurs amis et leurs proches au Xinjiang, qui ont peut-être supprimé leurs contacts à l'étranger pour se protéger d'un internement ou pire encore⁴. De plus en plus, les témoins n'acceptent de parler qu'après la détention de tous les membres de leur famille restés au pays. Les noms des témoins directs ne seront pas divulgués dans ce rapport, par prudence et par souci de sécurité⁵.

II. Le droit applicable

1. La Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Convention sur le génocide)

L'interdiction du génocide est une norme impérative (*jus cogens*) bien établie, n'admettant aucune dérogation⁶, et consacrée par la Convention sur le génocide, que la Chine a signée et ratifiée respectivement en 1949 et 1983⁷. Les obligations de la Chine, en vertu de la Convention sur le génocide, de prévenir, de punir et de ne pas commettre de génocide sont *erga omnes*, ou dues à la communauté internationale dans son ensemble⁸. La Chine a explicitement émis une réserve à la Convention sur le génocide, indiquant qu'elle « ne se considère pas liée par l'article IX de ladite Convention »⁹ et ne reconnaît donc pas la compétence de la Cour internationale de justice (CIJ) en matière d'interprétation, d'application ou de respect de la Convention¹⁰. De même, la Chine ne reconnaît pas la

³ Ce rapport évite d'utiliser le terme "camp de concentration" car il s'agit d'un terme imprécis ayant diverses associations historiques et non d'un terme juridique pertinent pour la question des violations de la Convention sur le génocide.

⁴ Gene A. Bunin, "How the "Happiest Muslims in the World" are Coping with Their Happiness," July 31, 2018, The Art of Life in Chinese Central Asia, <https://livingotherwise.com/2018/07/31/happiest-muslims-world-coping-happiness/>.

⁵ Tous les récits de victimes de première main dans ce rapport sont cités sous le nom de Victime n°__ et sont disponibles sur la base de données des victimes du Xinjiang, <https://shahit.biz/eng/>.

⁶ *Democratic Republic of Congo v. Rwanda*, ICJ, Judgment of 3 February 2006, au para. 64.

⁷ *The Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (La Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide)* (Convention sur le génocide) a été adoptée à l'unanimité, la résolution 260 (III) de l'Assemblée générale des Nations unies du 9 décembre 1948, https://www.un.org/en/genocideprevention/documents/atrocities-crimes/Doc.1_Convention%20on%20the%20Prevention%20and%20Punishment%20of%20the%20Crime%20of%20Genocide.pdf. There are currently 152 States parties, "Status of Treaties: Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide," *United Nations Treaty Collection* https://treaties.un.org/pages/ViewDetails.aspx?src=TREATY&mtdsq_no=IV-1&chapter=4&clang=_en#33.

⁸ *Bosnia and Herzegovina v. Yugoslavia*, ICJ Judgment, 11 July 1996, au para. 31; Voir aussi Report of the International Law Commission on the work of its 53rd session (2001) au pp 112-113, https://legal.un.org/ilc/documentation/english/reports/a_56_10.pdf.

⁹ Pour la réserve et l'objection de la Chine à la compétence de la CIJ et à l'interprétation de la Convention sur le génocide, voir UN Treaty Collection, *supra* note 7, citant la réserve de la Chine à la Convention sur le génocide et son objection au seul avis consultatif de la CIJ sur la Convention sur le génocide, *Reservations to the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide*, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 1951, <https://www.icj-cij.org/public/files/case-related/12/012-19510528-ADV-01-00-EN.pdf>.

¹⁰ L'article IX est libellé en entier comme suite : « Les différends entre les Parties contractantes relatifs à l'interprétation, l'application ou l'exécution de la présente Convention, y compris ceux relatifs à la responsabilité d'un État en matière de

juridiction de la Cour pénale internationale car elle n'est pas partie au Statut de Rome¹¹. La Chine est cependant un État partie à la Convention de Vienne sur le droit des traités (CVDT), avec une réserve similaire à la juridiction de la CIJ sur l'interprétation ou l'application du traité. Le présent rapport n'envisage pas la responsabilité pénale individuelle et examine uniquement la question de savoir si la Chine porte la responsabilité de l'État pour les violations de la Convention sur le génocide, un accord juridiquement contraignant entre ses 152 États parties. Le rapport applique donc strictement la Convention sur le génocide comme source principale de droit et la CVDT comme moyen principal d'interprétation. Le rapport fait également référence aux travaux de la Commission du droit international, établie conformément à l'article 13(1)(a) de la Charte des Nations Unies, et considère la jurisprudence de la CIJ et du droit pénal international comme des moyens d'interprétation secondaires.

La responsabilité de l'État pour les violations de la Convention sur le génocide ne relève pas de la responsabilité pénale individuelle. Notamment, l'État ne peut être poursuivi ou reconnu coupable, et les normes de droit pénal renforcées ne s'appliquent donc pas. La responsabilité de l'État pour les violations du droit international découle des actes illicites attribués à l'État. La norme de preuve pour les violations du droit international est la prépondérance de la preuve qui s'applique généralement aux obligations découlant d'un traité. Toutefois, étant donné la nature grave des violations en question (notamment les actes interdits par l'article II, comme indiqué ci-dessous), le présent rapport applique une norme de preuve claire et convaincante¹².

L'article II de la Convention sur le génocide définit le génocide comme suit :

Le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe;*
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;*
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;*
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe;*
- e) Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe.*

Selon l'article II, il y a trois éléments constitutifs : (1) la commission d'un acte ou d'actes de génocide commis contre (2) le groupe protégé et (3) dans l'intention de détruire le groupe en tout ou en partie. Ce rapport est structuré autour de ces trois éléments et des conditions qui facilitent le génocide.

génocide ou de l'un quelconque des autres actes énumérés à l'article III, seront soumis à la Cour internationale de Justice, à la requête d'une partie au différend ».

¹¹ "The States Party to the Rome Statute," *International Criminal Court*, https://asp.icc-cpi.int/en_menus/asp/states%20parties/pages/the%20states%20parties%20to%20the%20rome%20statute.aspx

¹² Sur la norme de preuve dans le cadre de la Convention sur le génocide, voir, entre autres, les documents suivants: Stephen Wilkinson, "Standards of Proof in International Humanitarian and Human Rights Fact-Finding and Inquiry Missions", the Geneva Academy of International Humanitarian Law and Human Rights, à la p 20, <https://www.geneva-academy.ch/joomlatools-files/docman-files/Standards%20of%20Proof%20in%20Fact-Finding.pdf>.

Les violations de la Convention sur le génocide sont déterminées par les règles du droit international général sur l'interprétation des traités et la responsabilité des États pour des actes internationalement illicites¹³.

2. La Convention de Vienne et l'interprétation de la Convention sur le génocide

La CVDT, à laquelle la Chine est partie, définit les paramètres d'interprétation des traités. L'article 31 dispose ce qui suit :

Un traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but¹⁴.

En vertu du droit international établi, les termes de la Convention sur le génocide doivent être appliqués selon leur sens ordinaire dans leur contexte¹⁵. Aux termes de l'article II, le génocide est défini comme « l'un quelconque des actes ci-après commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un ... groupe comme tel ». Selon le sens ordinaire de la définition, n'importe lequel des actes énumérés peut à lui seul constituer un génocide, y compris ceux qui ne nécessitent pas de destruction physique, à savoir les alinéas b) à e) de l'article II.

Le contexte de l'interprétation d'un traité comprend également le préambule et « tout accord ayant rapport au traité et qui est intervenu entre toutes les parties à l'occasion de la conclusion du traité »¹⁶. Ainsi, pour interpréter la Convention sur le génocide, il faut également se référer à la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies mentionnée dans le préambule de la Convention, qui a mandaté sa rédaction et affirmé que le crime de génocide en droit international est le suivant :

A denial of the *right of existence* of entire human groups ... [which] results in great losses to humanity in the form of cultural and other contributions represented by these human groups and is contrary to moral law and to the spirit and aims of the United Nations¹⁷.

¹³ *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina v. Serbia and Montenegro)*, Judgment of 26 February 2007, au para. 149.

¹⁴ Vienna Convention on the Law of Treaties, 23 May 1969, (Convention de Vienne sur le droit des traités (CVDT)), https://legal.un.org/ilc/texts/instruments/english/conventions/1_1_1969.pdf.

¹⁵ Voir Raphael Lemkin's *Axis Rule in Occupied Europe*, pour l'origine du terme "génocide" et précurseur de la Convention sur le génocide. Lemkin a défini le génocide comme "not necessarily mean the immediate destruction of a nation ... rather to signify a coordinated plan of different actions aiming at the destruction of essential foundations of the life of national groups, with the aim of annihilating the groups themselves. The objective of such a plan would be disintegration of the political and social institutions of culture, language, national feelings, religion, and the economic existence of national groups and the destruction of the personal security, liberty, health, dignity and even the lives of the individuals belonging to such groups." Raphael Lemkin, *Axis Rule in Occupied Europe* (Washington, D.C., 1944), à la p 79.

¹⁶ CVDT, *supra* note 14, Art. 31 (2)(a).

¹⁷ UN General Assembly, *The Crime of Genocide*, 11 December 1946, A/RES/96, <https://www.refworld.org/docid/3b00f09753.html>.

Les termes doivent être également interprétés à la lumière de leur « objet et but ». Selon l'article I de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide :

Les Parties contractantes confirment que le génocide, qu'il soit commis en temps de paix ou en temps de guerre, est un crime du droit des gens, qu'elles s'engagent à *prévenir* et à *punir*¹⁸.

L'objet et le but du traité sont expressément énoncés tant dans le titre de la Convention que dans son article I : obliger les parties contractantes à *prévenir* et à *punir* le génocide. Selon la CIJ, l'objet de la Convention « est de sauvegarder l'existence même de certains groupes humains »¹⁹. Cet idéal constitue « le fondement et la mesure de toutes les dispositions qu'elle renferme »²⁰. Les termes de la définition du génocide doivent être lus à la lumière de l'objectif premier de la Convention : la prévention et la sauvegarde de l'existence d'un groupe avant, et distinct de, son éventuelle destruction physique. Conclure autrement reviendrait à priver les termes exprès de toute signification et à aboutir à un résultat qui ne pourrait être que contraire à l'objet et au but du traité.

En vertu de l'article 31(3) de la CVDT, les termes du traité doivent être interprétés à la lumière (a) des accords ultérieurs et (b) de la pratique concernant l'interprétation et l'application du traité et « (c) de toute règle pertinente de droit international applicable dans les relations entre les parties »²¹.

3. La responsabilité de l'État

Le rapport de 2001 de la Commission du droit international (CDI) intitulé Responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite fournit les règles du droit international général sur la responsabilité de l'État en cas de violation de la Convention sur le génocide²². Ce rapport examine si les personnes ou entités ayant perpétré un ou plusieurs des actes de génocide énumérés à l'article II contre les Ouïghours sont nécessairement attribuables à la Chine²³. En vertu du droit de la responsabilité de l'État, les actes de génocide sont attribués à l'État lorsqu'ils sont perpétrés par des personnes ou des entités : (1) ayant le statut d'organes de l'État en vertu du droit de l'État²⁴ 2) habilitées par le droit interne à exercer

¹⁸ Convention sur le génocide, *supra* note 7, Art. 1.

¹⁹ ICJ Advisory Opinion, *supra* note 9, at 12,

²⁰ *Ibid.*

²¹ CVDT, *supra* note 14, Art. 31(2-3). De plus, l'Article 31(4) dispose : « Un terme sera entendu dans un sens particulier s'il est établi que telle était l'intention des parties ». En vertu de l'Article 32, les moyens complémentaires d'interprétation, y compris les "travaux préparatoires du traité", peuvent être utilisés pour confirmer le sens des termes du traité ou « de déterminer le sens lorsque l'interprétation donnée conformément à l'article 31 [soit] : a) Laisse le sens ambigu ou obscur; ou b) Conduit à un résultat qui est manifestement absurde ou déraisonnable ».

²² La CDI a été créée par l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) en 1947 pour s'acquitter du mandat que lui confère l'article 13(1)(a) de la Charte des Nations Unies, à savoir "entreprendre des études et faire des recommandations en vue de [...] favoriser le développement progressif du droit international et sa codification" ; en conséquence, ses avis, tels qu'adoptés par l'AGNU, font autorité. Voir aussi *Bosnia v. Serbia*, *supra* note 13, au para. 149.

²³ Pour une analyse similaire, voir *Bosnia v. Serbia*, *supra* note 13, aux paras. 384-415.

²⁴ La responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite, 2001, Article 4, *Comportement des organes de l'État*, dispose que : « 1. Le comportement de tout organe de l'État est considéré comme un fait de l'État d'après le droit international, que cet organe exerce des fonctions législative, exécutive, judiciaire ou autres, quelle que soit la position

des prérogatives de puissance publique²⁵; ou (3) agissant sur les instructions, ou sous la direction ou le contrôle effectif des organes de l'État²⁶. Les actes des organes de l'État ou des personnes habilitées à exercer l'autorité gouvernementale sont même attribuables à l'État lorsqu'ils excèdent leur autorité ou les instructions²⁷.

III. Le groupe protégé : le groupe national, ethnique, racial ou religieux

Les Ouïghours correspondent tout à fait à la définition ordinaire d'un groupe ethnique (ou d'une ethnie), puisqu'ils partagent une culture, une langue et, pour l'essentiel, la même religion²⁸. En fait, la Chine reconnaît officiellement les Ouïghours comme une "minorité ethnique" parmi sa liste exhaustive de 56 groupes ethniques composant sa population²⁹. Un groupe protégé est également défini par ses caractéristiques positives³⁰. Les Ouïghours partagent sans aucun doute les attributs positifs uniques que sont la langue, la culture, l'histoire, la philosophie, la tradition, la musique, la littérature, la religion et le lien avec la terre (ou patrie). Ainsi, les Ouïghours constituent un groupe ethnique protégé selon les normes juridiques, politiques et pratiques de la Chine.

L'histoire de la persécution

Depuis la conquête de la région par l'Empire Qing en 1759, les habitants indigènes de ce qui s'appelle aujourd'hui le Xinjiang ont connu des périodes alternées de renforcement et de relâchement du contrôle³¹. Au cours de cette période, les peuples indigènes ont parfois résisté à la domination chinoise et se sont parfois rebellés, établissant des États indépendants en 1865-1877, 1933-1934 et 1944-1949.

Le PCC a pris le contrôle de la région en 1949 et, au cours des trois décennies suivantes, a supervisé le transfert de millions de colons chinois de l'ethnie Han dans la région, faisant

qu'il occupe dans l'organisation de l'État, et quelle que soit sa nature en tant qu'organe du gouvernement central ou d'une collectivité territoriale de l'État.

2. Un organe comprend toute personne ou entité qui a ce statut d'après le droit interne de l'État». https://legal.un.org/ilc/texts/instruments/french/commentaries/9_6_2001.pdf.

²⁵ *Ibid.* Article 5, *Comportement d'une personne ou d'une entité exerçant des prérogatives de puissance publique*, dispose que: « Le comportement d'une personne ou entité qui n'est pas un organe de l'État au titre de l'article 4, mais qui est habilitée par le droit de cet État à exercer des prérogatives de puissance publique, pour autant que, en l'espèce, cette personne ou entité agisse en cette qualité, est considéré comme un fait de l'État d'après le droit international ».

²⁶ *Ibid.* Article 8: « Le comportement d'une personne ou d'un groupe de personnes est considéré comme un fait de l'État d'après le droit international si cette personne ou ce groupe de personnes, en adoptant ce comportement, agit en fait sur les instructions ou les directives ou sous le contrôle de cet État ».

²⁷ *Ibid.* Article 7 dispose que: « Le comportement d'un organe de l'État ou d'une personne ou entité habilitée à l'exercice de prérogatives de puissance publique est considéré comme un fait de l'État d'après le droit international si cet organe, cette personne ou cette entité agit en cette qualité, même s'il outrepassa sa compétence ou contrevient à ses instructions ».

²⁸ Les tribunaux internationaux ont adopté la définition d'un groupe ethnique comme « un groupe dont les membres partagent une langue ou une culture commune » ; voir, par exemple, *The Prosecutor v. Jean-Paul Akayesu (Trial Judgement)*, ICTR-96-4-T, au para. 513, International Criminal Tribunal for Rwanda (ICTR), 2 September 1998.

²⁹ *Minzu* est généralement traduit par « nation » ou « nationalité », bien que le terme chinois soit à cheval sur les idées anglophones d'ethnie et de nation. Le terme chinois *guojia* se traduit par « État », la Chine affirmant officiellement que le *guojia*, où réside la souveraineté, est composé de plusieurs *minzu*, chacun ayant droit à une « autonomie » mais pas à son propre *guojia*. Plus récemment, les autorités ont commencé à utiliser « minorité ethnique » pour la traduction anglaise de *shaoshu minzu*, remplaçant la traduction précédente, qui était « nationalité minoritaire ».

³⁰ *Bosnia v. Serbia*, *supra* note 13, aux paras. 193-194.

³¹ Millward, *Eurasian Crossroads: A History of Xinjiang* (New York, NY: Columbia University Press, 2009).

passer le pourcentage de résidents Han de 6,1 % en 1953 à 40,4 % en 1982³². Après une décennie d'assouplissement des restrictions de l'État chinois dans les années 1980, Pékin a commencé à s'inquiéter de l'ethno-nationalisme et du renouveau religieux chez les Ouïghours, interdisant certains livres nationalistes et restreignant l'éducation religieuse³³. Des restrictions similaires se sont multipliées au début des années 2000, période durant laquelle les autorités chinoises ont commencé à qualifier plus fréquemment la dissidence ouïghoure de "terrorisme", malgré l'absence presque totale d'attaques terroristes³⁴. Le mécontentement des Ouïghours à l'égard des politiques discriminatoires et les premières formes de migration forcée vers la Chine intérieure qui ont entraîné la mort de Ouïghours à Shaoguan, dans le Guangdong³⁵, ont conduit à des manifestations dans la capitale régionale d'Urumqi en 2009, qui ont conduit à la violence lorsque les forces de sécurité sont intervenues. Immédiatement après, les forces de sécurité ont arrêté plus d'un millier de personnes et fait disparaître des centaines de Ouïghours³⁶. L'État a déployé la police populaire armée dans tout le Xinjiang, faisant défiler des véhicules militaires dans les villes et établissant des postes de contrôle sur les routes, des pratiques qui sont restées en place au moins jusqu'en 2019³⁷.

Les autorités chinoises ont considérablement renforcé les restrictions sur les déplacements et les pratiques culturelles des Ouïghours au cours de la période qui a suivi les émeutes d'Urumqi. Dans de nombreuses zones rurales, les Ouïghours ont dû obtenir des "cartes de contact" spéciales pour se déplacer d'une ville à l'autre³⁸; les festivals traditionnels et les lieux de pèlerinage ont été fermés³⁹; l'enseignement privé de la langue et de la religion ouïghours ont été criminalisés⁴⁰; la police a fait des descentes dans les maisons à la

³² Stanley W. Toops, "The Demography of Xinjiang," in *Xinjiang: China's Muslim Borderland* (Armonk, NY: M. E. Sharpe, 2004), 246.

³³ Bovingdon, *The Uyghurs: Strangers in Their Own Land* (New York, NY: Columbia University Press, 2010).

³⁴ Sean Roberts, *The War on the Uyghurs: China's Internal Campaign against a Muslim Minority* (Princeton, NJ: Princeton University Press, 2020); Pablo A. Rodríguez-Merino, "Old 'counter-revolution', new 'terrorism': historicizing the framing of violence in Xinjiang by the Chinese state," *Central Asian Survey*, Vol. 38, No. 1 (2019), 27-45.

³⁵ Jonathan Watts, "Old suspicions magnified mistrust into ethnic riots in Urumqi: Job creation and integration went violently wrong in Guangdong," *The Guardian*, 10 Jul 2009, <https://www.theguardian.com/world/2009/jul/10/china-riots-uyghurs-han-urumqi>.

³⁶ "Amnesty Challenges China on Xinjiang Riot Accounts," *BBC News*, 2 Jul 2010. [www.bbc.com, https://www.bbc.com/news/10491758](http://www.bbc.com/news/10491758); "Urumqi Riots Three Years on - Crackdown on Uyghurs Grows Bolder," *Amnesty International*, 4 July 2012, <https://www.amnesty.org/en/press-releases/2012/07/urumqi-riots-three-years-crackdown-uyghurs-grows-bolder/>; "We Are Afraid to Even Look for Them," *Human Rights Watch*, 20 Oct. 2009, <https://www.hrw.org/report/2009/10/20/we-are-afraid-even-look-them/enforced-disappearances-wake-xinjiangs-protests>.

³⁷ Thum, Rian, "The Ethnicization of Discontent in Xinjiang" *The China Beat*, 2 Oct. 2009, 574. <http://digitalcommons.unl.edu/chinabeatarchive/574>.

³⁸ 新疆综治办详解“便民联系卡”：出差、旅游无需办卡_政策解读_新疆维吾尔自治区人民政府网, *Xinjiang zongzhiban xiangjie "bianmin lianxika": chuchai, luyou wuxu ban ka-Zhengce jiedu-Xinjiang Weiwu'er zizhiqu renmin zhengfu wang*, <https://www.xinjiang.gov.cn/xinjiang/zcjd/201408/87753da8ec23404e8e32bf23692ac6a3.shtml>.

³⁹ Thum, Rian, "The Spatial Cleansing of Xinjiang: Mazar Desecration in Context," *Made in China Journal*, 24 Aug. 2020, <https://madeinchinajournal.com/2020/08/24/the-spatial-cleansing-of-xinjiang-mazar-desecration-in-context/>.

⁴⁰ Andrew Jacobs, "A Devotion to Language Proves Risky," *The New York Times*, May 11, 2014; <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/demolition-04012015151727.html>

recherche de livres interdits; et l'État a interdit les noms d'enfants qu'il jugeait trop islamiques, tels que Fatima, Husayn et Muhammad⁴¹.

1. La déshumanisation

Les autorités chinoises qualifient systématiquement la population ouïghoure, sans distinction, d'« arriérée », de déloyale envers l'État, d'« indigne de confiance »⁴² ou de terroriste⁴³. En 2017, la Ligue de la jeunesse communiste de la région autonome du Xinjiang a publié un rapport illustré sur l'« arriération » des Ouïghours⁴⁴. Les marqueurs de l'identité ouïghoure sont jugés « anti-humains, anti-société et anti-civilisation »⁴⁵, reflétant une mentalité qualifiée de « dépassée »⁴⁶. Les programmes de travail forcé du gouvernement dans la région sont décrits dans les rapports de propagande comme destinés à transformer la « pensée paresseuse et profondément enracinée » des villageois ruraux, des termes qui reflètent la vision du gouvernement sur le mode de vie et les coutumes ouïghours⁴⁷. Dans les camps d'internement, les Ouïghours sont endoctrinés sur le caractère « arriéré » de leur identité et forcés d'avouer leur « arriération »⁴⁸. Selon des témoignages directs, les gardiens des camps ont dit aux détenus « vous n'êtes pas des humains »⁴⁹, « il n'y a pas de groupe ethnique tel que les Ouïghours »⁵⁰, « être un Ouïghour est un crime »⁵¹, et, dans une certaine mesure, « vous ne ressemblez pas à un humain » après que le détenu

⁴¹ “Chinese Authorities Ban Muslim Names Among Uyghurs in Hotan.” *Radio Free Asia*, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/chinese-authorities-ban-muslim-names-among-uyghurs-in-hotan-09242015120656.html>

⁴² Zenz, Adrian, “The Karakax List: Dissecting the Anatomy of Beijing’s Internment Drive in Xinjiang,” *Journal of Political Risk*. <https://www.jpolrisk.com/karakax/>.

⁴³ Roberts, *supra* note 34, à la p 209; Joanne Smith Finley (2019) “Securitization, insecurity and conflict in contemporary Xinjiang: has PRC counter-terrorism evolved into state terror?” *Central Asian Survey*, 38:1, 1-26, DOI: 10.1080/02634937.2019.1586348. Voir “‘Our souls are dead’: how I survived a Chinese ‘re-education’ camp for Uighurs,” *The Guardian*, 12 Jan. 2021, <https://www.theguardian.com/world/2021/jan/12/uighur-xinjiang-re-education-camp-china-gulbahar-haitiwaji> (ancien détenu ouïghour témoignant du gros mensonge que toutes les autorités, des policiers aux gardiens de camp, ont affirmé : « that Uighurs are terrorists »).

⁴⁴ *Xinjiang Gongqing Tuan* [Communist Youth League of Xinjiang] 2017. “亲情：就在一张炕桌、一盏台灯 *Qinqing: jiu zai yi zhang kangzhuo, yi zhan taideng!*” [Kindness/familial love is in a table and a lamp!]. Dec. 17, 2017. <https://mp.weixin.qq.com/s/FSjScHZ9c1LuZThGkG3cag>; voir également Timothy A. Grose, “If you don’t know how, just learn: Chinese housing and the transformation of Uyghur domestic space,” *Ethnic and Racial Studies*, 06 Jul 2020.

⁴⁵ Byler, Darren. “‘Only When You, Your Children, and Your Grandchildren Become Chinese’: Life after Xinjiang Detainment.” *SupChina*, 6 Jan. 2021, <https://supchina.com/2021/01/06/life-after-xinjiang-detaiement/>.

⁴⁶ Sudworth, John. “China’s ‘Tainted’ Cotton.” *BBC News*, Dec. 2020, www.bbc.co.uk/news/extra/nz0g306v8c/china-tainted-cotton.

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ Un ancien détenu a résumé le message unique de chaque session: “The greatness of the Chinese Communist Party, the backwardness of Uighur culture and the advanced nature of Chinese culture,” Chris Buckley, “China Is Detaining Muslims in Vast Numbers. The Goal: ‘Transformation,’” *The New York Times*, 8 Sept. 2018, <https://www.nytimes.com/2018/09/08/world/asia/china-uighur-muslim-detention-camp.html>; voir également <https://apnews.com/6e151296fb194f85ba69a8babd972e4b/China%E2%80%99s-massindoctrinationcamps-evoke-Cultural-Revolution>

⁴⁹ Victime n° 120.

⁵⁰ Victime n° 5524.

⁵¹ Victime n° 2110.

ait été violé et frappé par des électrochocs⁵². Le 17 septembre 2020, le Conseil d'État chinois a publié un livre blanc décrivant l'« arriération » des populations de la région⁵³.

2. Le système avancé de surveillance de masse

a) La vidéosurveillance

En mai 2014, le gouvernement chinois a annoncé une « Campagne de lutte acharnée contre le terrorisme violent » et une « Guerre du peuple contre le terrorisme » dans la région autonome du Xinjiang⁵⁴. Le Président Xi Jinping a ordonné aux autorités du XUAR de déployer des « murs en cuivre et en acier » et des « filets étendus de la terre au ciel »⁵⁵. La même année, les autorités du XUAR dans les préfectures à majorité ouïghoure ont commencé à construire ces murs physiques et ces filets de surveillance en masse, en installant des milliers de caméras haute définition, reliées à des lieux de commandement high-tech centralisés, dans tous les villages, les mosquées et les carrefours clés⁵⁶. Entre 2016 et 2018, les villes ont individuellement dépensé jusqu'à 46 millions de dollars pour ces systèmes de surveillance, un comté ayant installé des caméras de reconnaissance faciale dans chacune de ses près de mille mosquées⁵⁷.

b) Les "équipes de travail" des cadres du parti

En 2014, le Président Xi et d'autres dirigeants du PCC ont ordonné au Corps de production et de construction du Xinjiang (XPCC), ou *Bingtuan*, une organisation paramilitaire secrète, d'accélérer l'arrivée de colons Han dans le sud du XUAR⁵⁸. Le XPCC, principale institution coloniale du XUAR et premier producteur de coton, gère des prisons, des camps d'internement et des camps de travail dans la région, et répond directement au PCC⁵⁹. Le gouvernement a commencé à déployer des centaines de milliers de cadres du PCC dans des

⁵² Westcott, Ben, et al., "Women in Xinjiang Shine a Light on a Campaign of Abuse and Control by Beijing," *CNN*, 31 July 2021, <https://www.cnn.com/2020/07/30/asia/xinjiang-sterilization-women-human-rights-intl-hnk/index.html>.

⁵³ Yang, William. "China Published New Xinjiang White Paper in an Attempt to Push Back against Forced Labor..." *Medium*, 18 Sept. 2020, <https://williamyang-35700.medium.com/china-published-new-xinjiang-white-paper-in-an-attempt-to-push-back-against-forced-labor-3e77becdb125>.

⁵⁴ "Xinjiang's Party Chief Wages 'people's War' against Terrorism" *Chinadaily.Com.Cn*. 26 May 2014, http://www.chinadaily.com.cn/china/2014-05/26/content_17541318.htm; 2014: 中国掀起“反恐人民战争” (2014: *Zhongguo xianqi "fankong renmin zhanzheng"*), "2014: China launches the People's War on Terror." <http://politics.people.com.cn/n/2014/1231/c1001-26309191.html>.

⁵⁵ James Leibold and Adrian Zenz, "Xinjiang's Rapidly Evolving Security State." *Jamestown, China Brief Volume: 17 Issue: 4*, <https://jamestown.org/program/xinjiangs-rapidly-evolving-security-state/>.

⁵⁶ James Leibold (2020), "Surveillance in China's Xinjiang Region: Ethnic Sorting, Coercion, and Inducement", *Journal of Contemporary China*, 29:121, at 50-51.

⁵⁷ *Ibid.* at 51; Joanne Smith Finley, "'Now We Don't Talk Anymore' Inside the 'Cleansing' of Xinjiang," *China File*, <https://www.chinafile.com/reporting-opinion/viewpoint/now-we-dont-talk-anymore>.

⁵⁸ Ramzy, Austin, and Chris Buckley. "Absolutely No Mercy: Leaked Files Expose How China Organized Mass Detentions of Muslims." *The New York Times*, 16 Nov. 2019, www.nytimes.com/interactive/2019/11/16/world/asia/china-xinjiang-documents.html.

⁵⁹ James Millward and Dahlia Peterson, "China's System of Oppression in Xinjiang: How It Developed and How to Curb It," *Global China: Assessing China's Growing Role in the World*, *The Brookings Institution*, Sept. 2020, à la p 2, www.brookings.edu/wp-content/uploads/2020/09/FP_20200914_china_oppression_xinjiang_millward_peterson.pdf; Amy Lehr, "Addressing Forced Labor in the Xinjiang Uyghur Autonomous Region Toward a Shared Agenda," *CSIS Briefs*, à la p 5 <https://www.csis.org/analysis/addressing-forced-labor-xinjiang-uyghur-autonomous-region-toward-shared-agenda>; Lianchao Han "Cotton: The Full Fabric of Lies: A Report on Forced and Prison Labor in Xinjiang, China, and the nexus to global supply chains," *The Citizen Power Institute*, Aug. 2019, aux pp 16-17.

"équipes de travail" pour rendre visite aux résidents à leur domicile afin de collecter des données⁶⁰, aussi souvent que chaque jour⁶¹. Les équipes de travail ont suivi des manuels locaux pour effectuer ces séjours gouvernementaux chez l'habitant et ont cherché des motifs d'internement tels que des signes d'observance religieuse⁶². Les manuels encouragent spécifiquement le ciblage et l'interrogation des enfants à la maison, en veillant à ce qu'ils reçoivent une éducation qui minimise leur identité ouïghoure, sapant ainsi l'autorité des parents ouïghours et rompant leurs relations avec leurs enfants⁶³. En octobre 2016, un programme obligatoire connexe pour les cadres⁶⁴, connu sous le nom de « Devenir une famille »⁶⁵, a jumelé des cadres Han avec des familles ouïghoures (principalement des familles de détenus) pour promouvoir le « brassage interethnique » et « l'harmonie ethnique »⁶⁶. Ces cadres sont tenus de rendre visite à leurs « parents non avertis » au moins tous les deux mois pendant cinq jours⁶⁷, parfois pendant des années⁶⁸, de documenter leurs activités avec les familles, y compris leur participation aux aspects les plus intimes de la « vie paysanne »⁶⁹ et de « rectifier » tout « problème », y compris la malpropreté et les croyances religieuses⁷⁰. Il serait courant que les cadres dorment dans le même lit, ou sur la même plate-forme de couchage que les membres des foyers ouïghours⁷¹. Selon un témoignage de première main, les abus sexuels et les viols de femmes ouïghoures sont également devenus monnaie courante dans le cadre du programme⁷². En outre, les gouvernements des comtés de la région du XUAR contraignent, encouragent et promeuvent activement les mariages entre Han et Ouïghours, une politique qui tire son

⁶⁰ The dispatch of work teams to Uyghur homes is known in Chinese as *fanghuiju* (访惠聚), an acronym that stands for "Visit the People, Benefit the People, and Gather Together the Hearts of the People" (访民情、惠民生、聚民心 *fang minqing, bianminsheng, juminxin*).

⁶¹ Wang, Maya. "China: Big Data Fuels Crackdown in Minority Region." *Human Rights Watch*, 28 Oct. 2020, www.hrw.org/news/2018/02/26/china-big-data-fuels-crackdown-minority-region; Daren Byler, "China's Government Has Ordered a Million Citizens to Occupy Uighur Homes. Here's What They Think They're Doing." *ChinaFile*, 24 Oct. 2018, <https://www.chinafile.com/reporting-opinion/postcard/million-citizens-occupy-uighur-homes-xinjiang>.

⁶² Grose, Timothy A. "Hosting the Hostage: Looking beneath China's Policy to Infiltrate Uyghur Homes." *SupChina*, 24 July 2020, <https://supchina.com/2020/07/24/hosting-the-hostage-looking-beneath-chinas-policy-to-infiltrate-uyghur-homes/>.

⁶³ Byler, *supra* note 61. Moreover, among the reasons for internment, the Karakax List specifies, "Reading scripture to a child aged under 16." Shepherd, Christian and Laura Pitel, "The Karakax List: How China Targets Uighurs in Xinjiang," *Financial Times*, 17 Feb. 2020, <https://www.ft.com/content/e0224416-4e77-11ea-95a0-43d18ec715f5>.

⁶⁴ "China's Uighurs Told to Share Beds, Meals with Party Members." *Associated Press*, 30 Nov. 2018, <https://apnews.com/article/9ca1c29fc9554c1697a8729bba4dd93b>.

⁶⁵ Le programme est appelé 结对认亲 (*jiedui renqin*) en Chinois, aussin traduit en "finding a partner and becoming kin" or "Pair Up and Become Family" ("Eradicating Ideological Viruses." *Human Rights Watch*, 9 Sept. 2018, <https://www.hrw.org/report/2018/09/09/eradicating-ideological-viruses/chinas-campaign-repression-against-xinjiangs>.) and "United as One Family" (Byler, *supra* note 61.)

⁶⁶ Leibold, *supra* note 56.

⁶⁷ *China's Uighurs Told to Share Beds*, *supra* note 64.

⁶⁸ "Xinjiang 'Pair Up' Campaign Highlights Power Imbalance Between Chinese 'Relatives,' Uyghur Hosts." *RadioFree Asia*, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/campaign-11192019152349.html>.

⁶⁹ Leibold, *supra* note 56, à la p 55; *Xinjiang 'Pair Up' Campaign*, *supra* note 68.

⁷⁰ "China: Visiting Officials Occupy Homes in Muslim Region," *Human Rights Watch*, 13 May 2018, <https://www.hrw.org/news/2018/05/13/china-visiting-officials-occupy-homes-muslim-region>.

⁷¹ Selon un cadre du PCC supervisant une commune de la préfecture de Kashgar, "it is now considered normal for females to sleep on the same platform with their paired male 'relatives.'" "Male Chinese 'Relatives' Assigned to Uyghur Homes Co-Sleep With Female 'Hosts.'" *Radio Free Asia*, 31 Oct. 2019, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/cosleeping-10312019160528.html>; *China's Uighurs Told to Share Beds*, *supra* note 64. *Visiting Officials Occupy Homes*, *supra* note 70.

⁷² Ingram, Ruth, "Sexual Abuse of Uyghur Women by CCP Cadres in Xinjiang: A Victim Speaks Out," *Bitter Winter*, 19 Sept. 2020, <https://bitterwinter.org/sexual-abuse-of-uyghur-women-by-ccp-cadres-in-xinjiang/>.

origine d'une réunion de haut niveau du PCC en 2014 avec le Président Xi⁷³. Les autorités régionales offrent aux conjoints Han-Uyghur une allocation annuelle après l'enregistrement de leur licence de mariage⁷⁴, ainsi que des avantages en matière d'éducation et d'avancement professionnel⁷⁵. Les autorités contraignent également les femmes Ouïghoures à épouser des hommes Han sous la menace de l'internement ou de l'internement des membres de leur famille⁷⁶.

c) L'expansion de l'État policier sous le Secrétaire du Parti Chen Quanguo

En 2016, Chen Quanguo a été nommé secrétaire du Parti du XUAR et premier commissaire politique du XPCC. En septembre 2016, il a prononcé un discours exposant son programme politique pour la région. Il a ordonné aux responsables de la sécurité de mettre en œuvre une approche proactive et systématique pour lutter contre les « trois forces du mal » – le terrorisme, l'extrémisme et le scissionnisme⁷⁷. Il a immédiatement lancé une expansion sans précédent des forces de sécurité dans la région, annonçant 100 680 postes liés à la sécurité au cours de sa première année, soit 13 fois plus que le nombre moyen des six années précédentes⁷⁸. Il a divisé la région en communautés de quelques milliers de personnes supervisées par des fonctionnaires chargés de faire respecter la "stabilité sociale"⁷⁹. Il a créé des milliers de « postes de police de proximité » dans les villes, les villages et les principales intersections de la région, tous les 300 à 500 mètres dans les centres urbains – une stratégie empruntée à l'époque où il était secrétaire du Parti de la région autonome du Tibet en 2011⁸⁰. Il a renforcé le système de surveillance et de suivi de masse des Ouïghours de la région en collectant des données biographiques par le biais d'examens médicaux obligatoires⁸¹. Des autorités de haut niveau auraient émis des directives visant à respecter des quotas d'internement pour près de la moitié des résidents de zones majoritairement ouïghoures, les fonctionnaires ne parvenant pas à respecter ces quotas risquant d'être eux-mêmes internés⁸². Chen a procédé à des purges et fait des

⁷³ Wong, Edward. "To Temper Unrest in Western China, Officials Offer Money for Inter-marriage," *The New York Times*, 2 Sept. 2014, <https://www.nytimes.com/2014/09/03/world/asia/to-temper-unrest-china-pushes-interethnic-marriage-between-han-and-minorities.html>; Xiaocuo, Yi. "'Saved' by State Terror: Gendered Violence and Propaganda in Xinjiang," *SupChina*, 14 May 2019, <https://supchina.com/2019/05/14/saved-by-state-terror-gendered-violence-and-propaganda-in-xinjiang/>.

⁷⁴ Joanne Smith Finley and Ondřej Klimeš, "China's Neo-Totalitarian Turn and Genocide in Xinjiang," *Society and Space*, <https://www.societyandspace.org/articles/chinas-neo-totalitarian-turn-and-genocide-in-xinjiang>.

⁷⁵ Byler, Darren. "Uyghur Love in a Time of Interethnic Marriage," *SupChina*, 7 Aug. 2019, <https://supchina.com/2019/08/07/uyghur-love-in-a-time-of-interethnic-marriage/>.

⁷⁶ *Ibid.* Voir également *China's Uyghurs Told to Share Beds*, *supra* note 64.

⁷⁷ James Leibold and Adrian Zenz, "Securitizing Xinjiang: Police Recruitment, Informal Policing and Ethnic Minority Co-optation," *The China Quarterly* Vol. 242, à la p 333. Dans un article, un professeur de l'école du Parti communiste du Xinjiang a décrit le mouvement en faveur de la langue maternelle ouïghoure comme "the fourth evil force," voir Shepherd, Christian, "Fear and Oppression in Xinjiang: China's War on Uyghur Culture," *Financial Times*, 12 Sept. 2019, www.ft.com/content/48508182-d426-11e9-8367-807ebd53ab77.

⁷⁸ Leibold and Zenz, *supra* note 77, à la p 334.

⁷⁹ Shepherd and Pitel, *supra* note 63.

⁸⁰ *Ibid.*; Wong, Chun Han. "China's Hard Edge: The Leader of Beijing's Muslim Crackdown Gains Influence," *Wall Street Journal*, 7 Apr. 2019, <https://www.wsj.com/articles/chinas-hard-edge-the-leader-of-beijings-muslim-crackdown-gains-influence-11554655886>.

⁸¹ Millward and Peterson *supra* note 59, à la p 5.

⁸² "Nearly Half of Residents of Uyghur-Majority Village in Xinjiang Held in Internment Camps," *Radio Free Asia*, 23 Oct. 2019, www.rfa.org/english/news/uyghur/half-10232019144954.html; "Nearly Half of Uyghurs in Xinjiang's Hotan

exemples de fonctionnaires qui sortaient du rang, notamment un chef de comté du sud, Wang Yongzhi, qui a été emprisonné pour avoir libéré des Ouïghours détenus⁸³. Les aveux de Wang et un rapport détaillé ont été distribués dans toute la région du XUAR en guise d'avertissement aux fonctionnaires, dont des milliers ont été punis pour une conduite similaire⁸⁴.

d) La collecte de données biométriques et la police numérique

En 2016, le Bureau de la sécurité publique a commencé à collecter systématiquement les données biométriques des résidents du XUAR, notamment les scans du visage, les scans de la rétine, les empreintes vocales, l'empreinte de la démarche, les empreintes digitales, l'ADN et le groupe sanguin⁸⁵, pour alimenter un système de maintien de l'ordre connu sous le nom de plateforme d'opérations conjointes intégrées (IJOP). De 2016 à 2017, le gouvernement a déjà collecté des données biométriques à 36 millions d'occasions dans la région autonome du Xinjiang, qui comptait alors une population d'environ 24,5 millions d'habitants⁸⁶ (soit une incidence de collecte de données s'élevant à 150 % de la population, assurant de ce fait une collecte totale).

L'IJOP est le principal système de *big data* qui enregistre les informations personnelles des résidents de la région du XUAR à partir de caméras vidéo, de réseaux wifi, de points de contrôle de sécurité, de vérifications de smartphones et d'autres enregistrements personnels, et utilise des algorithmes pour générer des listes de « suspects » à détenir⁸⁷. La police et les autres fonctionnaires sont tenus de communiquer avec le système IJOP via une application mobile⁸⁸. En juin 2017, sur une période de sept jours, les responsables de la sécurité ont envoyé 15 683 résidents des préfectures de Kashgar, Hotan, Kizilsu et Aksu dans des camps d'internement, arrêté 706 résidents et placé 2 096 sous « surveillance préventive » – tout cela uniquement sur la base d'une identification par l'IJOP⁸⁹.

En juin 2017, le « Commandement du Comité du Parti pour la répression et les assauts sur les lignes de front » du XUAR, sous le commandement de Zhu Hailun, alors secrétaire adjoint du XUAR et haut responsable de la sécurité, a rapidement envoyé dans toute la région une série de documents ou de bulletins sur la manière de travailler en tandem avec

Targeted For Re-Education Camps.” *Radio Free Asia*, 09 Oct. 2017, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/camps-10092017164000.html>.

⁸³ *Absolutely No Mercy*, *supra* note 58.

⁸⁴ *Ibid.*

⁸⁵ Leibold *supra* note 56, à la p 51; Millward & Peterson *supra* note 59, à la p 5.

⁸⁶ Wee, Sui-lee. “China Uses DNA to Track Its People, With the Help of American Expertise.” *The New York Times*, 21 Feb. 2019, www.nytimes.com/2019/02/21/business/china-xinjiang-uyghur-dna-thermo-fisher.html.

⁸⁷ Wang, *supra* note 61; voir également Wang, Maya. “China’s Algorithms of Repression: Reverse Engineering a Xinjiang Police Mass Surveillance App.” *Human Rights Watch*, 1 May 2019, www.hrw.org/report/2019/05/02/chinas-algorithms-repression/reverse-engineering-xinjiang-police-mass.

⁸⁸ Dholakia, Nazish, and Maya Wang. “Interview: China’s ‘Big Brother’ App: Unprecedented View into Mass Surveillance of Xinjiang’s Muslims.” *Human Rights Watch*, 1 May 2019, www.hrw.org/news/2019/05/01/interview-chinas-big-brother-app.

⁸⁹ Millward and Peterson *supra* note 59; Allen-Ebrahimian, Bethany. “Exposed: China’s Operating Manuals for Mass Internment and Arrest by Algorithm.” *International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ)*, 24 Nov. 2019, www.icij.org/investigations/china-cables/exposed-chinas-operating-manuals-for-mass-internment-and-arrest-by-algorithm/.

l'IJOP et les forces locales pour cibler la population ouïghoure⁹⁰. Les documents citent des données collectées par l'IJOP qui désignent près de deux millions d'utilisateurs ouïghours d'un logiciel conçu pour les communautés musulmanes et qui ordonnent aux localités d'enquêter sur eux « un à un », y compris sur des milliers d'« imams non autorisés », et de « sévir » en conséquence⁹¹. Les documents détaillent les devoirs des fonctionnaires qui doivent s'appuyer sur les données de l'IJOP et mettre à jour le système avec les données manquantes et les listes de personnes afin de renforcer « le système des cinq sens... pour prévenir les problèmes avant qu'ils ne surviennent »⁹². Toutes les villes et préfectures sont invitées à faire preuve de vigilance à l'égard des personnes dont l'identité est manquante, car il s'agit de « risques dans les risques, de dangers cachés dans les dangers cachés »⁹³, ce qui montre à quel point la campagne d'internement de masse a été et reste étendue et globale.

3. La persécution et l'internement extrajudiciaire de masse inscrits dans la loi

En octobre 2016, les services de police locaux ont commencé à mettre en œuvre des règlements visant à confisquer les passeports des résidents du XUAR⁹⁴. Le Ministère de la Justice du XUAR a ordonné la construction de centres de détention ou de camps d'internement, appelés par euphémisme des centres de « transformation concentrée par l'éducation »⁹⁵. À la suite de la mise en œuvre de la nouvelle loi antiterroriste de portée excessive en 2016⁹⁶, le Congrès du peuple du XUAR a adopté en avril et mai 2017 de nouveaux règlements de « désextrémisation » qui criminalisent pratiquement toutes les questions islamiques, notamment la distribution de conseils ou de documents religieux, l'utilisation de noms spécifiques, de barbes « irrégulières » et de certains types de vêtements, et appellent à l'éradication de ces pratiques dans tous les domaines de la vie⁹⁷. L'article 14 de ces règlements ordonne la mise en place d'une « transformation éducative » impliquant des « corrections comportementales » parmi d'autres formes vagues de

⁹⁰ Alecci, Scilla. "How China Targets Uighurs 'One by One' for Using a Mobile App." *ICIJ*, 24 Nov. 2019, www.icij.org/investigations/china-cables/how-china-targets-uighurs-one-by-one-for-using-a-mobile-app/.

⁹¹ "Integrated Joint Operation Platform' Daily Essentials Bulletin, No. 20," (IJOP Bulletin No. 20) as published by the *ICIJ, China Cables*, <http://www.documentcloud.org/documents/6558508-China-Cables-IJOP-Daily-Bulletin-20-English.html>.

⁹² "Integrated Joint Operation Platform' Daily Essentials Bulletin, No. 14," as published by the *ICIJ, China Cables*, <http://www.documentcloud.org/documents/6558506-China-Cables-IJOP-Daily-Bulletin-14-English.html>.

⁹³ *Ibid.*

⁹⁴ Wong, Edward. "Police Confiscate Passports in Parts of Xinjiang, in Western China." *The New York Times*, 1 Dec. 2016, www.nytimes.com/2016/12/01/world/asia/passports-confiscated-xinjiang-china-uighur.html.

⁹⁵ Les termes associés à l'internement. Sheena Chestnut Greitens, Myunghee Lee and Emir Yazici. "Counterterrorism and Preventive Repression: China's Changing Strategy in Xinjiang." *International Security*, Vol. 44, Issue 3, Winter 2019/20, à la p 15. Le terme en chinois pour « centres de transformation concentrée par l'éducation » est le suivant 集中教育转化中心 *jizhong jiaoyu zhuanhua zhongxin*. Certains universitaires notent que le mot chinois *jizhong* ("concentré") est le même mot que celui utilisé dans le terme chinois pour "camp de concentration" (*jizhong ying*), voir Zenz, Adrian. "Wash Brains, Cleanse Hearts': Evidence from Chinese Government Documents about the Nature and Extent of Xinjiang's Extrajudicial Internment Campaign." *Journal of Political Risk*, 24 Nov. 2019, www.jpolrisk.com/wash-brains-cleanse-hearts/.

⁹⁶ "China: Disclose Details of Terrorism Convictions Overbroad Counterterrorism Legal Framework Opens Door to Abuses," *Human Rights Watch*, Mar. 16, 2017, <https://www.hrw.org/news/2017/03/16/china-disclose-details-terrorism-convictions>.

⁹⁷ Roberts, *supra* note 34, aux pp 209-210.

"formation", avalisant ainsi officiellement la construction et la répression du vaste réseau de camps d'internement⁹⁸.

Il existe une distinction entre les camps d'internement et les prisons préexistantes qui font partie du système de justice pénale officiel⁹⁹. Cependant, selon les responsables, les camps d'internement servent souvent de passerelles vers le système carcéral officiel¹⁰⁰. Les autorités ont ciblé les Ouïghours pour les détenir dans les deux systèmes. En 2018, les autorités du XUAR ont commencé à construire une vaste et plus permanente infrastructure de complexes de détention, comprenant de nouvelles installations conçues pour être cavernueuses afin d'empêcher la lumière naturelle et entourées de murs en béton, de tours de garde et de lourds fils barbelés¹⁰¹. Les chercheurs ont vérifié plus de 380 sites de détention à travers le XUAR qui ont été soit nouvellement construits, soit considérablement agrandis depuis 2017¹⁰². Parmi ces camps, 273 sont hautement fortifiés avec de hautes clôtures en fil de fer barbelé, des murs d'enceinte et des tours de guet, et peuvent accueillir jusqu'à 30 000 internés, sans tenir compte de la surpopulation¹⁰³. Des experts en conception de prisons estiment que la limite extérieure du site de détention de la petite ville de Dabancheng est de 130 000¹⁰⁴. Soixante et un sites de détention ont été nouvellement construits ou agrandis depuis juillet 2019, dont la majorité sont de plus haute sécurité, y compris au moins 14 sites encore en construction¹⁰⁵. Une étude, basée sur des documents du gouvernement, estime que le XUAR compte entre 1300 et 1400 installations d'internement extrajudiciaire, en dehors des prisons¹⁰⁶.

En 2018, les cadres du PCC ont reçu l'ordre de « placer en détention ceux qui devraient l'être dans toute la mesure du possible »¹⁰⁷. Les autorités locales ont en outre reçu l'ordre de veiller à ce qu'au moins un membre de chaque foyer reçoive une "formation professionnelle", un euphémisme pour l'enfermement extrajudiciaire, pendant au moins un à trois mois¹⁰⁸. Au début de l'année 2018, le département de l'agriculture du XUAR aurait

⁹⁸ Roberts, *supra* note 34, à la p 211.

⁹⁹ Bien que le PCC et les témoins oculaires utilisent différents termes pour décrire les camps, ce rapport considère ces deux catégories générales de sites de détention.

¹⁰⁰ Thum, Rian. "China's Mass Internment Camps Have No Clear End in Sight." *Foreign Policy*, 22 Aug. 2018, <https://foreignpolicy.com/2018/08/22/chinas-mass-internment-camps-have-no-clear-end-in-sight>.

¹⁰¹ Rajagopalan, Megha, et al. "China Secretly Built A Vast New Infrastructure To Imprison Muslims." *BuzzFeedNews*, 27 Aug. 2020, www.buzzfeednews.com/article/meghara/china-new-internment-camps-xinjiang-ughurs-muslims; Local officials describe camp grounds as requiring "bomb-proof surfaces," Thum, *supra* note 100.

¹⁰² Ruser, Nathan. "Exploring Xinjiang's Detention System." *The Xinjiang Data Project*, September 2020, <https://xjdp.aspi.org.au/explainers/exploring-xinjiangs-detention-facilities/>.

¹⁰³ *Ibid.* Rajagopalan, et al., *supra* note 101; Simon, Scott. "Satellite Images Show China's Expansion Of Muslim Detention Camps." *NPR*, 29 Aug. 2020, www.npr.org/2020/08/29/907384509/satellite-images-show-chinas-expansion-of-muslim-detention-camps; Un témoin oculaire a déclaré qu'il y avait quatre installations pouvant accueillir 5 000 personnes chacune dans le seul comté de Mongolkure (Victime n° 67); Rajagopalan, Megha, and Allison Killing. "Inside A Xinjiang Detention Camp." *BuzzFeedNews*, 3 Dec. 2020, www.buzzfeednews.com/article/meghara/inside-xinjiang-detention-camp; Les Victimes n° 120, 124, et 1358 ont témoigné de populations de camps allant de 5 000 à 15 000 personnes, avec plusieurs de ces camps dans une seule région.

¹⁰⁴ Sudworth, John. "China's Hidden Camps: What's Happened to the Vanished Uighurs of Xinjiang?" *BBC News*, 24 Oct. 2018, www.bbc.co.uk/news/resources/1dt-sh/China_hidden_camps.

¹⁰⁵ Ruser, *supra* note 102.

¹⁰⁶ Zenz, *supra* note 95.

¹⁰⁷ Dooley, Ben. "Inside China's Internment Camps: Tear Gas, Tasers and Textbooks." *AFP*, 30 Jan. 2019, <https://www.afp.com/en/inside-chinas-internment-camps-tear-gas-tasers-and-textbooks>.

¹⁰⁸ *Ibid.*

publié la déclaration suivante : « Dans certaines maisons, il ne reste que les personnes âgées, les femmes faibles et les enfants »¹⁰⁹. Outre l'internement de masse, le nombre de poursuites et de condamnations officielles a grimpé en flèche en 2017 et 2018, puisque 350 000 personnes ont été poursuivies devant les tribunaux du XUAR¹¹⁰. En revanche, moins de 30 000 personnes ont été poursuivies chaque année au cours des années précédentes¹¹¹. Les estimations du nombre de détenus dans les camps nouvellement construits ou agrandis varient entre 1 et 2 millions, un nombre qui omet généralement les personnes officiellement condamnées dans le cadre de la campagne plus large d'internement de masse¹¹².

Deux documents gouvernementaux ayant fait l'objet d'une fuite, connus sous le nom de listes d'Aksu et de Karakax¹¹³, fournissent les comptes rendus les plus détaillés et les plus complets sur les mécanismes qui sous-tendent les cycles sans fin de détention et de travail forcé dans la région autonome du Xinjiang. Ces listes contiennent les données personnelles de milliers de Ouïghours, notamment si une personne prie, va à la mosquée, jeûne ou se livre à d'autres pratiques religieuses de base. Les principaux motifs de détention comprennent des catégories vagues et fourre-tout comme le fait d'être jeune, c'est-à-dire « né après les années 1980 », d'être généralement indigne de confiance, d'avoir « un comportement généralement suspect », d'avoir « des liens sociaux complexes », d'avoir « des relations [sexuelles] inappropriées » ou de « violer la politique de la natalité »¹¹⁴. Des verdicts d'internement continu sont fréquemment émis, prolongeant les détentions pour des raisons arbitraires comme les pratiques religieuses de ses enfants ou même pour une prétendue « rancune » parce que des proches ont été torturés dans les camps¹¹⁵.

Alors que le gouvernement affirme que les nouvelles installations sont conçues pour l'"enseignement professionnel", les images et analyses satellitaires, les documents gouvernementaux et les témoignages de première main démontrent clairement qu'elles sont gérées comme des prisons avec des niveaux de sécurité variables¹¹⁶. Les bureaux de gestion des camps sont dirigés par des fonctionnaires ayant l'expérience de la gestion des prisons afin de garantir une « sécurité absolue » dans les installations¹¹⁷. Les documents gouvernementaux font référence aux stagiaires et aux détenus de manière interchangeable, et souvent de manière explicite en tant que « stagiaires détenus »¹¹⁸ ou « personnes

¹⁰⁹ Dooley, Ben, "‘Eradicate the Tumours’: Chinese Civilians Drive Xinjiang Crackdown." *AFP*, 30 Jan. 2019, <https://www.afp.com/en/eradicate-tumours-chinese-civilians-drive-xinjiang-crackdown>.

¹¹⁰ Where the conviction rate is 99 percent in Chinese courts. Voir Millward & Peterson *supra* note 59, à la p 17.

¹¹¹ *Ibid.* à la p 5; Gene A. Bunin, "From Camps to Prisons: Xinjiang's Next Great Human Rights Catastrophe." *Living Otherwise*, 5 October 2019, <https://livingotherwise.com/2019/10/05/from-camps-to-prisons-xinjiangs-next-great-human-rights-catastrophe-by-gene-a-bunin/>.

¹¹² Millward & Peterson *supra* note 59, à la p 17.

¹¹³ Nommés d'après des régions où les Ouïghours constituent respectivement 80 % et plus de 90 % de la population. "China: Big Data Program Targets Xinjiang's Muslims." *Human Rights Watch*, 9 Dec. 2020, www.hrw.org/news/2020/12/09/china-big-data-program-targets-xinjiangs-muslims; Zenz, *supra* note 42; voir également Shepherd and Pitel, *supra* note 63.

¹¹⁴ *China: Big Data Program*, *supra* note 113; "‘Ideological Transformation’: Records of Mass Detention From Qaraqash [also spelled Karakax], Hotan." *Uyghur Human Rights Project*, Feb. 2020, https://docs.uhrp.org/pdf/UHRP_QaraqashDocument.pdf.

¹¹⁵ In one case, to the point of paralysis, Zenz, *supra* note 42.

¹¹⁶ Dooley, *supra* note 107.

¹¹⁷ *Ibid.*

¹¹⁸ 收押培训人员 *shouya peixun ren yuan* or 收押受教人员 *shouya shoujiao ren yuan*. Zenz, *supra* note 95.

détenues dans le cadre de la rééducation »¹¹⁹. Selon les documents gouvernementaux, tous les camps doivent être conçus pour empêcher toute évasion, en plus de quatre autres « mesures préventives », qui sont « exigées par [le Secrétaire du Parti du XUAR] Chen Quanguo »¹²⁰.

Selon des documents du gouvernement datant de 2017 et 2018 déjà, qui comprennent des demandes d'approvisionnement liées aux camps¹²¹, les gouvernements locaux ont obtenu des listes d'armes et de fournitures carcérales pour maintenir un contrôle strict sur les détenus¹²². Les listes comprenaient : des aiguillons électriques pour le bétail, des matraques électriques, des Tasers, des clubs à pointes connus sous le nom de "dents de loup", des lances, des pistolets paralysants, des pistolets à filet, des gaz lacrymogènes, des gaz poivrés, des uniformes de police et des menottes¹²³. Lors de leur admission dans les camps, les détenus seraient soumis à des examens corporels complets, y compris des organes génitaux, et transférés dans des chaînes avec des sacs sur la tête dans les camps où ils sont forcés de se déshabiller devant les gardes et de se faire raser la tête¹²⁴. Les détenus chargés de tâches d'"enseignement" seraient contraints de signer des documents stipulant que le non-respect des règles entraînerait une sanction¹²⁵. Les gardiens surveillent tous les mouvements des détenus grâce à des caméras couvrant l'intégralité de chaque cellule et sanctionnent le moindre écart par rapport aux exercices et à l'endoctrinement de style militaire¹²⁶.

4. Le travail forcé des Ouïghours

Le gouvernement a également mis en place un système de travail forcé institutionnalisé à long terme pour les Ouïghours à l'intérieur et à l'extérieur des camps d'internement¹²⁷. Les détenus ouïghours sont systématiquement transférés dans des champs de coton et des usines adjacents aux camps ou situés à des centaines de kilomètres de là, dans la région autonome du Xinjiang ou en Chine orientale¹²⁸. Ces programmes de travail forcé peuvent

¹¹⁹ *Ibid.* 被收缴人员 *bei shou jiao ren yuan* or 收押转化人员 *shou ya zhuan hua ren yuan* or 被收押教育转化人员 *bei shou ya jiao yu zhuan hua ren yuan*.

¹²⁰ *Ibid.*

¹²¹ Par exemple, dans la préfecture de Hotan, le département gouvernemental en charge de ces installations a acheté 2 768 matraques, 550 aiguillons électriques pour bétail, 1 367 paires de menottes et 2 792 bombes de gaz poivré. Dooley, *supra* note 107.

¹²² *Ibid.*

¹²³ *Ibid.*

¹²⁴ Victimes n° 46, 1540, 2947, 3101, 3456.

¹²⁵ Stavrou, David. "A Million People Are Jailed at China's Gulags. I Escaped. Here's What Really Goes on Inside." *Haaretz.com*, 17 Oct. 2019, www.haaretz.com/world-news/.premium-MAGAZINE-a-million-people-are-jailed-at-china-s-gulags-i-escaped-here-s-what-goes-on-inside-1.7994216?lts=1611703044441.

("[The document] said there that if I did not fulfill my task, or if I did not obey the rules, I would get the death penalty. The document stated that it was forbidden to speak with the prisoners, forbidden to laugh, forbidden to cry and forbidden to answer questions from anyone. I signed because I had no choice.")

¹²⁶ Victimes n° 120, 124, 300, 1723, 2110, 3101, 3418, 3623, 4981, 5524, 6507, 6817, et 7075.

¹²⁷ The International Labour Organization's Forced Labour Convention, 1930 (No. 29), définit le travail forcé ou obligatoire comme "all work or service which is exacted from any person under the menace of any penalty and for which the said person has not offered himself voluntarily," https://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORMLEXPUB:12100::NO:12100:P12100_ILO_CODE:C029:NO

¹²⁸ Zenz, Adrian. "Beyond the Camps: Beijing's Long-Term Scheme of Coercive Labor, Poverty Alleviation and Social Control in Xinjiang." *Journal of Political Risk*, 10 Dec. 2019, www.jpolrisk.com/beyond-the-camps-beijings-long-term-scheme-of-coercive-labor-poverty-alleviation-and-social-control-in-xinjiang.

également être liés à l'internement, car les images satellitaires ont permis d'identifier des masses de personnes portant des uniformes identiques transférées entre les deux sites¹²⁹. Des usines de travail forcé ont été vérifiées sur au moins 135 des sites de détention de la région autonome du Xinjiang¹³⁰. La construction d'usines dans la région autonome du Xinjiang est parallèle à l'expansion rapide des camps d'internement. Un rapport d'enquête a identifié plus de 21 millions de pieds carrés d'usines dans les enceintes des camps en décembre 2020¹³¹. En 2018, le gouvernement a en outre transféré plus d'un demi-million de personnes de trois régions ouïghoures par le biais des programmes de travail forcé du gouvernement dans des opérations de cueillette de coton¹³². Selon un rapport de travail du gouvernement local de 2019 : « Pour chaque lot [de travailleurs] qui est formé, un lot d'emploi sera organisé et un lot sera transféré. Les personnes employées doivent recevoir une éducation idéologique approfondie et rester à leur poste »¹³³. La liste Karakax corrobore le système de "libération" des détenus pour le travail forcé¹³⁴. Dans la section "entrées définitives" de la liste Karakax, le terme utilisé pour décrire le moment où un détenu est "employé" est le même que celui qui est largement utilisé dans les programmes de travail forcé mis en œuvre par les autorités du XUAR depuis le milieu de l'année 2018¹³⁵.

IV. Les actes sous-jacents

a) Le meurtre de membres du groupe

Un grand nombre de détenus ouïghours sont morts ou ont été tués sous la garde de la police ou dans les camps¹³⁶, et les personnes qui signalent ces décès peuvent être condamnées à de lourdes peines¹³⁷. Il existe au moins un rapport confirmé de décès en masse dans un

¹²⁹ Sudworth, *supra* note 46.

¹³⁰ Killing, Alison, and Megha Rajagopalan. "The Factories in the Camps." *BuzzFeed News*, 28 Dec. 2020, www.buzzfeednews.com/article/alison_killing/xinjiang-camps-china-factories-forced-labor

¹³¹ *Ibid.*

¹³² Zenz, Adrian. "Coercive Labor in Xinjiang: Labor Transfer and the Mobilization of Ethnic Minorities to Pick Cotton." *Newlines Institute for Strategy and Policy*, 14 Dec. 2020, <http://newlinesinstitute.org/wp-content/uploads/2020/12/20201214-PB-China-Zenz-1-3.pdf>; voir également Xiuzhong Xu, Vicky, et al. "Uyghurs for Sale." *Australian Strategy Policy Institute*, 1 Mar. 2020, www.aspi.org.au/report/uyghurs-sale.

¹³³ *Ibid.*

¹³⁴ Zenz, *supra* note 42, FN 100-107.

¹³⁵ 就业jiuye, *Ideological Transformation*, *supra* note 114.

¹³⁶ Pour une liste des décès documentés au sein des camps, voir *Xinjiang Victims Database*, <https://shahit.biz/eng/#lists>. Victime n° 124 ("So many people died from the beatings and torture"); Byler, *supra* note 45 ("These innocent people are still there [in the camps] without committing any crime ... Some of them are dying, some of them are being sentenced to 20 years in prison."); un autre ancien détenu ouïghour (Victime n° 2110) a témoigné de la mort de neuf femmes dans une seule cellule, tandis qu'un autre détenu ouïghour a témoigné de trois décès de détenus, dont un après trois jours dans le camp (Victime n° 6507); voir également Joanne Smith Finley, "Why Scholars and Activists Increasingly Fear a Uyghur Genocide in Xinjiang", *Journal of Genocide Research*, disponible à <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/14623528.2020.1848109>; "I Wish I Could Wipe my Heart And Mind Clean": Uyghur Former Camp Instructor." *Radio Free Asia*, 5 Oct. 2020, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/instructor-10052020130813.html>; Un ancien détenu dénomé "enseignant" a témoigné que le nombre de ses élèves diminuait quotidiennement et que deux détenus sont morts au cours des trois premières semaines : l'un a mystérieusement disparu et serait mort d'une "hémorragie cérébrale" ; l'autre est mort d'une infection non traitée., Ingram, Ruth. "Confessions of a Xinjiang Camp Teacher." *The Diplomat*, 17 Aug. 2020, <https://thediplomat.com/2020/08/confessions-of-a-xinjiang-camp-teacher/>.

¹³⁷ À 70 ans, la victime n° 167 a été victime d'une disparition forcée, puis condamnée à 20 ans de prison pour avoir signalé la mort par torture d'une victime du camp, la victime n° 164.

camp d'internement¹³⁸, et les crématoriums récemment construits dans la région indiquent que les autorités pourraient dissimuler le nombre total de décès et de tortures dans les camps¹³⁹. Les personnalités religieuses ouïghoures âgées et éminentes, ou les détenus qui succombent aux routines de style militaire, sont particulièrement exposés à la mort ou à la disparition en détention¹⁴⁰, un certain nombre d'érudits religieux étant morts peu de temps après avoir été placés en détention¹⁴¹. Les personnes âgées ont également tendance à être plus exposées que les détenus plus jeunes à la torture pour ne pas avoir appris le chinois ou avoir demandé à utiliser les toilettes en dehors des heures prévues, tandis que les Ouïghours éminents ont été sélectivement ciblés dans le cadre de la campagne de détention massive, à la fois dans les camps et dans les prisons. Des Ouïghours de premier plan ont été sélectivement ciblés dans le cadre de la campagne de détention de masse, à la fois en termes de portée et d'échelle des peines, et ont généralement été condamnés à des peines allant de 15 ans à la prison à vie ou à la peine de mort¹⁴².

b) L'atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe¹⁴³

¹³⁸ Un officier a confirmé qu'au cours des six mois (juin-décembre 2018) au camp d'internement n° 1 du district de Yengisher, dans le comté de Kuchar de la préfecture d'Aksu, 150 détenus sont morts. "At Least 150 Detainees Have Died in One Xinjiang Internment Camp: Police Officer," *Radio Free Asia*, 29 October 2019, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/deaths-10292019181322.html>.

¹³⁹ "Internment Camps in Xinjiang's Aksu Separated by Crematorium." *Radio Free Asia*, 13 Nov. 2020, www.rfa.org/english/news/uyghur/crematorium-11132020144027.html (identification d'un crématorium à moins d'un kilomètre de deux camps d'internement situés à l'extérieur de la ville d'Aksu); "Xinjiang Rapidly Building Crematoria to Extinguish Uyghur Funeral Traditions." *Radio Free Asia*, 26 June 2018, www.rfa.org/english/news/uyghur/crematoriums-06262018151126.html. Voir également le témoignage de la victime n° 453 ; alors qu'elle hurlait de douleur pendant une appendicectomie, un garde s'est approché d'elle pour lui dire "You won't die, and, even if you die, no one will know about it." Mauk, Ben. "Inside Xinjiang's Prison State." *The New Yorker*, 26 Feb. 2021, <https://www.newyorker.com/news/a-reporter-at-large/china-xinjiang-prison-state-uyghur-detention-camps-prisoner-testimony>.

¹⁴⁰ Voir *Our Souls are Dead*, *supra* note 43 ("Sometimes, one or another of us would faint. If she didn't come round, a guard would yank her to her feet and slap her awake. If she collapsed again, he would drag her out of the room, and we'd never see her again. Ever.") Selon un témoignage de première main, des détenus âgés de 80 ans étaient les principales cibles de la torture et des traitements inhumains dans le centre de détention, où les imams ne sont jamais libérés de leurs menottes et de leurs entraves, et peuvent être condamnés à plus de 20 ans de prison, Victime n° 67.

¹⁴¹ "Demolishing Faith: The Destruction and Desecration of Uyghur Mosques and Shrines," *Uyghur Human Rights Project*, Oct. 2019, at 4, https://docs.uhrp.org/pdf/UHRP_report_Demolishing_Faith.pdf.

¹⁴² Victime n° 4616; "Xinjiang Authorities Sentence Uyghur Philanthropist to Death For Unsourced Hajj." *Radio Free Asia*, 21 Nov. 2018, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/philanthropist-11212018131511.html>; "Prominent Uyghur Intellectual Given Two-Year Suspended Death Sentence For 'Separatism.'" *Radio Free Asia*, 28 Sept. 2018, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/sentence-09282018145150.html>. Le fait que des Ouïghours éminents soient sélectivement ciblés pour un traitement plus sévère confirme la conclusion de l'« intention de détruire, en tout ou en partie, [le] groupe, comme tel » au sens de l'article II de la Convention sur le génocide. *Prosecutor v. Krstic*, Case No. ICTY-IT-98-33, Judgment, au para. 12, ("In addition to the numeric size of the targeted portion, its prominence within the group can be a useful consideration. If a specific part of the group is emblematic of the overall group, or is essential to its survival, that may support a finding that the part qualifies as substantial within the meaning of Article [II]"); Shepherd, *supra* note 77.

¹⁴³ L'atteinte à l'intégrité physique ou mentale au sens de l'article II (b) s'entend « des actes de torture, qu'ils soient corporels ou mentaux, des traitements inhumains ou dégradants, des persécutions ». *Akayesu*, *supra* note 28, au para. 504; voir également *Prosecutor v. Kayishema and Ruzindana*, Case No. ICTR-95-1-A, Trial Judgment, May 21, 1999, au para. 109. Plus précisément, ces atteintes graves à l'intégrité physique ou mentale peuvent être infligées aux membres du groupe par « enslavement, starvation, deportation and persecution ... detention in ... transit camps and concentration camps in conditions which were designed to cause their degradation, deprivation of their rights as human beings, and to suppress them and cause them inhuman suffering and torture, » *The International Law Reports*, Vol. 36, 1968, à la p 238, au para. 199.

Les détenus ouïghours dans les sites de détention sont systématiquement torturés, soumis à des violences sexuelles, comprenant le viol, des peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants, privés de leurs besoins humains fondamentaux et gravement humiliés.

i) La torture physique

Selon des témoins oculaires, les détenus peuvent être torturés pour n'avoir pas respecté des ordres et des règles strictes de style militaire ou pour un simple comportement quotidien, notamment pour avoir parlé ou chuchoté entre eux, éteint les lumières vives des cellules qui restent allumées en permanence, ou même souri, pleuré, baillé, fermé les yeux, mangé trop lentement ou dépassé le temps minimal alloué pour les pauses toilettes. Des anciens détenus ont témoigné de l'existence de "salles d'interrogatoire" désignées dans les camps et les centres de détention, où il n'y a pas de caméras et où des méthodes de torture brutales et constantes sont infligées¹⁴⁴, parfois pendant 24 heures et entraînant une perte de conscience¹⁴⁵. Les formes de torture les plus courantes dans les camps sont les suivantes : forcer les détenus à s'asseoir sur de petits tabourets, les enchaîner à des "chaises tiges", à des lits, à des murs, à des plafonds ou à de lourdes chaînes, ou les soumettre à l'isolement et à la privation de nourriture pendant des périodes prolongées¹⁴⁶. Les détenus sont également soumis à des fouets et à des coups constants avec des aiguillons métalliques et électriques ou des cordes dénudées¹⁴⁷.

Des témoins oculaires ont déclaré avoir vu du sang sur le sol et les murs, et avoir vu des détenus sortir des salles d'interrogatoire, certains sans ongles¹⁴⁸. D'autres témoins oculaires ont déclaré avoir été forcés d'ingérer des drogues provoquant des pertes de conscience, avoir été confinés sur des chaises recouvertes d'ongles ou électrifiées, avoir été soumis à des fouilles corporelles complètes, ou avoir été accrochés aux murs et battus avec des matraques électrifiées¹⁴⁹.

ii) La violence sexuelle

Des anciens détenus ont témoigné de viols collectifs systématiques et d'autres abus sexuels dans les centres de détention¹⁵⁰. Il existe également des récits de viols collectifs perpétrés

¹⁴⁴ Victime n° 1540, 2110, and 3456; Shih, Gerry. "China's Mass Indoctrination Camps Evoke Cultural Revolution."

Associated Press, 17 May 2018, <https://apnews.com/6e151296fb194f85ba69a8babd972e4b>.

¹⁴⁵ Steve Chao, "Exposed: China's Surveillance of Muslim Uighurs," *Al Jazeera*, 1 Feb. 2019, <https://www.aljazeera.com/features/2019/2/1/exposed-chinas-surveillance-of-muslim-uighurs>; La Victime n° 1725 (est tombée inconsciente après que les fonctionnaires l'ont forcé à se réfugier dans un trou dans la cour pendant l'hiver et lui ont versé de l'eau froide.); Voir Victime n° 2110 sur des épisodes répétés de crises d'épilepsie et de perte de conscience résultant de l'internement et de l'ingestion forcée de pilules inconnues.

¹⁴⁶ Victimes n° 65, 277, 2110, 3623 (ont témoigné avoir été enchaîné en position accroupie avec un mètre de chaîne attachant le bras et la cheville pendant cinq mois consécutifs.), 5279 and 6816. Shih, *supra* note 144. Shepherd, *supra* note 77.

¹⁴⁷ Victimes n° 124, 453, 1723, 3418, 5282, 5419 et 7774. Un ancien détenu a témoigné d'une perte d'audition et "scars on her body from the constant [heavy] beatings," Victime n° 2110; Chao, *supra* note 145.

¹⁴⁸ Victime n° 3456. Un témoin oculaire a également déclaré avoir été battu et privé de nourriture pendant deux jours simplement pour avoir embrassé un autre détenu. Voir aussi Chao, *supra* note 145.

¹⁴⁹ Victimes n° 3456, 2110, et 7774.

¹⁵⁰ Hill, Matthew, et al. "'Their Goal Is to Destroy Everyone': Uighur Camp Detainees Allege Systematic Rape." *BBC News*, 2 Feb. 2021, <https://www.bbc.com/news/world-asia-china-55794071>; Victime n° 6641; Ferris-Rotman, Amie. "Abortions, IUDs and Sexual Humiliation: Muslim Women Who Fled China for Kazakhstan Recount Ordeals."

par des agents de sécurité, faisant notamment référence à des hommes masqués, à l'utilisation d'un bâton électrifié¹⁵¹, à des « morsures sur tout le corps »¹⁵², et à une table désignée (où il n'y aurait pas de caméras) pour « faire des choses »¹⁵³. D'autres récits témoignent de policiers emmenant des jeunes filles dans une pièce fermée pour « se relayer avec elles », certaines ne revenant jamais¹⁵⁴. D'autres ont décrit des détenues forcées à se déshabiller régulièrement, à s'accroupir nues et à s'enduire les parties génitales de pâte de piment moulu sous la douche pendant qu'elles étaient filmées¹⁵⁵. Au plus fort de l'épidémie de COVID-19 en Chine, les détenus auraient été forcés de se déshabiller toutes les semaines pendant que les gardiens les arrosaient de désinfectant « brûlant » et corrosif¹⁵⁶.

En dehors des camps, les femmes ouïghoures sont également soumises à des formes systématiques de violence sexuelle, qui leur causent de graves préjudices corporels et mentaux. Les femmes ouïghoures, qu'elles soient détenues ou non et à l'extérieur des camps, sont soumises à des violences sexuelles par le biais de procédures coercitives de prévention des naissances, dont la stérilisation forcée, la pose de stérilets, les avortements et les injections ou la prise de médicaments inconnus interrompant les cycles menstruels, comme cela est documenté plus en détail dans les sections ci-dessous couvrant l'article II(d) et la « Campagne spéciale de contrôle des violations du contrôle des naissances » sur la campagne systématique de prévention des naissances ouïghoures.

iii) La torture psychologique

Outre les graves préjudices corporels infligés aux Ouïghours, qui sont bien documentés, les préjudices psychologiques subis sont si graves qu'ils poussent certains d'entre eux à se

Washington Post, 5 Oct. 2019, https://www.washingtonpost.com/world/asia_pacific/abortions-iuds-and-sexual-humiliation-muslim-women-who-fled-china-for-kazakhstan-recount-ordeals/2019/10/04/551c2658-cfd2-11e9-a620-0a91656d7db6_story.html; Un détenu a également déclaré avoir été violé par des agents le jour de son arrestation pour avoir collecté des fonds pour les écoles ouïghoures, Chao, *supra* note 145; voir aussi le film documentaire “Uighurs: Nowhere to Call Home,” *Al Jazeera*, 21 Jan. 2019, à 4:55 et 9:32, <https://www.aljazeera.com/program/101-east/2019/1/31/uighurs-nowhere-to-call-home>; Un autre ancien détenu a été informé que les méthodes de torture officielles comprenaient le viol anal avec un bâton électrifié, Ingram, *supra* note 136.

¹⁵¹ *Their Goal is to Destroy Everyone*, *supra* note 150 (“They had an electric stick, I didn't know what it was, and it was pushed inside my genital tract, torturing me with an electric shock.”)

¹⁵² “China's Uighur camp detainees allege systematic rape,” *BBC News*, *YouTube*, 3 Feb. 2021, <https://www.youtube.com/watch?v=e6bPGI10Cts>, à 1:00-1:34, “they didn't spare any part of my body, biting it to the extent that it was disgusting to look at. They didn't just rape. They were barbaric. They had bitten all over my body.”

¹⁵³ *Their Goal is to Destroy Everyone*, *supra* note 150; *Abortions, IUDs and Sexual Humiliation*, *supra* note 150; Stavrou, *supra* note 125; Victime n° 3256. Un ancien employé du camp a été informé que des viols collectifs avaient lieu tous les jours, “sometimes with electric batons inserted into the vagina and anus,” Ingram, *supra* note 136; Azat, Erkin. “A Letter from A Prison Guard in the Newly Built Concentration Camp in Dawanching.” *Medium*, 17 May 2019, <https://erkinazat2018.medium.com/a-letter-from-a-prison-guard-in-the-newly-built-concentration-camp-in-dawanching-daa6050bfb9b>; Voir aussi Victime n° 453.

¹⁵⁴ *I Wish I Could Wipe my Heart And Mind Clean*, *supra* note 136; Victime n° 3418.

¹⁵⁵ Westcott et al., *supra* 52; *Abortions, IUDs and Sexual Humiliation*, *supra* note 150. Victime n° 453, un détenu de sexe masculin, a témoigné avoir été forcé à se déshabiller, trempé dans l'eau et battu pendant un interrogatoire. *Inside Xinjiang's Prison State*, *supra* note 139.

¹⁵⁶ Selon une détenue ouïghoure, les gardes arrosaient les détenus au jet d'eau “like firemen,” adding: “My hands were ruined, my skin was peeling”; “In China's Xinjiang, Forced Medication Accompanies Lockdown.” *Associated Press*, 31 Aug. 2020, <https://apnews.com/article/virus-outbreak-ap-top-news-health-asia-pacific-international-news-309c576c6026031769fd88f4d86fda89>.

suicider¹⁵⁷, dont particulièrement sous la menace de l'internement¹⁵⁸. Les détenus sont soumis à des routines quotidiennes répétées d'endoctrinement, forcés de regarder la propagande du PCC, de scander des slogans du Parti, de mettre le feu à des tapis de prière ou de manger du porc, et sont en outre punis par des simulacres constants d'exécution ou par l'isolement cellulaire¹⁵⁹.

Selon la documentation du bureau du gouvernement et les récits de témoins oculaires, les détenus ouïghours sont régulièrement contraints d'écrire et de présenter des « autocritiques », et de s'excuser ou de nier certains aspects de leur identité et de leur passé, y compris leur histoire et leurs pratiques religieuses, devant des groupes de détenus¹⁶⁰. Les détenus doivent également supporter les bruits constants de cris « du matin au soir » provenant d'autres endroits des installations, dont les « salles d'interrogatoire »¹⁶¹.

Un détenu a atteint un point de rupture au bout de trois mois, ce qui l'a poussé dans une tentative de suicide en fonçant la tête dans un mur et est tombé inconscient¹⁶². Les suicides sont devenus si fréquents que les détenus doivent porter des uniformes « anti-suicide » et se voient refuser l'accès aux matériels susceptibles de provoquer une automutilation¹⁶³. Une autre détenue a déclaré qu'après environ un an dans le camp, elle se souvenait à peine de sa famille, ayant l'impression d'être née là-bas¹⁶⁴. De nombreux anciens détenus

¹⁵⁷ Pour une liste de suicides documentés liés à l'internement, voir the *Xinjiang Victims Database*, <https://shahit.biz/eng/#lists>.

¹⁵⁸ “Threat of Re-Education Camp Drives Uyghur Who Failed Anthem Recitation to Suicide.” *Radio Free Asia*, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/suicide-02052018165305.html>; “Uyghur Editor of State-Run Magazine Commits Suicide ‘Out of Fear’ of Detention.” *Radio Free Asia*, 5 Feb. 2018, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/suicide-09282018171559.html>; “Authorities in Xinjiang’s Kashgar Detain Uyghurs at ‘Open Political Re-Education Camps.’” *Radio Free Asia*, 9 May 2018, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/camps-05092018154928.html>.

¹⁵⁹Victimes n° 46, 3101, 3623, 4981 et 7075. Selon la description d'un ancien détenu ouïghour, “A hundredtimes over I thought, when the footfalls of guards woke us in the night, that our time had come to be executed. When ahand viciously pushed clippers across my skull, and other hands snatched away the tufts of hair that fell on my shoulders, I shut my eyes, blurred with tears, thinking my end was near, that I was being readied for the scaffold, the electric chair, drowning. Death lurked in every corner. When the nurses grabbed my arm to ‘vaccinate’ me, I thought they were poisoning me. In reality, they were sterilising us. That was when I understood the method of the camps, the strategy being implemented: not to kill us in cold blood, but to make us slowly disappear. So slowly that no one wouldnotice.” *Our Souls are Dead*, *supra* note 43. Un ancien détenu a témoigné avoir souffert pendant près d'une semaine dans une cage au sous-sol, sans espace suffisant pour s'allonger pour environ une semaine (Victime n° 277). Victime n° 453 a témoigné d'un isolement similaire dans une cellule sordide dans laquelle il était trop petit pour s'allonger. *Inside Xinjiang’s Prison State*, *supra* note 139.

¹⁶⁰Shih, *supra* note 144; Dooley, *supra* note 107.

¹⁶¹ Sudworth, John. “China Uighurs: A Model’s Video Gives a Rare Glimpse inside Internment.” *BBC News*, 4 Aug. 2020, <https://www.bbc.com/news/world-asia-china-53650246>; Victime n° 12952; Abou-Sabe, Kenzi, et al. “Secret Chinese Documents Reveal Inner Workings of Muslim Detention Camps.” *NBC News*, 24 Nov. 2019, <https://www.nbcnews.com/news/all/secret-chinese-documents-reveal-inner-workings-muslim-detention-camps-n1089941; I Wish I Could Wipe my Heart And Mind Clean, supra note 136>.

¹⁶²Victimes n° 27 et 1725; voir aussi Shih, *supra* note 144; voir d'autres témoignages sur la nature extrême de la torture dans les salles d'interrogatoire désignées: “I thought that I would rather die than go through this torture and begged them to kill me,” (“Uighur woman details horrific abuse in China internment camp,” *CBS News*, 27 Nov. 2018, <https://www.cbsnews.com/news/china-uighur-woman-abuse-chinese-internment-camp-muslim-minorities-xinjiang/>.)

¹⁶³ “Uighur Re-Education Camps: Ethnic Cleansing in the 21st Century,” *Fair Observer*, 17 Dec. 2019, https://www.fairobserver.com/region/asia_pacific/xinjiang-uighur-muslims-internment-camps-china-human-rights-news-54321/.

¹⁶⁴ “Weather Reports: Voices from Xinjiang,” *Believer Magazine*, 1 Oct. 2019, <https://believermag.com/weather-reports-voices-from-xinjiang/>.

déclarent souffrir de pertes de mémoire similaires, d'insomnie et de pensées suicidaires à leur libération¹⁶⁵, des conditions également répandues parmi les exilés ouïghours¹⁶⁶.

c) La soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle¹⁶⁷

Des exemples spécifiques de méthodes de destruction au titre de l'article II(c) ont été jugés comme comprenant « la privation de nourriture, de soins médicaux, d'abri ou de vêtements, ainsi que le manque d'hygiène, l'expulsion systématique des foyers, ou l'épuisement résultant d'un travail ou d'un effort physique excessif »¹⁶⁸.

Les Ouïghours ont été expulsés de chez eux et envoyés en masse dans des camps d'internement, où ils sont privés de nourriture, de vêtements, de soins médicaux et d'abris adéquats, et où ils sont souvent "libérés" directement dans des programmes de travail forcé. La privation de sommeil, la famine et les conditions insalubres, dangereuses et surpeuplées sont couramment signalées dans les camps. Selon les récits de témoins oculaires, les détenus sont enfermés dans des cellules surpeuplées qui contiennent généralement un seau en plastique commun ou des toilettes ouvertes dans lesquelles les détenus sont confinés pour des pauses toilettes strictes d'une à trois minutes sous des caméras de surveillance¹⁶⁹. Les détenus sont souvent privés de nourriture s'ils ne respectent pas parfaitement les règles ou reçoivent délibérément de la nourriture avariée s'ils parlent ouïghour ou ne parlent pas chinois¹⁷⁰. En conséquence, les détenus subissent généralement une perte de poids extrême dans les camps¹⁷¹. Les détenus sont soit totalement privés de douches¹⁷², soit autorisés à se doucher uniquement sur une base hebdomadaire, mensuelle ou bimensuelle, sans aucune intimité¹⁷³. Des anciens détenus témoignent régulièrement avoir dormi par tranches de deux heures sur le sol, sur le côté ou dans des lits partagés. Les témoins décrivent aussi couramment des détenus assis sur des chaises en plastique pendant 12 à 14 heures d'affilée ou avec les mains et les pieds enchaînés en permanence, à l'exception des temps d'exercices en écriture, mais y compris pendant le sommeil¹⁷⁴. À l'été 2020, lors d'une épidémie de COVID-19, les autorités ont soumis le XUAR à des mesures de confinement plus sévères qu'ailleurs en Chine, et ont même forcé les résidents à ingérer des médicaments dans des flacons non marqués sous peine d'être détenus¹⁷⁵.

¹⁶⁵ Les anciens détenus témoignent régulièrement de l'oubli de leurs proches. Un ancien détenu ouïghour décrit l'endoctrinement du camp comme étant destiné à effacer "memories and thoughts that bind us to life." *Our Souls are Dead*, *supra* note 43.

¹⁶⁶ "Exporting Persecution: Uyghur Diaspora Haunted by Anxiety, Guilt as Family Held in Chinese Camps," *The Globe and Mail*, 12 Aug. 2019, <https://www.theglobeandmail.com/world/article-exporting-persecution-uyghur-diaspora-haunted-by-anxiety-guilt-as/>.

¹⁶⁷ Article II (c) "should be construed as the methods of destruction by which the perpetrator does not immediately kill the members of the group, but which, ultimately, seek their physical destruction," *Akayesu supra* note 28, au para. 505.

¹⁶⁸ *Croatia v. Serbia*, ICJ Judgment of 3 February 2015, à la p 161; voir aussi *Akayesu supra* note 28, au para. 506.

¹⁶⁹ Victimes n° 120, 124, et 1723.

¹⁷⁰ Victimes n° 3623 et 2209.

¹⁷¹ Victimes n° 453, 2209, 2947, 3623, et 5524 ont témoigné avoir perdu entre 12 et 40 kg sur de courtes périodes.

¹⁷² *I Wish I Could Wipe my Heart And Mind Clean*, *supra* note 136.

¹⁷³ *I Wish I Could Wipe my Heart And Mind Clean*, *supra* note 136.

¹⁷⁴ Victimes n° 124, 300, 1723, 1725, 2209, 2947.

¹⁷⁵ *In China's Xinjiang, Forced Medication Accompanies Lockdown*, *supra* note 156.

Les autorités ciblent les Ouïghours en âge de procréer, les chefs de famille et les leaders communautaires pour les détenir dans des conditions invivables, tout en imposant des mesures systématiques de prévention des naissances aux femmes ouïghoures (comme décrit dans la section suivante) et en transférant de plus en plus de Ouïghours dans des programmes de travail forcé¹⁷⁶. En somme, le gouvernement chinois a délibérément créé les « circonstances qui mèneraient à une mort lente »¹⁷⁷.

d) L'imposition de mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe¹⁷⁸

Il existe d'importantes preuves publiques, fondées sur des statistiques gouvernementales et des témoignages concordants, démontrant que la Chine est engagée dans un programme délibéré et systématique de prévention des naissances ouïghoures en tandem avec la campagne d'internement de masse. En 2017, le gouvernement a mené une « campagne spéciale pour contrôler les violations du contrôle des naissances » dans la région autonome du Xinjiang, en particulier dans les zones à dominante ouïghoure¹⁷⁹.

i) La stérilisation forcée

Des documents gouvernementaux de 2019 démontrent des plans pour une campagne de stérilisation féminine de masse dans les régions rurales ouïghoures, ciblant 14 et 34 % de toutes les femmes mariées en âge de procréer dans deux comtés ouïghours pour cette seule année, avec l'augmentation du financement de ces programmes XUAR¹⁸⁰. Ces chiffres correspondent à un échantillon de femmes ouïghoures exilées qui ont été examinées en Turquie : il s'est avéré qu'environ 25 % d'entre elles avaient été stérilisées, et beaucoup ne savaient pas qu'elles avaient subi la procédure au préalable¹⁸¹. Entre 2017 et 2018, dans un district du XUAR, le pourcentage de femmes infertiles a augmenté de 124 %. En 2018 et 2019, la politique du « Zéro incident de violation du contrôle des naissances » mise en œuvre par les unités gouvernementales est devenue un objectif standard dans les régions minoritaires, à tous les niveaux, avec un financement suffisant de l'État en 2019 et 2020 pour réaliser des centaines de milliers de procédures de stérilisation par ligature tubaire¹⁸².

¹⁷⁶ Allen-Ebrahimian, Bethany. "The Scope of China's Use of Forced Labor in Xinjiang Is Bigger than We Knew." *Axios*, 5 Jan. 2021, <https://www.axios.com/xinjiang-forced-labor-uyghurs-a3b58b6e-c98f-4ce4-ae52-7b4a37fa61f5.html>.

¹⁷⁷ *Prosecutor v. Stakic*, Case No. ICTY IT-97-24-T, Judgment, au para. 517, 31 July 2003, <https://www.icty.org/x/cases/stakic/tjug/en/stak-tj030731e.pdf> (Article II (c) "does not require proof of a result.").

¹⁷⁸ Les mesures prévues à l'article II, point d), comprennent "sexual mutilation, the practice of sterilization, forced birth control, separation of the sexes, and prohibition of marriages." Moreover, in patriarchal societies, these measures also include acts intended to ensure that women "give birth to a child who will consequently not belong to its mother's group." Ces mesures ne se limitent pas non plus aux actes physiques: "[M]embers of a group can be led, through threats or trauma, notto procreate." *Akayesu*, *supra* note 28, aux paras. 507-508.

¹⁷⁹ Zenz, Adrian. "Sterilizations, IUDs, and Mandatory Birth Control: The CCP's Campaign to Suppress Uyghur Birthrates in Xinjiang" *Jamestown*, June 2020, <https://jamestown.org/wp-content/uploads/2020/06/Zenz-Internment-Sterilizations-and-IUDs-UPDATED-July-21-Rev2.pdf?x53474>.

¹⁸⁰ *Ibid.* at 2.

¹⁸¹ Depuis 2013, un médecin ouïghour en Turquie a examiné 300 femmes ouïghoures exilées du XUAR, dont presque toutes ont été soumises à une forme de contrôle des naissances et environ 80 ont été stérilisées. Westcott, et al. *supra* note 52.

¹⁸² En outre, la Commission de la santé du XUAR offre des récompenses pour encourager les stérilisations "volontaires" et la pose de stérilets, en prévoyant un budget de 750,4 et 733,9 millions de RMB pour les récompenses liées à la prévention des naissances en 2019 et 2020. Zenz, *supra* note 179, at 2, 12, 18-19.

ii) Le placement de dispositifs intra-utérins

En 2018, le Xinjiang a enregistré le plus grand nombre de poses nettes de stérilets de toutes les régions de Chine (calculées sur la base des poses moins les retraits), alors qu'il ne compte que 1,8 % de la population chinoise¹⁸³. Les services de planification familiale du XUAR convoqueraient les femmes ouïghoures pour des examens gynécologiques obligatoires, où elles pouvaient être équipées de force de stérilets¹⁸⁴. Les DIUs fournis par la Commission de la santé du XUAR sont conçus de telle sorte qu'ils ne peuvent être retirés que dans le cadre d'opérations chirurgicales approuvées par l'État, les procédures non autorisées étant passibles de peines de prison et d'amendes¹⁸⁵. D'ici 2019, le XUAR a prévu de soumettre au moins 80 % des femmes en âge de procréer du sud du XUAR à des stérilisations ou à la pose de DIU¹⁸⁶.

iii) Les mesures de prévention des naissances en détention

La campagne de prévention des naissances forcées dans les camps d'internement est également corroborée en détail par un certain nombre d'anciennes détenues¹⁸⁷ qui ont témoigné avoir été équipées de force d'un stérilet au moment de leur détention, une procédure qui serait exigée pour toutes les femmes dans les camps¹⁸⁸, ou, si elles sont enceintes, d'être contraintes à procéder à un avortement¹⁸⁹. Des témoins oculaires attestent de l'administration régulière de tests sanguins, d'injections inconnues et de médicaments, qui interrompent les cycles menstruels et provoquent l'épuisement et la perte de concentration¹⁹⁰. Des détenus ont témoigné avoir reçu des coups de pied répétés dans le bas-ventre pendant les interrogatoires¹⁹¹.

iv) L'internement de masse destiné à entraver les naissances de Ouïghours

La campagne d'internement de masse fait partie intégrante de la campagne globale de prévention des naissances. Selon la Liste de Karakax, les deux raisons les plus citées pour la détention ou l'internement sont (1) les « violations de la politique de la natalité » et (2) les « personnes non sécurisées des années 1980, 1990 ou 2000 » (en référence aux années

¹⁸³ China Statistical Yearbook of Health and Hygiene (2019), disponible à <https://web.archive.org/web/20210527122258/http://heqishi.com/material/2019%E5%B9%B4%E4%B8%AD%E5%9B%BD%E5%8D%AB%E7%94%9F%E5%81%A5%E5%BA%B7%E7%BB%9F%E8%AE%A1%E5%B9%B4%E9%89%B4.pdf>.

¹⁸⁴ Un ancien détenu a décrit cette procédure violente et humiliante comme suit: "I was made to lie down and spread my legs, and the device was inserted. It was terribly violent. I was crying, I felt humiliated, sexually and mentally assaulted," Ingram, *supra* note 136.

¹⁸⁵ Zenz, *supra* note 179, at 14; Ingram, *supra* note 72.

¹⁸⁶ Zenz, *supra* note 179, at 12.

¹⁸⁷ Des détenus de sexe masculin ont également déclaré souffrir d'impuissance en raison de leur détention, Victimes n° 65 et 4981.

¹⁸⁸ *Abortions, IUDs and Sexual Humiliation*, *supra*, note 150. Victime n° 3418.

¹⁸⁹ Victime n° 1723 ("As for the pill they received, I think it was a birth control pill. They didn't want any births. If you were pregnant when you came to the camp, they performed an abortion. If you refused, they took you to a stricter place, one without visits with relatives.")

¹⁹⁰ Victimes n° 2110, 2209, 2322, 5524, et 6507 ; Ingram, *supra* note 136. Une ancienne détenue a témoigné qu'au plus fort de l'épidémie de COVID-19 en Chine, elle a été forcée de boire des médicaments provoquant faiblesse et nausées, dans China's Xinjiang, *Forced Medication Accompanies Lockdown*, *supra* note 156.

¹⁹¹ *Their Goal is to Destroy Everyone*, *supra*, note 150; "China Cuts Uighur Births with IUDs, Abortion, Sterilization." Associated Press, 29 June 2020, <https://apnews.com/article/269b3de1af34e17c1941a514f78d764c>.

de naissance)¹⁹². Cette deuxième raison la plus citée démontre que les personnes en âge de procréer, entre 18 et 40 ans environ, sont ciblées pour la détention¹⁹³. Ces deux principales raisons d'internement suggèrent que la campagne gouvernementale de prévention des naissances dans la région est ce qui sous-tend l'existence des camps et vice versa.

v) L'impact des mesures de prévention des naissances

Entre 2015 et 2018, les taux de croissance des deux plus grandes préfectures ouïghoures ont diminué de 84 pour cent¹⁹⁴. En 2019, seulement environ 3 pour cent des femmes mariées en âge de procréer à Kashgar et Hotan ont donné naissance à un enfant¹⁹⁵. Une préfecture (Kizilsu) a fixé un objectif de 1,05 pour cent de taux de natalité pour 2020, alors que son taux de croissance naturelle deux ans auparavant était de 19,66 %. Les derniers rapports annuels de certaines de ces régions ont commencé à omettre complètement les informations sur le taux de natalité pour dissimuler l'ampleur de la destruction¹⁹⁶. En septembre 2020, le gouvernement du XUAR a envoyé une lettre à l'agence de presse CNN, attribuant une chute spectaculaire du taux de natalité de la région, qui est passé de 15,88 pour 1 000 personnes en 2017 à 10,69 pour 1 000 personnes en 2018, à « la mise en œuvre globale de la politique de planification familiale »¹⁹⁷. La lettre ajoute : « En 2018, le nombre de nouveau-nés a diminué d'environ 120 000 par rapport à 2017, dont environ 80 000 à cause d'une meilleure mise en œuvre de la politique de planification familiale conformément à la loi, selon les estimations du département de la santé et des statistiques »¹⁹⁸. Le gouvernement du XUAR n'a pas contesté l'augmentation des stérilisations ou l'écart alarmant entre le XUAR et le reste de la Chine dans le ratio des nouveaux stérilets. Les chercheurs chinois n'ont pas non plus contesté le fait que le gouvernement vise à réduire la croissance de la population ouïghoure¹⁹⁹.

La double stratégie consistant à imposer des mesures de prévention systématique des naissances aux femmes ouïghoures et à interner en masse les hommes et les femmes ouïghours en âge de procréer constitue des mesures destinées à empêcher les naissances ouïghoures.

e) Le transfert forcé d'enfants du groupe vers un autre groupe

¹⁹² *Ideological Transformation*, *supra* note 114, at 9.

¹⁹³ Zenz, *supra* note 42; Ces raisons sont corroborées par les responsables locaux, qui ont interné tous ou presque tous les Ouïghours nés entre 1980 et 2000, les qualifiant de « génération indigne de confiance »; voir “Xinjiang Authorities Targeting Uyghurs Under 40 For Re-Education Camps,” *Radio Free Asia*, 22 Mar. 2018, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/1980-03222018155500.html>; Thum, Rian, “China’s Mass Internment Camps Have No Clear End in Sight,” *Foreign Policy*, 22 Aug. 2018, <https://foreignpolicy.com/2018/08/22/chinas-mass-internment-camps-have-no-clear-end-in-sight/>.

¹⁹⁴ Ces données sont tirées des annuaires statistiques officiels; voir Zenz, *supra* note 179.

¹⁹⁵ *Ibid.* à la p 19.

¹⁹⁶ *Ibid.* à la p 9.

¹⁹⁷ Watson Ivan, et al. “China’s Xinjiang Government Confirms Huge Birth Rate Drop but Denies Forced Sterilization of Women,” *CNN*, 21 Sept. 2020, <https://www.cnn.com/2020/09/21/asia/xinjiang-china-response-sterilization-intl-hnk/index.html>.

¹⁹⁸ *Ibid.*

¹⁹⁹ Wong, Edward and Chris Buckley. “U.S. Says China’s Repression of Uighurs Is ‘Genocide.’” *The New York Times*, 19 Jan. 2021, <https://www.nytimes.com/2021/01/19/us/politics/trump-china-xinjiang.html>.

Au début de l'année 2017, conformément à une nouvelle politique, le gouvernement chinois a commencé à construire un vaste réseau²⁰⁰ de « centres d'orientation pour la protection de l'enfance »²⁰¹, d'internats ou d'orphelinats de facto, gérés par l'État et hautement sécurisés, pour confiner à plein temps les enfants ouïghours, y compris les nourrissons. Ces orphelinats seraient caractérisés par une surpopulation et des conditions inhumaines²⁰², et sont situés à des centaines de kilomètres des foyers des enfants²⁰³. Un certain nombre de comtés de la région autonome du Xinjiang ont reçu des quotas spécifiques de la part des autorités supérieures pour institutionnaliser ces « orphelins »²⁰⁴, qui ont souvent perdu leurs deux parents dans les camps d'internement ou les programmes de travail forcé. Un comté de Kashgar a construit 18 nouveaux orphelinats au cours de la seule année 2017²⁰⁵. Un document de planification du ministère de l'Éducation révèle qu'entre 2017 et 2019, le nombre d'enfants séparés de leur famille et placés dans des internats publics dans la région a augmenté de 76,9 %, passant de 497 800 à 880 500²⁰⁶. Le PCC s'est fixé comme objectif pour 2020 de gérer un ou deux internats de ce type dans chacun des 800 cantons de la région autonome du Xinjiang²⁰⁷. Des documents gouvernementaux indiquent que la prolifération de ces institutions gérées par l'État est spécifiquement destinée aux enfants de parents détenus dans des camps d'internement ou des programmes de travail forcé²⁰⁸. Les objectifs déclarés de ces établissements de « protection de l'enfance », où les enfants « mangent et vivent », sont de « libérer » et de « décharger » les parents issus de minorités pour qu'ils se consacrent « sans souci aux études »²⁰⁹ ou au travail à plein temps²¹⁰. Sous la garde de l'État, les enfants ouïghours sont élevés dans des environnements en langue chinoise avec des méthodes d'éducation Han standard adoptées par l'État²¹¹. L'État transfère donc de force les enfants ouïghours (y compris les nourrissons) vers des groupes Han gérés par l'État.

La séparation forcée et systématique des enfants ouïghours de leurs familles, associée à la prévention généralisée des naissances ouïghoures, menace « la capacité du groupe à se

²⁰⁰ For example, in 2018, a rural county (Yumin) with a population of 50,000 built a 3,000 square-meter centre, voir Feng, Emily. "Uighur Children Fall Victim to China Anti-Terror Drive." *Financial Times*, 10 July 2018, <https://www.ft.com/content/f0d3223a-7f4d-11e8-bc55-50daf11b720d>.

²⁰¹ *Ibid*; "China: Xinjiang Children Separated from Families." *Human Rights Watch*, 15 Sept. 2019, <https://www.hrw.org/news/2019/09/15/china-xinjiang-children-separated-families>; Zenz, Adrian, "Break Their Roots: Evidence for China's Parent-Child Separation Campaign in Xinjiang," *Journal of Political Risk*, <https://www.jpolrisk.com/break-their-roots-evidence-for-chinas-parent-child-separation-campaign-in-xinjiang/>.

²⁰² Un employé d'un orphelinat du sud du Xuar a signalé que son établissement était surpeuplé et accueillait des enfants âgés de six mois à 12 ans "locked up like farm animals in a shed"; "Dozens of Uyghur Children of Xinjiang Village Camp Detainees Sent to Live in Orphanages." *Radio Free Asia*, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/orphanages-07022018143057.html>.

²⁰³ Shepherd, *supra* note 77; Qin, Amy. "In China's Crackdown on Muslims, Children Have Not Been Spared." *New York Times*, 28 Dec. 2019, <https://www.nytimes.com/2019/12/28/world/asia/china-xinjiang-children-boarding-schools.html>.

²⁰⁴ *Xinjiang Children Separated from Families*, *supra* note 201

²⁰⁵ Feng, *supra* note 200

²⁰⁶ Le document de planification est disponible à l'adresse suivante: http://web.archive.org/web/20191216040455/http://www.moe.gov.cn/jyb_xwfb/xw_zt/moe_357/jyzt_2016nztzl/ztzl_xy_ncs/ztzl_xy_dxjy/201801/W020180109353888301306.pdf, at 232, and <http://archive.is/QZ2eM>; voir également Adrian Zenz, "Parent-Child Separation in Yarkand County, Kashgar." *Medium* 13 Oct. 2020, https://adrianzenz.medium.com/story-45d07b25bcad#_ftn7 and Qin, *supra* note 203.

²⁰⁷ *Ibid*.

²⁰⁸ Zenz, *supra* note 201.

²⁰⁹ *Ibid*.

²¹⁰ Zenz, *supra* note 128; Roberts, *supra* note 34, à la p 233.

²¹¹ Roberts, *supra* note 34, à la p 232.

renouveler, et donc à assurer sa survie à long terme » ou son existence (pour reprendre les termes de la CIJ interprétant la Convention sur le génocide)²¹².

V. L'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel

Les termes de l'intention spécifique stipulés dans la Convention sur le génocide comprennent deux éléments principaux : (1) l'intention de détruire et (2) en tout ou en partie [le groupe protégé] comme tel.

1. L'intention de détruire

Lors de l'évaluation de la responsabilité de l'État en vertu de la Convention sur le génocide, l'intention de détruire le groupe protégé ne nécessite pas une enquête sur les états mentaux subjectifs, que l'État (tel que défini en droit international²¹³) ne possède pas, ni une déclaration explicite d'intention. L'intention est plutôt mesurée par des normes objectives : les déclarations officielles, la politique de l'État, un « plan général », un modèle de comportement²¹⁴, des actes destructeurs répétés ou une « politique planifiée de manière stratégique, se manifestant par des actions qui ont une séquence logique et cohérente »²¹⁵. De plus, un État reste soumis aux obligations de la Convention sur le génocide quels que soient les motifs, les buts et le contexte déclarés derrière ses politiques et campagnes destructrices²¹⁶. Le contexte sécuritaire n'est pas pertinent pour la question des violations de la Convention sur le génocide, car ses obligations s'appliquent aussi bien en « temps de paix » qu'en « temps de guerre »²¹⁷. La CIJ a réaffirmé ce principe dans l'affaire *Gambie c. Myanmar*, en déclarant que le contexte « ne fait pas obstacle » à l'évaluation d'une violation de la Convention²¹⁸. Les raisons et les objectifs officiels de la Chine à l'origine de ses politiques et de son comportement à l'égard des Ouïghours dans la région autonome du Xinjiang, présentés à des publics nationaux et internationaux, y compris sa « guerre populaire contre le terrorisme » et son « travail préventif de contre-terrorisme et de désextrémisme »²¹⁹, n'ont aucune incidence sur les obligations de la Chine ou sa

²¹² *Croatia v. Serbia*, *supra*, note 168, au para. 136.

²¹³ Pour la définition de l'État en droit international, voir Article I of the Montevideo Convention on the Rights and Duties of States (1933), <https://treaties.un.org/doc/Publication/UNTS/LON/Volume%20165/v165.pdf>.

²¹⁴ *Bosnia v. Serbia*, *supra* note 13, aux paras. 242 and 373.

²¹⁵ "Guatemala: Memory of Silence," *Commission for Historical Clarification*, Feb. 1999, au para. 120, décrivant les actes de génocide comme "obeying a higher, strategically planned policy." Voir aussi para. 111, "Considering the series of criminal acts and human rights violations which occurred in the regions and periods indicated and which were analysed for the purpose of determining whether they constituted the crime of genocide, the CEH concludes that the reiteration of destructive acts, directed systematically against groups of the Mayan population, within which can be mentioned the elimination of leaders and criminal acts against minors who could not possibly have been military targets, demonstrates that the only common denominator for all the victims was the fact that they belonged to a specific ethnic group and makes it evident that these acts were committed 'with intent to destroy, in whole or in part' these groups."

²¹⁶ Dans le contexte du droit pénal international, le motif ou l'objectif déclaré des actes de génocide doit être distingué de la question de l'intention et n'a « aucune incidence sur la culpabilité », *Prosecutor v. Stakić*, Case No. ICTY-IT-97-24-A, Appeal Judgment, au para. 45, 22 Mar. 2006; voir aussi *Prosecutor v. Kayishema and Ruzindana*, *supra* note 143, au para. 161.

²¹⁷ Convention sur le génocide, Article I.

²¹⁸ *Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie c. Myanmar)*, ordonnance du 23 janvier 2020, au para. 74.

²¹⁹ Cette ligne (manifestement destinée à servir d'excuse) a été transmise à un groupe de diplomates de plus de 80 pays en 2019, "China Says 'preventive' Work in Xinjiang Detention Camps Should Be Applauded." *The Guardian*, 24 Feb.

responsabilité correspondante pour les violations de la Convention sur le génocide. Conclure autrement reviendrait à rendre la Convention sur le génocide sans effet ou conséquence au cas où l'État invoquerait une autre – toute autre – "raison", aussi fallacieuse ou spécieuse soit-elle. Une telle interprétation, qui permettrait en fait l'excuse, serait également manifestement contraire à l'objet et au but de la Convention sur le génocide, incompatible avec le principe de la bonne foi, et offenserait les attentes raisonnables des autres États parties en matière de performance et de fiabilité.

La destruction du groupe

Selon la CVDT, la Convention sur le génocide doit être interprétée « suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte [y compris son préambule] et à la lumière de son objet et de son but »²²⁰. Il faut donc donner à l'intention requise son sens ordinaire dans le contexte des actes de génocide énumérés et du préambule du traité, et en conjonction avec ceux-ci. En vertu de l'article II, « le génocide s'entend de l'un quelconque » des actes énumérés avec l'intention requise, alors que l'article II (b), qui comprend l'atteinte à l'intégrité mentale des membres du groupe en tant qu'acte autonome, et l'article II (e) (« transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe ») n'impliquent pas de destruction physique. De plus, l'expression « intention de détruire » n'est qualifiée par aucun terme connotant la destruction physique. L'« intention de détruire » le groupe est seulement qualifiée par l'expression « en tout ou en partie ... comme tel ». Le préambule fournit le contexte permettant de comprendre ce qui constitue le groupe comme tel, y compris la référence à la résolution 96 (I) de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui définit le crime de génocide comme « la négation du droit à l'existence de groupes humains entiers »²²¹. Il s'ensuit que le sens de l'« intention de détruire » vise l'existence du groupe comme tel, y compris tous les éléments qui définissent l'existence du groupe. L'exigence de l'intention doit également être lue à la lumière de l'objectif de la Convention de prévenir le génocide et de sauvegarder l'existence des groupes humains avant leur destruction physique²²². Sur la base du sens ordinaire des termes de l'article II dans leur contexte et à la lumière de leur objet et de leur but, l'« intention de détruire [le groupe protégé] ... comme tel » englobe l'intention de détruire le groupe au point que celui-ci n'existe plus en tant que groupe et ne peut plus se reconstituer comme tel²²³.

2019, <http://www.theguardian.com/world/2019/feb/24/china-says-preventive-work-in-xinjiang-detention-camps-should-be-applauded>.

²²⁰ CVDT, *supra* note 14, Art. 31.

²²¹ *The Crime of Genocide*, *supra* note 17.

²²² Les travaux préparatoires de la Convention confirment ce sens, comme en témoigne une proposition d'amendement qui visait à supprimer le terme "mental" de l'article II (b) si le véritable sens de la destruction était physique, Abtahi, Hiradand Philippa Webb, *The Genocide Convention: The Travaux Préparatoires*, Martinus Nijhoff Publishers, 2008, à A/C.6/225, 1477, A/C.6/SR.81, concernant l'inclusion d'actes qui "were not likely to lead to the physical destruction of the group."

²²³ Il convient de noter que, selon la jurisprudence pénale internationale, la destruction du groupe "is not necessarily the death of the group members. While killing large numbers of a group may be the most direct means of destroying a group, other acts or series of acts, can also lead to the destruction of the group. A group is comprised of its individuals, but also of its history, traditions, the relationship between its members, the relationship with other groups, the relationship with the land. The Trial Chamber finds that the physical or biological destruction of the group is the likely outcome of a forcible transfer of the population when this transfer is conducted in such a way that the group can no longer reconstitute itself – particularly when it involves the separation of its members. In such cases the Trial Chamber finds that the forcible transfer of individuals could lead to the material destruction of the group, since the group ceases to exist as a group, or at least as the group it was. The Trial Chamber emphasises that its reasoning and conclusion are not an argument for the recognition

Les sections suivantes exposent les ordres explicites de haut niveau de la Chine, ses politiques, ses campagnes destructrices et son mode opératoire, qui révèlent et démontrent l'intention de détruire les Ouïghours en tant que groupe.

A) Les déclarations d'intention de haut niveau

L'offensive du Président Xi au XUAR

En avril 2014, le Président Xi a prononcé une série de discours lançant la « lutte contre le terrorisme, l'infiltration et le séparatisme », désignant le sud de la région autonome du Xinjiang, où les Ouïghours représentent près de 90 % de la population, comme sa ligne de front, et faisant valoir que l'extrémisme s'est enraciné dans toute la société ouïghoure, ce qui nécessite une surveillance numérique complète et des informateurs locaux²²⁴. Le Président Xi a donné les ordres suivants dans le contexte de l'offensive : « Les armes de la dictature démocratique populaire doivent être brandies sans aucune hésitation ni vacillement » ; « ne montrer absolument aucune pitié » ; et « même après la libération de ces personnes, leur éducation et leur transformation doivent se poursuivre » [C'est nous qui soulignons]²²⁵.

Les déclarations explicites de l'intention de détruire

L'intention de détruire les Ouïghours comme tels, en tout ou en partie, ne dépend pas d'une déduction logique ou d'une inférence. Au contraire, dans certains cas, l'intention du gouvernement de détruire les Ouïghours en tant que groupe a été explicite. Les gardiens des camps auraient informé les détenus qu'ils suivaient les ordres d'un document du Comité central du Parti communiste chinois ordonnant que le système d'internement reste en place « jusqu'à ce que toute la nation, les Kazakhs, les Ouïghours et les autres nationalités musulmanes, disparaissent... jusqu'à ce que toutes les nationalités musulmanes soient éteintes »²²⁶. En 2017, le secrétaire du Parti pour le comté de Yarkand, où la quasi-totalité des 900 000 résidents sont ouïghours, a prononcé un discours lors d'un rassemblement sur une place publique dans le cadre de la campagne du Président Xi dans la région, exhortant les membres du Parti à « les exterminer complètement... Les détruire à la racine et aux branches »²²⁷. En outre, le chef de la sécurité d'un canton de Kashgar a rapporté la déclaration suivante d'un responsable chinois lors d'une discussion sur la politique de l'État derrière la campagne d'internement de masse : « Vous ne pouvez pas déraciner une à une

of cultural genocide, but rather an attempt to clarify the meaning of physical or biological destruction,” *Prosecutor v. Blagojević & Jokić*, Case No. IT-02-60-T, Judgment, 17 Jan. 2005, au para. 665.

²²⁴ Le Président Xi a invité la Chine à “make the public an important resource in protecting national security.” *Absolutely No Mercy*, *supra* note 58.

²²⁵ *Ibid.*

²²⁶ Victime n° 1358. Byler, *supra* note 45 (“They used to tell us that we would never get out and that we would be sentenced, sentenced to five to 30 years in prison. They said that they would keep us there until our views changed, and if our views failed to change, they would always keep us there. They said they would keep us there up to 50 years, until the whole nation, Kazakhs, Uyghurs, and other Muslim nationalities, would disappear. They said there was a document sent from above, from the administrative center, and that they were acting based on that document. They said no one can change the document since it was sent from the Central Committee. They said that the current system would not change until all Muslim nationalities would be extinct.”)

²²⁷ *Absolutely No Mercy*, *supra* note 58.

toutes les mauvaises herbes cachées parmi les cultures dans le champ. Il faut les pulvériser de produits chimiques pour les *tuer toutes...* rééduquer ces gens, c'est comme pulvériser des produits chimiques sur les cultures »²²⁸. [C'est nous qui soulignons].

"Raflez tout le monde"

Le secrétaire du Parti du XUAR, Chen Quanguo, a distribué les discours de Xi, a dit à des milliers de policiers et de soldats de se préparer à une « offensive fracassante et oblitérante », et a donné l'ordre répété de « rafler tous ceux qui devraient l'être » – une phrase qui apparaît à plusieurs reprises dans les documents du gouvernement de 2017²²⁹. Une directive de juin 2017 émise par Zhu Hailun, alors haut responsable de la sécurité du XUAR, ajoutait : « s'ils sont là, raflez-les »²³⁰. En août 2017, lors de la conférence du Comité permanent du Parti du XUAR, Chen a mis l'accent sur la numérisation de la sécurité et la mise en œuvre d'une police prédictive dans la région²³¹. Dans un discours prononcé en octobre 2017 devant les dirigeants du XUAR, Chen a déclaré que la lutte « pour sauvegarder la stabilité est une guerre prolongée et aussi une guerre d'*offenses* » [c'est nous qui soulignons]²³².

"Éradiquer les tumeurs"

En 2014, le Président Xi a déclaré que l'extrémisme nécessiterait « une période de traitement douloureux et interventionniste »²³³. Dans son discours sur le programme politique de 2016, Chen a décrit la pensée et le comportement extrémistes religieux dans la région autonome du Xinjiang comme une « tumeur maligne » et une « peste contagieuse », nécessitant une chirurgie plus radicale et invasive²³⁴. Au début de 2017, les responsables du Parti ont intensifié leurs efforts visant à « éradiquer les tumeurs »²³⁵. En avril 2017, un mémo interne du Parti a averti : « si la pensée extrémiste religieuse n'est pas *éradiquée*, les actes terroristes violents se multiplieront continuellement comme des cellules cancéreuses » [c'est nous qui soulignons]²³⁶. La directive du bureau de la sécurité publique de la région autonome du Xinjiang qui contient un guide de questions-réponses à l'intention des responsables locaux visant à répondre aux étudiants ouïghours qui reviennent d'autres régions de Chine instruit les responsables à rassurer les étudiants qu'ils n'ont « absolument pas besoin de s'inquiéter » au sujet de leurs proches disparus, en répétant que seul « le traitement ... peut éradiquer complètement cette "tumeur maligne" »²³⁷. La réponse officielle à la question de savoir si les proches des Ouïghours ont commis un crime est qu'ils n'en ont pas commis, ce qui indique le caractère extra-légal

²²⁸ "Chinese Authorities Jail Four Wealthiest Uyghurs in Xinjiang's Kashgar in New Purge." *Radio Free Asia*, 5 Jan. 2018, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/wealthiest-01052018144327.html>.

²²⁹ *Absolutely No Mercy*, *supra* note 58.

²³⁰ *Ibid*

²³¹ Greitens, Chestnut, et al., *supra* note 95, à la p 41.

²³² *Ibid*.

²³³ *Absolutely No Mercy*, *supra* note 58.

²³⁴ James Leibold, "The Spectre of Insecurity: The CCP's Mass Internment Strategy in Xinjiang," *China Leadership Monitor*, Vol. 59 (Spring 2019), <https://www.prcleader.org/leibold>.

²³⁵ Leibold, *supra* note 56, at 57.

²³⁶ *Ibid.*, at 239.

²³⁷ "Tactics from Turpan City for answering questions asked by the children of *concentrated* education and trainingschool students." Source: "Document: What Chinese Officials Told Children Whose Families Were Put in Camps." *New York Times*, 16 Nov. 2019, <https://www.nytimes.com/interactive/2019/11/16/world/asia/china-detention-directive.html>.

de la campagne d'internement de masse, bien que : « la liberté ne sera possible que lorsque ce "virus" dans leur pensée sera éradiqué »²³⁸. Les « équipes de travail » qui facilitent l'envoi des résidents de la région autonome du Xinjiang dans les camps ont également adopté le langage de l'« éradication des tumeurs ».²³⁹ Les médias d'État décrivent les camps d'internement de masse comme des méthodes permettant de "pénétrer" les détenus comme une « aiguille intraveineuse »²⁴⁰, assimilant les détenus ouïghours à des tumeurs malignes à détruire. L'utilisation des métaphores de la maladie, du cancer ou du poison assimilé aux Ouïghours en tant que groupe les cible comme tel et les déshumanise en tant qu'objets à détruire.

B) Les campagnes de destruction

L'intention qui sous-tend les campagnes ciblant les Ouïghours est mise en évidence par une directive du gouvernement du XUAR visant à « briser leur lignée, briser leurs racines, briser leurs liens et briser leurs origines »²⁴¹.

La campagne d'internement de masse ("Strike Hard Campaign")

En mai 2013, le document du gouvernement de la région autonome du Xinjiang intitulé « Document n° 11 du Comité du Parti de la région autonome » a jeté les premières bases de la campagne d'internement de masse dans toute la région. Le document fait référence aux « masses minoritaires infectées » et souligne que « la main qui frappe fort doit être dure, [et] la main qui [fournit] des conseils en matière d'éducation doit [également] être dure »²⁴². Les déclarations du gouvernement du XUAR utilisent à plusieurs reprises l'expression "laver les cerveaux" pour décrire le travail des centres de détention²⁴³. Un rapport du bureau de la justice du comté du XUAR de 2017 indique que la rééducation doit « laver les cerveaux, nettoyer les cœurs »²⁴⁴.

La persécution systématique des intellectuels ouïghours, y compris des membres de la classe moyenne supérieure bien intégrés dans la société chinoise, voire dans le PCC lui-même, met en évidence la campagne de désinformation menée par le gouvernement aux niveaux national et international, qui vise à présenter les politiques menées dans la région comme servant des objectifs d'"éducation et de formation" ou de réduction de la pauvreté.

Au début de l'année 2017, les autorités ont lancé la persécution des fonctionnaires/cadres ouïghours « à double visage » afin de les « éliminer »²⁴⁵, faisant même de ceux qui étaient

²³⁸ *Ibid.*; Voir aussi Timothy Grose "“Once Their Mental State Is Healthy, They Will Be Able to Live Happily in Society.”” *ChinaFile*, 2 Aug. 2019, <https://www.chinafile.com/reporting-opinion/viewpoint/once-their-mental-state-healthy-they-will-be-able-live-happily-society>.

²³⁹ Dooley, *supra* note 109.

²⁴⁰ Grose, *supra* note 238.

²⁴¹ Dooley, *supra* note 107; Ramzy, Austin. "China Targets Prominent Uighur Intellectuals to Erase an Ethnic Identity." *New York Times*, 5 Jan. 2019, <https://www.nytimes.com/2019/01/05/world/asia/china-xinjiang-uyghur-intellectuals.html>.

²⁴² Zenz, *supra* note 42.

²⁴³ Zenz, *supra* note 95. "Xinjiang Political 'Re-Education Camps' Treat Uyghurs 'Infected by Religious Extremism': CCP Youth League." *Radio Free Asia*, 8 Aug. 2018, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/infected-08082018173807.html>.

²⁴⁴ Zenz, *supra* note 95.

²⁴⁵ "Fellow Uighurs Should Beware of 'two-Faced' People in Separatism Fight, Official Says," *Reuters*, 10 Apr. 2017, <https://www.reuters.com/article/us-china-xinjiang-security-idUSKBN17C0HJ>.

« loyaux » envers l'État des criminels, y compris des membres du PCC et des fonctionnaires du gouvernement²⁴⁶. Certaines de ces personnalités ont même été félicitées pour avoir favorisé la compréhension et jeté des ponts entre les minorités et le gouvernement de la région autonome du Xinjiang²⁴⁷ ou la majorité han²⁴⁸. La liste des près de 450 intellectuels ouïghours disparus ou emprisonnés de 2016 à aujourd'hui ne cesse de s'allonger, notamment des fonctionnaires, des fondateurs de technologies, d'éminents professeurs d'université, des doyens, des chercheurs en médecine, des médecins, des journalistes, des rédacteurs, des éditeurs, des artistes célèbres, des poètes, des linguistes, des ingénieurs en informatique, etc.²⁴⁹. Nombre de ces gardiens de la culture et de l'identité ouïghours sont soumis à des peines d'emprisonnement formelles, souvent plus sévères, voire à des condamnations à mort²⁵⁰, ce qui témoigne d'une politique délibérée du gouvernement visant à cibler spécifiquement les dirigeants ouïghours de premier plan²⁵¹.

Le plan directeur pour l'internement de masse ("Télégramme")

En novembre 2017, la Commission des affaires politiques et juridiques du XUAR, chargée de la sécurité dans la région, avec le sceau d'approbation de Zhu Hailun, alors secrétaire adjoint du Parti et haut responsable de la sécurité du XUAR, a publié un manuel d'exploitation, ou Télégramme, contenant un plan directeur pour le système d'internement de masse, y compris des directives détaillées pour l'expansion et le fonctionnement des camps²⁵². Le Télégramme ordonne à toutes les préfectures d'« accélérer la construction et la rénovation des sites, et d'améliorer continuellement les installations de sécurité »²⁵³. En termes de gestion interne, le Télégramme demande un contrôle strict des détenus, y compris des tours de garde 24 heures sur 24, une « couverture vidéo complète des dortoirs », où la police « ne doit jamais permettre les évasions »²⁵⁴. Le Télégramme ordonne aux fonctionnaires de « renforcer la discipline et les sanctions » en cas de violation des règles régissant tous les aspects de la vie quotidienne, depuis « le bain une ou deux fois par semaine » jusqu'aux « exigences relatives au lever, à l'appel, à la toilette, à l'organisation et à l'entretien de la maison, à l'alimentation, à l'étude, au sommeil, à la fermeture de la porte et ainsi de suite »²⁵⁵. Les détenus ayant « des attitudes négatives ou même des

²⁴⁶ Roberts, *supra* note 34, à la p 209.

²⁴⁷ Voir le cas du propriétaire d'une application médiatique ouïghoure, Ekpar Asat, qui a disparu en 2016 et aurait été condamné à 15 ans de prison; Wong, Edward. "Sister Fights to Free Uighur Businessman Held in China After U.S. Trip." *The New York Times*, 9 May 2020, <https://www.nytimes.com/2020/05/09/us/politics/china-uighurs-arrest.html>.

²⁴⁸ "The Persecution of the Intellectuals in the Uyghur Region: Disappeared Forever?" *Uyghur Human Rights Project*, Oct. 2020, https://docs.uhrp.org/pdf/UHRP_Disappeared_Forever_.pdf. Par exemple, Abdukerim Rahman, un professeur de littérature de 77 ans de l'université du Xinjiang, a été accusé de "double visage", bien qu'il ait été encensé par l'État chinois pendant plus de 50 ans; Ramzy, *supra* note 241.

²⁴⁹ "Detained and Disappeared: Intellectuals Under Assault in the Uyghur Homeland," *Uyghur Human Rights Project*, Mar. 2019 à la p 22; "List of Uyghur intellectuals imprisoned in China from 2016 to the present." *Xinjiang Victims Database*, last updated: 25 Oct. 2020, https://shahit.biz/supp/list_003.pdf.

²⁵⁰ Shepherd, *supra* note 77; Le rédacteur en chef d'un magazine littéraire d'État s'est suicidé par crainte d'être envoyé dans un camp d'internement. "Uyghur Editor of State-Run Magazine Commits Suicide 'Out of Fear' of Detention." *Radio Free Asia*, 28 Sept. 2018 <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/suicide-09282018171559.html>.

²⁵¹ Voir Harris, Rachel. "Cultural Genocide in Xinjiang: China Targets Uyghur Cultural Leaders." *The Globe Post*, 17 Jan. 2019, <https://theglobepost.com/2019/01/17/cultural-genocide-xinjiang/>.

²⁵² Allen-Ebrahimian, *supra* note 89; "China Cables | Telegram English." *ICIJ*, 2017, <http://www.documentcloud.org/documents/6558510-China-Cables-Telegram-English.html>.

²⁵³ *Ibid.*, au para. 24.

²⁵⁴ *Ibid.*

²⁵⁵ *Ibid.*, aux paras. 12 et 15.

sentiments de résistance » doivent être punis par une « transformation du style d'agression par l'éducation »²⁵⁶.

Le Télégramme encourage également la promotion active du « repentir et de la confession ... pour que [les détenus] comprennent profondément la nature illégale, criminelle et dangereuse de leur passé »²⁵⁷. Le personnel des camps est également étroitement surveillé, avec une section entière du Télégramme consacrée au « secret strict », interdisant tous les « téléphones portables et appareils photo » dans les « zones de gestion », et une directive visant à former le personnel à garder le secret sur les données et statistiques importantes qui ne doivent pas « être diffusées »²⁵⁸, et ne sont « pas ouvertes au public »²⁵⁹.

Le Télégramme comprend un projet de système bureaucratique complet de gouvernance de la campagne d'internement de masse et de l'acheminement direct vers les programmes de travail forcé, ou les « plans de réinstallation d'aide à l'emploi conformément au [mandat] d'« achèvement d'un lot, d'emploi d'un lot »²⁶⁰. Le Télégramme décrit un réseau structurel complexe de fonctionnaires et de surveillance numérique supervisant l'ensemble de la campagne, y compris le système IJOP, les équipes d'évaluation des centres, les secrétaires du Parti, les bureaux de comté, les groupes de direction de « l'éducation et de la formation professionnelle », les bureaux de service et les comités locaux²⁶¹.

"La campagne spéciale pour contrôler les violations du contrôle des naissances"

De 2016 à 2019, un certain nombre de publications universitaires chinoises ont légitimé les programmes eugéniques du gouvernement mettant en œuvre une prévention massive des naissances chez les Ouïghours en identifiant les taux de croissance de la population ouïghoure comme menaçant la sécurité nationale, diluant la « race-nation chinoise », et liant ces taux à « l'extrémisme religieux »²⁶². Pour réduire les taux de croissance de la population ouïghoure, en 2017, un comité du parti du comté a encouragé les mariages entre Han et Ouïghours en affichant : « que l'unité ethnique devienne sa propre chair et son propre sang »²⁶³.

En 2018, les autorités du XUAR ont commencé à mettre à jour des feuilles de calcul intitulées « Planification familiale des quatre régions et préfectures du Xinjiang méridional

²⁵⁶ *Ibid.*, au para. 11; Zenz, *supra* note 95. Original: 教育转化攻坚jiaoyu zhuanhua gongjian.

²⁵⁷ *Telegram*, *supra* note 252.

²⁵⁸ *Ibid.* au para. 25.

²⁵⁹ Zenz, *supra* note 95; le Télégramme classifié ajoute qu'il est nécessaire de renforcer the staff's "awareness of the need to maintain secrecy" (保密意识 *baomi yishi*) and that "no person is under [any] circumstances permitted to disseminate information about detention or re-education via telephone, smartphone, or the internet." Officials are "strictly forbidden" to give "related media interviews," or engage in any "unauthorized disclosure" related to the internment campaign. Former detainees are also reportedly forced to sign documents never to disclose what was experienced in the camps (Victim n° 46). Le contrôle strict des informations qui sortent des camps suscite des inquiétudes quant à la possibilité que les autorités couvrent une épidémie dévastatrice de COVID-19 dans les camps caractérisés par leur surpeuplement et leur insalubrité.

²⁶⁰ *Telegram*, *supra* note 252, au para 20.

²⁶¹ *Ibid.*, au para. 18.

²⁶² Shepherd and Pitel, *supra* note 63.

²⁶³ *China's Uighurs Told to Share Beds*, *supra* note 64.

- Situation de la mise en œuvre de la mesure de stérilisation par les familles »²⁶⁴. Les directives des comtés et des cantons du XUAR, publiées en 2018 et 2019, ordonnaient aux fonctionnaires de : « contenir les naissances illégales et d'abaisser les niveaux de fertilité » ; « ne laisser aucun angle mort » ; « tester tous ceux qui doivent l'être » ; et « détecter et traiter rapidement ceux qui violent les politiques »²⁶⁵.

En 2018, la préfecture ouïghoure de Kizilsu a publié une directive visant à :

Guider les masses d'agriculteurs et de bergers pour qu'ils effectuent spontanément des opérations de planification familiale par stérilisation, mettent en œuvre la politique de gratuité des opérations de contrôle des naissances, promeuvent efficacement le travail de planification familiale et contrôlent efficacement la croissance démographique excessive²⁶⁶.

Le projet de la Commission de la santé du XUAR prévoit des « chirurgies gratuites de contrôle des naissances » dans les quatre régions méridionales du XUAR, qui visaient à réduire les taux de natalité de 2020 d'au moins 4 points pour mille par rapport au niveau de 2016²⁶⁷.

En 2019, la Commission de la santé de la région autonome du Xinjiang a prévu de soumettre plus de 80 % des femmes en âge de procréer dans les préfectures rurales des quatre minorités du sud à des « mesures de contrôle des naissances efficaces à long terme », ce qui fait référence aux stérilets ou aux stérilisations²⁶⁸. Selon les documents de planification familiale, un certain nombre de comtés proposent de la même manière des « injections de [médicaments] de prévention de la grossesse efficaces à long terme »²⁶⁹. Le 8 janvier 2021, l'ambassade de Chine aux États-Unis a avoué ouvertement sa campagne systématique de prévention des naissances visant les femmes ouïghoures en déclarant publiquement que « dans le processus d'éradication de l'extrémisme, les esprits des femmes ouïghoures du Xinjiang ont été émancipés et l'égalité des sexes et la santé reproductive ont été promues, ce qui fait qu'elles ne sont plus des machines à fabriquer des bébés »²⁷⁰. La Chine a simultanément mené une double campagne systématique de stérilisation forcée des femmes ouïghoures en âge de procréer et d'internement des hommes ouïghours en âge de procréer, empêchant la capacité de régénération du groupe et témoignant d'une intention de détruire biologiquement le groupe comme tel.

²⁶⁴ Zenz, *supra* note 179, à la p 18.

²⁶⁵ *China Cuts Uighur Births*, *supra* note 191.

²⁶⁶ Download page: <http://archive.is/ZDatc>. 克州2018年上半年扶贫开发工作总结 暨下半年工作计划.Doc., *Kèzhōu 2018 nián shàng bànnián fúpín kāifā gōngzuò zǒngjié jì xià bànnián gōngzuò jìhuà.Doc.*, "Summary of Poverty Alleviation and Development Work in Kezhou During the First Half of 2018 and Work Plan for the Second Half of 2018", Google Docs, https://drive.google.com/file/d/1P9fWaGeVA1l-458m5SYT2D7drmsW2UfC/view?usp=sharing&usp=embed_facebook; Zenz, *supra* note 179, à la p 16.

²⁶⁷ *Ibid.*, aux 15-16.

²⁶⁸ *Ibid.*, aux 11-12.

²⁶⁹ *Ibid.*, aux 19.

²⁷⁰ Davidson, Helen, "Twitter removes China US embassy post saying Uighur women no longer 'baby-making machines,'" *Guardian*, 10 Jan. 2021, <https://www.theguardian.com/world/2021/jan/10/twitter-removes-china-us-embassy-post-saying-uighur-women-no-longer-baby-making-machines>; Original Link: <https://twitter.com/chineseembinus/status/1347247602094534658>.

La destruction des familles et des liens communautaires, des sites sacrés et de l'identité ouïghours

Le gouvernement mène de manière agressive des campagnes sophistiquées de destruction des familles ouïghours, des liens communautaires, des sites sacrés et de la transmission intergénérationnelle de la religion, des traditions, de la culture et de la langue. Les nombreux « séjours chez l'habitant » imposés par le gouvernement dans les foyers et les quartiers ouïghours, les systèmes d'internement de masse et de travail forcé, et le placement en institution des enfants ouïghours dans des établissements gérés par l'État ont brisé les familles et les communautés ouïghours, rompant les liens les plus intimes du groupe. Selon un document de planification du gouvernement de 2017, la politique consistant à séparer de force les enfants ouïghours de leurs parents pour les placer dans des internats vise à la fois à endoctriner les enfants et à « briser l'impact de l'atmosphère religieuse sur les enfants à la maison »²⁷¹. Une analyse des manuels scolaires du niveau primaire en langue ouïghoure démontre en outre l'effacement de la culture, de la religion, de l'histoire, de la littérature et de la poésie ouïghours de l'enseignement primaire²⁷². Le gouvernement a complètement remplacé « l'éducation bilingue » par « l'éducation en langue nationale » ou l'éducation en langue chinoise, privant ainsi la prochaine génération de la langue ouïghoure²⁷³, tout en soumettant les adultes détenus dans les camps à la torture et à des traitements inhumains pour avoir parlé ouïghour ou ne pas avoir parlé chinois²⁷⁴.

En outre, au XUAR, le gouvernement a lancé des attaques systématiques contre les sites, les biens et les symboles culturels et religieux ouïghours – des attaques que la CIJ a « considérées comme la preuve d'une intention de détruire le groupe physiquement »²⁷⁵. À la fin de l'année 2016, le Département central chinois des affaires ethniques et religieuses a lancé la campagne de "rectification des mosquées" pour démolir les mosquées et les sites culturels sacrés de la région²⁷⁶. Le secrétaire du Parti du XUAR, Chen Quanguo, a ordonné au gouvernement d'« améliorer les conditions des lieux religieux pour guider la religion et le socialisme afin qu'ils s'adaptent l'un à l'autre »²⁷⁷. On estime qu'environ 16 000 mosquées du XUAR, soit 65 % du total, ont été détruites ou endommagées en raison des politiques gouvernementales, en grande partie depuis 2017, avec 8 500 mosquées complètement démolies²⁷⁸. Dès décembre 2016, le chef du Comité des affaires ethniques et religieuses de

²⁷¹ Qin, *supra*, note 203.

²⁷² Smith Finley and Klimeš, *supra* note 74.

²⁷³ *Ibid.*

²⁷⁴ Victimes n° 1414, 1540, 2209, et 3623.

²⁷⁵ *Bosnia v. Serbia*, *supra* note 13, au para. 344 (citant *Prosecutor v. Krstić*, Case No. IT- R 98-33-T, Judgment, au para. 580 (2 August 2001)); voir aussi *Croatia v. Serbia*, *supra* note 168, au para. 390 (citant des attaques sur les sites culturels et religieux comme preuve de l'intention de détruire).

²⁷⁶ “Under the Guise of Public Safety, China Demolishes Thousands of Mosques.” *Radio Free Asia*, 19 Dec. 2019, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/under-the-guise-of-public-safety-12192016140127.html>; “Cultural Erasure.” *Australian Strategic Policy Institute*, 24 Sept. 2020, <https://www.aspi.org.au/report/cultural-erasure>.

²⁷⁷ Kuo, Lily. “Revealed: New Evidence of China’s Mission to Raze the Mosques of Xinjiang.” *The Guardian*, 7 May 2019, <https://www.theguardian.com/world/2019/may/07/revealed-new-evidence-of-chinas-mission-to-raze-the-mosques-of-xinjiang>.

²⁷⁸ Comme le confirment les images satellitaires et les témoignages de témoins oculaires: *Cultural Erasure*, *supra* note 276. Selon une autre enquête intensive menée par *The Guardian* et *Bellingcat*, 42 % des mosquées et sanctuaires analysés entre 2016 et 2018 ont été partiellement ou totalement démolis, y compris les sites de pèlerinages de masse, une pratique centrale pour les Ouïghours. Les récits de témoins oculaires indiquent que le nombre est bien plus élevé; voir: Kuo, *supra* note 277.

Kashgar, Wang Jingfu, a attesté avoir « démolit près de 70 pour cent des mosquées de la ville »²⁷⁹. Un certain nombre de mosquées du XUAR restées intactes et non endommagées ont été converties en espaces commerciaux ou civiques, notamment en cafés-bars²⁸⁰. Des écoles religieuses privées ont également été détruites. En outre, on estime que 58 % des sites religieux et culturels importants de la région, tels que les sanctuaires, les cimetières et les lieux de pèlerinage, ont été endommagés ou complètement démolis²⁸¹, dont ce qui est largement considéré comme le site ouïghour le plus sacré, Ordam Padshah²⁸². Bon nombre des sites non endommagés sont entièrement entourés de murs ou de postes de contrôle de sécurité²⁸³.

Au début de l'année 2018, les responsables du XUAR ont étendu ces pratiques destructrices plus loin aux espaces publics, privés, domestiques et communautaires ouïghours. Les responsables ont lancé la campagne « Trois nouvelles », « prônant un nouveau style de vie, établissant une nouvelle atmosphère et construisant un nouvel ordre », en s'inspirant de l'initiative de la « Belle Chine » du Président Xi²⁸⁴. Un document diffusé par un employé du gouvernement dans le XUAR développe le mandat de la campagne selon laquelle « extirper résolument les idéologies de ... "la religion" est la loi ... [et] éliminer résolument les problèmes des ... "imams sauvages" et ne jamais permettre à la religion d'intervenir dans ... l'éducation ou la planification familiale »²⁸⁵. Le document ordonne en outre aux fonctionnaires d'« instaurer une nouvelle atmosphère dans l'existence quotidienne [...] de modifier les concepts relatifs à l'emploi – c'est-à-dire les opportunités à l'intérieur et à l'extérieur du Xinjiang, dans les "usines satellites" des villages », sites bien documentés de travail forcé²⁸⁶.

Les Trois nouvelles ont débouché sur le programme "*Beautifying Spaces*", destiné à transformer les modes de vie ouïghours « arriérés » et à effacer l'architecture ouïghoure ethniquement distincte²⁸⁷. Les autorités ont spécifiquement ordonné la destruction de deux éléments domestiques qui sont au centre de la vie domestique et sacrée des Ouïghours : le supa, une plate-forme intérieure surélevée, et le mehrab, une arche ou une niche orientée vers La Mecque pour la prière²⁸⁸. Des responsables ont demandé la « démolition » de tous les supas, qui, selon les termes d'un secrétaire de parti de la branche, sont considérés comme contraires à un « mode de vie civilisé [Han] »²⁸⁹. Le gouvernement d'un comté a ordonné aux Ouïghours de « démolir » leur supa²⁹⁰. Les autorités ont en outre émis des directives dans au moins trois préfectures (Ili, Kashgar et Hotan) pour enlever les mehrabs

²⁷⁹ China Demolishes Thousands of Mosques, *supra* note 276.

²⁸⁰ Smith Finley, *supra* note 57; Cultural Erasure, *supra* note 276.

²⁸¹ *Ibid.*

²⁸² Thum, Rian. "The Spatial Cleansing of Xinjiang: Mazar Desecration in Context." 24 Aug. 2020, *Made in China Journal*. <https://madeinchinajournal.com/2020/08/24/the-spatial-cleansing-of-xinjiang-mazar-desecration-in-context/>.

²⁸³ Cultural Erasure, *supra* note 276.

²⁸⁴ Grose, *supra* note 44; Zenz, *supra* note 128.

²⁸⁵ Grose, *supra* note 44; voir aussi Smith Finley, "Uyghur Islam and Religious 'De-Extremification': On China's Discourse of 'Thought Liberation' in Xinjiang," *Oxford Islamic Studies Online*, 2019, <http://www.oxfordislamicstudies.com/Public/focus.html>.

²⁸⁶ Grose, *supra* note 44.

²⁸⁷ Smith Finley and Klimeš, *supra* note 74.

²⁸⁸ Grose, *supra* note 44.

²⁸⁹ *Ibid.*

²⁹⁰ *Ibid.*

ou détruire les maisons où les mehrabs ne peuvent pas être remodelés²⁹¹. Les pratiques liées à ces sites sacrés et à ces éléments domestiques détruits ou convertis ne revêtent pas seulement une signification religieuse pour les Ouïghours, mais elles reflètent également des éléments essentiels de l'identité, de la culture, des liens communautaires et du lien avec la terre des Ouïghours²⁹².

2. En tout ou en partie comme tel

La CDI interprète l'expression « comme tel » comme signifiant l'intention de détruire le groupe « en tant qu'entité séparée et distincte »²⁹³. La CDI définit l'expression « en tout ou en partie » comme l'intention de détruire une « partie substantielle d'un groupe particulier », ce qui ne nécessite pas « d'avoir l'intention de parvenir à l'anéantissement complet d'un groupe de tous les coins du globe »²⁹⁴. La CIJ a confirmé qu'il est « largement accepté » que l'exigence de « partie substantielle » peut être satisfaite « dans une zone géographiquement limitée »²⁹⁵. Pour cette question, « [l]a zone d'activité et de contrôle de l'auteur est à prendre en compte »²⁹⁶.

En l'espèce, le territoire géographique en question est officiellement reconnu par le gouvernement chinois comme étant la région autonome ouïghoure. Le gouvernement s'est engagé dans la construction et l'expansion de camps d'internement dans toutes les zones peuplées du XUAR, en particulier dans les zones à dominance ouïghoure. Toutefois, la campagne n'est pas limitée par les frontières géographiques ou administratives, puisque l'un des documents du « Comité du Parti pour la répression » donne pour instruction aux fonctionnaires de recueillir les informations personnelles des Ouïghours vivant à l'étranger et de les classer par région d'origine afin d'identifier « ceux qui se trouvent encore à l'extérieur du pays et pour lesquels une suspicion de terrorisme ne peut être exclue ... [qui] devraient être placés dans des programmes d'éducation et de formation concentrés » dès leur retour en Chine²⁹⁷.

Au début de la campagne d'internement de masse (2017-2018), des quotas régionaux auraient été mis en place, des nombres cibles qui répondraient déjà à l'exigence d'une partie substantielle du groupe²⁹⁸. En 2017, dans certaines parties du sud du XUAR, la police a reçu l'ordre de détenir près de 40 % de la population adulte²⁹⁹. À l'heure actuelle, comme

²⁹¹ “Uyghurs Ordered to Destroy Muslim Architecture Deemed ‘Extremist’ by Authorities,” *Radio Free Asia*, 10 July 2019, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/architecture-07102019140830.html>; voir aussi Smith Finley and Klimeš, *supra* note 74.

²⁹² “Uyghurs Ordered to Destroy Muslim Architecture Deemed ‘Extremist’ by Authorities,” *Radio Free Asia*, 10 July 2019, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/architecture-07102019140830.html>; voir aussi Smith Finley and Klimeš, *supra* note 74.

²⁹³ *Yearbook of the International Law Commission*, 1996, Vol. II, Part Two, à la p 45, au para. 7, Commentaire de l’Article 17.

²⁹⁴ *Ibid.* at 45, au para. 8.

²⁹⁵ *Bosnia v. Serbia*, *supra* note 13, au para. 199.

²⁹⁶ *Ibid.*

²⁹⁷ “‘Integrated Joint Operation Platform’ Daily Essentials Bulletin, No. 2, as published by the ICJJ, *China Cables*, <http://www.documentcloud.org/documents/6558502-China-Cables-IJOP-Daily-Bulletin-2-Enligsh.html>, au para. I.

²⁹⁸ “‘Studies’ in Prison: Staff Member Uncovers Details of a Xinjiang Camp.” *Bitter Winter*, 27 Nov. 2018, <https://bitterwinter.org/staff-member-uncovers-details-of-a-camp/> (employé du camp témoignant des quotas de Ouïghours que chaque camp doit remplir).

²⁹⁹ Allen-Ebrahimian, *supra* note 89; voir aussi Roberts, *supra* note 34, à la p 215.

cela a été démontré, les politiques en place ont ciblé des millions de Ouïghours, constituant une partie substantielle du groupe.

La CIJ a en outre interprété l'exigence de « partie substantielle » comme signifiant que « la partie visée doit être suffisamment importante pour avoir un impact sur le groupe dans son ensemble »³⁰⁰. Il est donc important d'examiner l'importance ou la prééminence de la partie de la population ouïghoure qui a été visée, et de déterminer si cette « partie spécifique du groupe est emblématique de l'ensemble du groupe, ou si elle est essentielle à sa survie »³⁰¹. Comme le révèlent les documents du gouvernement, les dirigeants et les figures d'autorité ouïghours ont été visés de manière sélective par des détentions, tant en termes de portée que d'ampleur. Les leaders culturels ouïghours meurent en détention pour des peines virtuelles de mort³⁰². Les imams ont été désignés comme un "problème" à éliminer³⁰³, et sont condamnés à de lourdes peines de prison³⁰⁴. Il existe une stratégie systématique, à l'échelle de la région, consistant à détenir la population d'âge moyen, en particulier les chefs de famille³⁰⁵. La liste Karakax démontre également une fixation sur les personnalités religieuses. La colonne la plus longue détaille méticuleusement les informations sur les membres de la famille, de la communauté et des cercles d'« héritage religieux » du détenu, ce dernier documentant la manière dont les connaissances religieuses sont transmises par les membres de la famille ou d'autres personnes³⁰⁶. Selon la jurisprudence internationale, le « ciblage sélectif des figures de proue d'une communauté » est particulièrement probant du génocide et « indicatif de l'intention génocidaire »³⁰⁷.

VI. La responsabilité de l'État : l'attribution des actes

³⁰⁰ *Bosnia v. Serbia*, *supra* note 13, au para. 198.

³⁰¹ *Prosecutor v. Krstic*, *supra* note 142, aux paras. 12 (“In addition to the numeric size of the targeted portion, its prominence within the group can be a useful consideration. If a specific part of the group is emblematic of the overall group, or is essential to its survival, that may support a finding that the part qualifies as substantial within the meaning of Article [II].”), et 587, citant le rapport final de la Commission d'experts établie en vertu de la résolution 780 du Conseil de sécurité (1992) “that an intent to destroy a specific part of a group, such as its political, administrative, intellectual or business leaders, ‘may be a strong indication of genocide regardless of the actual numbers killed.’”

³⁰² Pour une liste des décès documentés en détention, voir *Xinjiang Victims Database*, <https://shahit.biz/eng/#lists>. Voir aussi “Prominent Uyghur Poet and Author Confirmed to Have Died While Imprisoned.” *Radio Free Asia*, 25 Jan. 2021, <https://www.rfa.org/english/news/uyghur/poet-01252021133515.html>. De plus, selon un témoignage de première main, des détenus âgés de 80 ans étaient les principales cibles de la torture et des traitements inhumains dans le camp d'internement. Les imams pouvaient être condamnés à plus de 20 ans de prison, et être menottés et enchaînés en permanence (Victime n° 67).

³⁰³ Grose, *supra* note 44, voir Section “A history of “beautifying [Uyghur] spaces;” voir aussi IJOP Bulletin No. 20, *supra* note 91.

³⁰⁴ Confirmé par des témoins oculaires et par les rapports de la base de données des victimes du Xinjiang, où les imams représentent 13 % des victimes mais 29 % des personnes condamnées à des peines de prison officielles; *Demolishing Faith*, *supra* note 141.

³⁰⁵ Les dossiers détaillés du gouvernement montrent que le groupe démographique des hommes âgés de 45 à 54 ans est surreprésenté. D'après les feuilles de calcul des townships locaux, le pourcentage de chefs de ménage était le plus élevé. Par exemple, la part d'internement des chefs de famille dans le canton d'Azatbag était de 50,5 %, de loin la plus élevée, suivie par les “fils” à 20 %; Zenz, *supra* note 95.

³⁰⁶ Zenz, *supra* note 42; Un grand-père est cité comme ayant été condamné à six ans de prison en 2017 pour avoir transmis des connaissances religieuses à son petit-fils; voir *Ideological Transformation*, *supra* note 114, à la p 16, entrée 64.

³⁰⁷ *Prosecutor v. Zdravko Tolimir*, Appeals Judgment, 8 Apr. 2015, au para. 263, https://www.icty.org/x/cases/tolimir/acjug/en/150408_judgement.pdf; voir aussi *Croatia v. Serbia*, *supra* note 168, Separate Opinion of Judge Bhandari, aux paras. 15-21.

Les personnes et entités qui commettent les actes de génocide détaillés dans ce rapport sont soit des organes de l'État en vertu du droit chinois agissant en leur qualité de législateur, de juge, d'exécutif, d'administrateur et autres, soit d'autres personnes agissant sur les instructions de l'État. En 2014, le Président Xi a prononcé un certain nombre de discours internes jetant les bases des politiques, lois et pratiques qui ont abouti à ces actes génocidaires visant les Ouïghours de la région. Dans ces discours, le Président Xi a lancé la « guerre du peuple contre la terreur », déchaîné les « armes » de la « dictature », exhorté les responsables à « ne montrer absolument aucune pitié », et a fait de la région sud du XUAR, où les Ouïghours représentent près de 90 % de la population, la ligne de front de l'offensive. En 2014, le Président Xi a convoqué une conférence de haut niveau afin de définir une nouvelle politique pour la région. Lors de cette conférence, le Président Xi a appelé à l'érection de « murs » et de « filets s'étendant de la terre au ciel »³⁰⁸ et a ordonné le transfert des Ouïghours vers des zones dominées par les Han ainsi que « l'éducation et la transformation » constantes de « ces gens »³⁰⁹, ce qui est devenu aujourd'hui synonyme de surveillance de masse, d'internement et de travail forcé des Ouïghours dans la région autonome du Xinjiang. En 2014, le Président Xi a également présidé une réunion de haut niveau du PCC au cours de laquelle les dirigeants ont adopté une politique de promotion des mariages entre Han et Ouïghours³¹⁰. Les programmes gouvernementaux connexes rendant obligatoires les séjours de cadres Han dans des familles ouïghoures sont issus de manuels de formation officiels, de campagnes et d'instructions d'agences gouvernementales telles que le Comité régional du Parti de la région du XUAR et le Département du travail du Front uni, l'organe responsable des affaires ethniques et religieuses³¹¹. La campagne plus large de stérilisation de masse et de pose de stérilets dans les zones dominées par les Ouïghours est en grande partie mise en œuvre par la Commission de la santé de la région du XUAR en sa qualité officielle et conformément aux directives régionales et aux documents de planification familiale de la région du XUAR dans le cadre de la « Campagne spéciale de contrôle des violations du contrôle des naissances »³¹².

En août 2016, Chen Quanguo a été nommé secrétaire du Parti de la région autonome du Xinjiang, où il a intensifié la « guerre du peuple », en développant considérablement les mesures de sécurité et les sites de détention dans la région, en diffusant les discours de Xi pour justifier les campagnes visant les Ouïghours, et en ordonnant aux fonctionnaires de « rafler tous ceux qui devraient être raflés » – une phrase répétée dans des documents internes³¹³. En 2017, le Congrès populaire de la région autonome du Xinjiang a adopté de nouvelles réglementations sur le « désextrémisme » qui ont constitué le cadre juridique sous-tendant l'internement massif des Ouïghours. En juin 2017, Zhu Hailun, alors secrétaire adjoint de la région autonome du Xinjiang et haut responsable de la sécurité, a publié une directive s'appuyant sur les ordres du secrétaire du Parti Chen et du Président Xi : « S'ils sont là, raflez-les »³¹⁴. Au début de l'année 2018, le PCC a enquêté et fait d'un

³⁰⁸ Leibold and Zenz, *supra* note 55.

³⁰⁹ *Absolutely No Mercy*, *supra* note 58.

³¹⁰ Wong, *supra* note 73.

³¹¹ *China's Uighurs Told to Share Beds*, *supra* note 64.

³¹² Zenz, *supra* note 179.

³¹³ *Absolutely No Mercy*, *supra* note 58.

³¹⁴ *Ibid.*

exemple, un responsable qui a libéré des milliers de détenus du camp, pour avoir « gravement désobéi à la stratégie de la direction centrale du Parti de gouverner le Xinjiang », en raison de ce qu'un rapport interne du gouvernement lui a reproché d'avoir refusé de « rafler tous ceux qui devraient être raflés »³¹⁵.

Zhu Hailun a également publié une série de documents, ou bulletins, à « envoyer rapidement aux secrétaires du Parti » dans toute la région, par le biais du « Commandement du Comité du Parti pour la répression et l'agression sur les lignes de front », sur la manière de policer et de détenir la population ouïghoure avec la surveillance numérique³¹⁶. En novembre 2017, la Commission des affaires politiques et juridiques du XUAR, en charge de la sécurité régionale, a publié le "Télégramme" signé par M. Zhu, ou le plan directeur pour l'expansion des camps d'internement de masse, qui comprend les directives pour augmenter la « punition » des détenus pour la moindre déviation des routines quotidiennes de style militaire, avalisant les méthodes de torture généralisées employées par les gardes des camps. En effet, ces gardiens exercent des fonctions exécutives en tant qu'organes ou agents de l'État et sont habilités par les organes de l'État à exercer cette autorité.

Lors d'une conférence du PCC en septembre 2020, le Président Xi a donné son approbation sans équivoque à la poursuite de ces politiques, pratiques et campagnes, qui « doivent être maintenues sur le long terme » : « La pratique a prouvé que la stratégie du parti pour gouverner le Xinjiang dans la nouvelle ère est tout à fait correcte... Dans l'ensemble, le Xinjiang présente une situation favorable de stabilité sociale... Les faits prouvent amplement que notre pays réussit dans sa politique ethnique »³¹⁷.

En somme, les personnes et entités qui ont perpétré les actes de génocide énumérés sont des organes ou agents de l'État au sens du droit chinois, exerçant leurs fonctions législatives, exécutives, administratives et autres, habilités par le droit de l'État et agissant sur instructions et sous le contrôle direct et effectif des plus hautes instances de l'État. La commission de ces actes de génocide énumérés, tels qu'énoncés à l'article II de la Convention sur le génocide, à l'encontre des Ouïghours est donc nécessairement attribuable à l'État chinois.

En outre, l'ampleur et le nombre d'actes de génocide répétés et consistants commis au sein d'un État fort à parti unique montrent clairement que la Chine enfreint encore davantage la Convention sur le génocide en ne prévenant pas le génocide.

VII. Conclusion

Ce rapport a examiné la question juridique de savoir si la Chine porte la responsabilité de l'État pour les violations de l'article II de la Convention sur le génocide, en particulier, si la Chine commet un génocide contre les Ouïghours tel que défini par l'article II de la Convention. Après application desdites dispositions de la Convention sur le génocide à l'ensemble des preuves présentées ici, le présent rapport conclut, sur la base d'un critère de

³¹⁵ *Ibid.*

³¹⁶ Alecci, Scilla. "How China Targets Uighurs 'One by One' for Using a Mobile App." *ICIJ*, 24 Nov. 2019, <https://www.icij.org/investigations/china-cables/how-china-targets-uighurs-one-by-one-for-using-a-mobile-app/>.

³¹⁷ Wong, *supra* note 1; Wong, *supra* note 73.

preuve clair et convaincant, que la Chine est responsable de violations de chaque disposition de l'article II de la Convention. La définition du génocide est satisfaite en vertu de l'article II lorsque l'un des actes énumérés est commis avec l'intention requise de « détruire, en tout ou en partie, [le groupe protégé] comme tel ». L'objet de cette intention est la destruction de l'existence du groupe en tant qu'entité comme telle. L'intention requise par la Convention est mesurée par des normes objectives, dont notamment les déclarations officielles, les politiques, un plan général, un modèle de comportement et des actes destructeurs répétés, qui ont une séquence logique. Dans ce contexte, le chef de l'État, le Président Xi, a lancé une « guerre populaire contre la terreur » dans la région et a constitué des zones à concentration ouïghoure la ligne de front, arguant que l'extrémisme s'est enraciné dans la société ouïghoure. Les gardes des camps auraient reçu l'ordre de maintenir le système en place jusqu'à ce que « les Kazakhs, les Ouïghours et les autres nationalités musulmanes disparaissent... jusqu'à ce que toutes les nationalités musulmanes s'éteignent ». Des responsables de haut niveau ont donné l'ordre de « rafler tous ceux qui devraient l'être », de « les anéantir complètement... de les détruire aux racines et aux branches » et de « briser leur lignée, briser leurs racines, briser leurs liens et briser leurs origines ». Les fonctionnaires ont comparé la campagne d'internement de masse à « l'éradication de tumeurs » et même à l'arrachage de mauvaises herbes cachées parmi les cultures, ce qui nécessite de pulvériser « des produits chimiques pour les tuer tous ».

La Chine a mené simultanément une double campagne systématique de stérilisation forcée des femmes ouïghoures en âge de procréer et d'internement des hommes ouïghours en âge de procréer, empêchant ainsi la capacité de régénération du groupe. La Chine admet explicitement que les « femmes ouïghoures » sont les cibles de sa campagne de prévention des naissances dans la région, qui est liée à son offensive contre « l'extrémisme », comme l'a déclaré publiquement l'ambassade de la Chine aux États-Unis : « Dans le processus d'éradication de l'extrémisme, les esprits des femmes ouïghoures du Xinjiang ont été émancipés [...], ce qui fait qu'elles ne sont plus des machines à fabriquer des bébés ».

L'intention de détruire les Ouïghours en tant que groupe est également démontrée par les politiques et programmes gouvernementaux globaux visant à effacer tous les aspects de l'identité, de la communauté et de la vie domestique ouïghoures, et à placer les enfants ouïghours dans des orphelinats d'État. Dans le cadre de ces campagnes gouvernementales, les autorités locales ont éliminé l'éducation ouïghoure, détruit l'architecture et les caractéristiques domestiques ouïghoures ethniquement distinctes, et endommagé ou complètement démoli la majorité des mosquées et des sites sacrés, tout en fermant d'autres sites ou en les convertissant en espaces commerciaux, et en détruisant des éléments essentiels de l'identité ouïghoure et des liens communautaires. L'intention de détruire les Ouïghours en tant que groupe est encore démontrée par le fait que le gouvernement cible délibérément les gardiens et les transmetteurs de l'identité ouïghoure en vue d'une détention prolongée ou de la mort, dont notamment les chefs de famille, les figures d'autorité, les élites traditionnelles et professionnelles et les leaders culturels, indépendamment de leur affiliation au Parti ou de leur niveau d'éducation. Les politiques et pratiques de la Chine dans la région doivent être considérées dans leur ensemble, ce qui revient à une intention de détruire les Ouïghours en tant que groupe, en tout ou en partie, comme tel.

Si la commission de l'un quelconque des actes énumérés permet de conclure à l'existence d'un génocide, les éléments de preuve présentés en l'espèce permettent de conclure qu'un génocide est en train d'être commis contre les Ouïghours, un groupe ethnique bénéficiant d'un statut protégé, en vertu des alinéas a) à e) de l'article II.

Tout d'abord, dans le cadre de l'internement de masse, il est fait état de morts massives et de décès d'éminents dirigeants ouïghours qui ont été sélectivement condamnés à la mort par exécution ou, pour les anciens en particulier, à un emprisonnement de longue durée, tel que 15 à 20 ans de prison. Ces décès avalisés par l'État dans le cadre de l'internement massif de Ouïghours dans la région équivalent à un « meurtre de membres du groupe » au sens de l'article II (a).

Deuxièmement, les Ouïghours sont victimes de torture systématique et de traitements cruels, inhumains et dégradants, notamment de viols, d'abus sexuels et d'humiliations publiques, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des camps. Les camps d'internement sont conçus avec des salles d'interrogatoire intégrées, où des formes de torture systématiques contre les Ouïghours sont bien documentées. Les séjours chez l'habitant, l'internement de masse, les orphelinats d'État et les programmes de travail forcé sont tous conçus pour endoctriner et "nettoyer" les cerveaux, poussant les Ouïghours à se suicider ou à tenter de le faire sous la menace de l'internement ou des formes extrêmes et quotidiennes de torture physique et psychologique dans les camps, notamment les simulacres d'exécution, les « autocritiques » publiques et l'isolement. La Chine est donc responsable d'une « atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale des membres du groupe », conformément à l'article II (b).

Troisièmement, les autorités chinoises ont systématiquement détenu des Ouïghours dans des conditions invivables, en particulier des hommes en âge de procréer, des chefs de famille et des dirigeants communautaires, elles ont imposé des mesures de prévention des naissances aux femmes ouïghoures et ont transféré des Ouïghours dans des conditions de travail physique forcé. En somme, la Chine « inflige délibérément au groupe des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle », conformément à l'article II (c).

Quatrièmement, la Chine mène une stratégie de prévention des naissances bien documentée et financée par l'État, qui cible toutes les femmes en âge de procréer dans les zones à concentration ouïghoure en leur faisant subir des stérilisations massives, des avortements et la pose de stérilets. Rien qu'en 2019, le gouvernement prévoyait de soumettre au moins 80 % des femmes en âge de procréer du sud du XUAR à des stérilisations ou à la pose de stérilets. Dans les camps, les détenues ouïghoures sont soumises à des poses forcées de stérilet, à des avortements, ainsi qu'à des injections et des médicaments interrompant leurs cycles menstruels. La campagne d'internement de masse complète la campagne de la Commission de santé de la région autonome du Xinjiang visant à réduire les naissances ouïghoures en emprisonnant de manière sélective les Ouïghours en âge de procréer, les privant ainsi de la capacité de se reproduire. En raison de ces politiques interconnectées, les statistiques gouvernementales démontrent que les taux de croissance dans les zones à concentration ouïghoure sont de plus en plus proches de zéro. La Chine est donc clairement

responsable de « l'imposition de mesures destinées à empêcher les naissances au sein du groupe », conformément à l'article II (d).

Enfin, alors que les parents ouïghours sont de plus en plus souvent détenus dans des camps d'internement et des centres de travail forcé, les enfants ouïghours sont envoyés dans des orphelinats gérés par l'État et élevés dans un environnement en langue chinoise avec les méthodes d'éducation standard des Han. La Chine procède ainsi au « transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe », conformément à l'article II (e) de la Convention sur le génocide.

Les personnes et entités qui ont perpétré ces actes de génocide sont toutes des organes ou agents de l'État au sens du droit chinois, agissant en leur qualité officielle, ou sous le contrôle effectif de l'État. La nature de ces actes interconnectés et composites démontre inéluctablement le contrôle clair, effectif et ferme de l'État, qui ne peut raisonnablement être attribué à des tiers échappant au contrôle effectif de l'État, à l'accident ou au hasard. Au regard de la Convention sur le génocide, la politique et les pratiques de la Chine à l'égard des Ouïghours, établies de longue date, déclarées publiquement et à plusieurs reprises, spécifiquement ciblées, systématiquement mises en œuvre et dotées de toutes les ressources nécessaires, sont indissociables de « l'intention de détruire » les Ouïghours en tant que groupe, en tout ou en partie, comme tel. Par conséquent, la Chine porte la responsabilité de l'État pour un génocide en cours contre les Ouïghours, en violation de la Convention sur le génocide.

Biographie en annexe

Ce rapport a été réalisé avec la contribution et après consultation de nombreux experts indépendants, dont les suivants qui ont accepté d'être identifiés publiquement :

Yonah Diamond

Yonah Diamond est un avocat international spécialisé dans la prévention des atrocités et la défense des prisonniers politiques au Centre Raoul Wallenberg pour les droits de l'homme. Il est co-auteur et membre du comité de pilotage du rapport juridique intitulé *Cameroon's Unfolding Catastrophe : Evidence of Human Rights Violations and Crimes against Humanity*. Il a donné des conférences à la Max Bell School of Public Policy de l'Université McGill et au programme de bourses Sakharov du Parlement européen, et a publié de nombreux articles sur les droits de l'homme, la justice internationale, la paix et la réconciliation. Yonah Diamond a participé à ce projet en tant qu'auteur principal.

Rayhan Asat

Rayhan Asat est un avocat ouïghour spécialisé dans les droits de l'homme, basé à Washington DC. Diplômée de la Harvard Law School et ancienne avocate spécialisée dans la lutte contre la corruption dans un grand cabinet d'avocats américain, Rayhan est spécialisée dans le droit international des droits de l'homme. Elle a conseillé de grandes institutions internationales, dont le Groupe de la Banque mondiale, sur les réformes en matière de droits de l'homme, et a largement publié dans des revues universitaires et dans les principaux médias sur un large éventail de questions relatives au droit international et aux droits de l'homme. Rayhan est actuellement Senior Fellow au Centre Raoul Wallenberg pour les droits de l'homme. Elle est également fondatrice et présidente de l'*American Turkic International Lawyers Association*.

Adejoké Babington-Ashaye

Adejoké Babington-Ashaye est une experte en droit international. Elle est activement engagée dans la fourniture d'un soutien technique et de conseils pour les poursuites nationales et les enquêtes sur les crimes internationaux par le biais de l'UNODC et de la Fondation Wayamo, et a été enquêtrice à la Cour pénale internationale (2005- 2010). Ancienne conseillère principale, Banque mondiale (2012 - 2021) et ancienne juriste associée, Cour internationale de justice (2010 - 2012).

L'honorable Lloyd Axworthy

L'honorable Lloyd Axworthy est le président du Conseil mondial pour les réfugiés et les migrations et l'une des principales voix du Canada en matière de migration mondiale et de protection des réfugiés. Après une carrière politique de 27 ans, au cours de laquelle il a été, entre autres, ministre des Affaires étrangères et ministre de l'Emploi et de l'Immigration du Canada, M. Axworthy a continué à travailler intensivement sur la sécurité humaine, la protection mondiale des réfugiés et les droits de la personne. La gouverneure générale du Canada lui a remis la médaille Pearson pour la paix en mai 2017. Il est ancien président et vice-chancelier de l'Université de Winnipeg et ancien président du Collège universitaire St. Paul.

Dr. Darren Byler

Darren Byler est chercheur postdoctoral dans le cadre du projet *ChinaMade* à l'Université du Colorado, Boulder. Il a fourni un témoignage d'expert sur les questions relatives aux droits de l'homme des Ouïghours devant la Chambre des communes du Canada et rédige une chronique régulière sur ces questions pour *SupChina*.

Dr. Michael Clarke

Michael Clarke est professeur associé à la Crawford School of Public Policy de l'Australian National University et chercheur invité à l'Australia-China Relations Institute de l'University of Technology Sydney. Il est spécialiste de l'histoire et de la politique de la région autonome ouïgoure du Xinjiang (XUAR), de la République populaire de Chine (RPC) et de la politique étrangère et sécuritaire chinoise.

Honorable Irwin Cotler

Irwin Cotler est le président du Centre Raoul Wallenberg pour les droits de l'homme, professeur émérite de droit à l'Université McGill, ancien Ministre de la justice et Procureur général du Canada et député de longue date, et avocat international spécialisé dans les droits de l'homme.

Joanne Smith Finley, PhD.

Joanne Smith Finley s'est jointe à l'Université de Newcastle en janvier 2000, où elle est maîtresse de conférences en études chinoises et possède une expertise de trois décennies en études ouïghoures. Elle fait office de témoin expert dans des affaires d'asile ouïghour au Royaume-Uni, en Europe, aux États-Unis et au Canada, et conseille des cabinets d'avocats, des organisations d'aide aux réfugiés, des ministères, des organisations non gouvernementales et des groupes de réflexion.

L'honorable Yves Fortier, PC, CC, OQ, QC, AdE, LLD - Cabinet Yves Fortier

Il est un ancien président de la Cour d'arbitrage international de Londres. De juillet 1988 à février 1992, il a été ambassadeur du Canada auprès des Nations Unies. En 1989, il a été président du Conseil de sécurité de l'ONU. De 1992 à 2008, il a été président de Norton Rose. Il exerce aujourd'hui en tant qu'arbitre et médiateur international. De 2012 à 2015, M. Fortier a été président du Conseil des sanctions de la Banque mondiale. En 2013, M. Fortier a été nommé au Comité de surveillance des activités de renseignement et de sécurité du Canada.

Professeur Rachel Harris

Rachel Harris est professeur d'ethnomusicologie à la SOAS, Université de Londres. Ses recherches sont centrées sur la Chine et l'Asie centrale, et plus particulièrement sur les Ouïghours. Elle a mené des travaux de terrain au Xinjiang, au Kazakhstan et au Kirghizistan sur une période de vingt ans. Actuellement, Elle co-anime le Middle East and Central Asia Music Forum, et est éditeur de la série Routledge SOAS Studies in Music Series.

Baronne Helena Kennedy QC

La baronne Helena Kennedy QC est directrice de l'Institut des droits de l'homme de l'Association internationale du barreau, où elle dirige les travaux de l'Institut en faveur de l'État de droit et des droits de l'homme à travers le monde. Elle est à l'origine de la création de l'Institut Bonavero des droits de l'homme à l'Université d'Oxford et a mené de nombreuses affaires importantes de terrorisme, de secrets officiels et d'homicide. En 1997, elle a été élevée à la Chambre des Lords où elle est un pair travailliste.

Jennifer Kirby-McLemore

Jennifer Kirby-McLemore est directrice juridique de Genocide Watch. Elle est titulaire d'une licence en biologie avec une spécialisation en développement durable (Appalachian State University), d'une maîtrise en sciences sociales avec une spécialisation en droits de l'homme et études sur le génocide (Université de Chicago) et d'un doctorat en droit (Université du Mississippi). En plus de pratiquer le droit, elle effectue des recherches indépendantes et de la rédaction académique.

Kyle Matthews

Kyle Matthews est le directeur général de l'Institut montréalais d'études sur le génocide et les droits de la personne (MIGS) de l'Université Concordia, qu'il a rejoint en 2008. À Concordia, il a fondé le projet Raoul Wallenberg Legacy of Leadership ainsi que le Digital Mass Atrocity Prevention Lab, qui vise à contrer l'extrémisme en ligne et à étudier comment les plateformes de médias sociaux sont utilisées comme arme de guerre. Il a précédemment travaillé pour le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à Tbilissi, Kinshasa et Genève.

Professeur Martha Minow

Martha Minow est la professeure universitaire du 300^e anniversaire et l'ancienne doyenne de la faculté de droit de Harvard, où elle enseigne depuis 1981. Elle est spécialiste des droits de l'homme, de la justice pénale internationale, des conflits ethniques et religieux, et de la défense des minorités, des femmes, des enfants et des personnes handicapées. La professeure Minow a fait partie de la commission du Center for Strategic and International Studies sur la lutte contre l'extrémisme violent et de la Commission internationale indépendante sur le Kosovo. Elle a contribué au lancement d'Imagine Co-existence, un programme du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, visant à promouvoir le développement pacifique dans les sociétés post-conflituelles.

Professeur John Packer

Le professeur John Packer professeur inaugural de la bourse Neuberger-Jesin pour l'étude de la résolution de conflits internationaux à la Faculté de droit et directeur du Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne de l'Université d'Ottawa. Pendant plus de 20 ans, il a travaillé pour des organisations intergouvernementales (HCNUR, OIT, HCNUDH, DAPNU, OSCE), notamment dans le cadre d'enquêtes sur de graves violations des droits de l'homme, notamment en Irak, en Afghanistan et en Birmanie/Myanmar. Il a été conseiller juridique principal et premier directeur du Bureau du Haut Commissaire pour les minorités nationales de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Le professeur Packer a participé à ce projet en tant que conseiller principal.

Professeur Maxim Pensky

Max Pensky est professeur de philosophie à l'université de Binghamton, l'université de l'État de New York, où il est co-directeur fondateur de l'Institut pour la prévention du génocide et des atrocités de masse (I-GMAP). Il a été boursier de l'université Goethe de Francfort ainsi que des universités d'Oxford et de Cornell.

Emily Prey

Emily Prey est analyste principale au Newlines Institute for Strategy and Policy. Elle est experte en genre, spécialisée dans le génocide et la justice transitionnelle, et titulaire d'un Master en analyse de genre et sécurité humaine de la Fletcher School of Law and Diplomacy. Prey a travaillé pour l'UNICEF, l'International Rescue Committee et plusieurs ONG internationales sur les droits et la protection de l'enfant, la traite des êtres humains et la violence sexiste.

Professeur Sean Roberts

Sean Roberts est directeur du programme d'études sur le développement international à l'Elliott School of International Affairs de l'université George Washington. Ses recherches portent sur le développement de la région autonome ouïgoure du Xinjiang par la Chine. Il étudie le peuple ouïghour depuis 30 ans.

Ambassadeur Allan Rock

Allan Rock est président émérite et professeur de droit à l'Université d'Ottawa. Il a exercé pendant 20 ans en tant qu'avocat plaidant à Toronto avant d'être élu au Parlement, où il a occupé plusieurs postes au sein du Cabinet, dont ceux de ministre de la Justice et de Procureur général du Canada. Il a ensuite été Ambassadeur du Canada auprès des Nations unies à New York, où il a dirigé les efforts du Canada pour obtenir, lors du Sommet mondial de 2005, l'adoption unanime par les États membres de l'ONU de la responsabilité de protéger les populations contre le génocide, le nettoyage ethnique et d'autres atrocités de masse.

Erin Farrell Rosenberg

Erin Farrell Rosenberg est une avocate spécialisée en droit pénal international et les réparations, ayant travaillé au TPIY et à la Cour pénale internationale. Elle est l'ancienne conseillère principale du Centre pour la prévention du génocide au Musée mémorial de l'Holocauste des États-Unis, où elle a été l'auteur principal de la série de rapports intitulée *Practical Prevention : How the Genocide Convention's Obligation to Prevent Applies to Burma*. Elle est membre du comité de rédaction du *Journal of International Criminal Justice* (JICJ) et du groupe de travail de l'ABA sur les crimes contre l'humanité.

Ambassadrice Beth Van Schaack

Beth Van Schaack est professeur invité Leah Kaplan en droits de l'homme à la faculté de droit de Stanford, où elle enseigne notamment les droits internationaux de l'homme, le droit pénal international et la traite des êtres humains. Elle a également été directrice par intérim de la clinique des droits de l'homme et de la résolution des conflits. Avant de retourner dans le monde universitaire, elle a occupé le poste d'adjointe d'Ambassadeur itinérant pour

les questions relatives aux crimes de guerre au sein du Bureau de la justice pénale mondiale du Département d'État américain, sous les secrétaires Clinton et Kerry.

Ambassadeur David Scheffer

David Scheffer est professeur émérite de clinique et directeur émérite du Center for International Human Rights, Northwestern University Pritzker School of Law. Il est l'ancien Ambassadeur itinérant des États-Unis pour les questions relatives aux crimes de guerre (1997-2001) et l'ancien Expert spécial du Secrétaire général des Nations unies sur l'assistance de l'ONU aux procès des Khmers rouges (2012-2018).

Dr. Rainer Schulze

Rainer Schulze est professeur émérite d'histoire européenne et ancien directeur du Centre des droits de l'homme de l'université d'Essex, au Royaume-Uni. Rédacteur fondateur de la revue *The Holocaust in History and Memory*, chef de projet pour le réaménagement du site commémoratif de l'ancien camp de concentration de Bergen-Belsen et consultant pour l'exposition sur l'Holocauste à l'Imperial War Museum de Londres, le professeur Schulze est un expert de renommée mondiale dans le domaine de l'Holocauste, de la mémoire et de la commémoration de l'Holocauste, définissant l'Holocauste de manière globale et inclusive, en incluant non seulement la persécution et l'extermination des Juifs, mais aussi le génocide des Roms et des Sintis, les meurtres de personnes handicapées par "euthanasie", la persécution des homosexuels ainsi que la persécution de tous les autres groupes considérés comme "autres" dans le but de créer une Volksgemeinschaft homogène.

Djaouida Siaci

Djaouida Siaci est une avocate internationale spécialisée dans les litiges et l'arbitrage internationaux, ainsi que dans les enquêtes criminelles transfrontalières, en particulier dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA). Dans le cadre de son travail bénévole, Djaouida s'est engagée dans des efforts visant à obtenir la justice et la responsabilité internationales au nom des victimes de violations des droits de l'homme et d'atrocités de masse, notamment la minorité ethnique des Rohingyas. Elle est la fondatrice et la vice-présidente du Rohingya Support Group (RSG).

Stephen D. Smith

Le Dr Stephen D. Smith est le directeur exécutif Finci-Viterbi de l'USC Shoah Foundation, et est titulaire de la chaire de l'UNESCO sur l'éducation au génocide. Smith a fondé le Centre britannique de l'Holocauste à Nottinghamshire, en Angleterre, et a cofondé l'Aegis Trust pour la prévention des crimes contre l'humanité et des génocides. Il a été producteur d'un certain nombre de films et de projets de nouveaux médias, dont *Dimensions in Testimony* et le projet de RV *The Last Goodbye*.

Dr. Gregory H Stanton

Gregory H. Stanton est président fondateur de Genocide Watch, fondateur du Cambodian Genocide Project et fondateur de l'Alliance Against Genocide. Il a été président (2007 - 2009) de l'International Association of Genocide Scholars (IAGS). Alors qu'il travaillait pour le département d'État américain, il a rédigé les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies qui ont créé le Tribunal pénal international pour le Rwanda.

Chef Charles Taku

Le chef Taku est un expert certifié en droit international qui a quarante ans d'expérience professionnelle et de procès. Il est le président sortant de l'Association du barreau de la Cour pénale internationale (ABCPI) et un directeur et membre à vie du conseil exécutif de l'Association du barreau africain (AfBA). Au cours des deux dernières décennies, il a représenté des clients devant le Tribunal pénal international pour le Rwanda, le Tribunal spécial pour la Sierra Leone, la Cour pénale internationale, le Comité des droits de l'homme des Nations unies à Genève et la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples à Arusha, en Tanzanie.

Dr. György Tatár

Le Dr. György Tatár est le président du conseil d'administration de la Fondation pour la prévention internationale du génocide et des atrocités de masse, basée à Budapest, en Hongrie, depuis 2011. Avant de rejoindre la Fondation, il a travaillé de 2004 à 2010 pour le Haut Représentant de l'UE pour la politique étrangère et de sécurité commune en tant que chef de la Task Force pour les questions de sécurité horizontale et la prévention des conflits au sein de l'unité de planification politique et d'alerte précoce. De 1977 à 2004, il a occupé divers postes au ministère hongrois des affaires étrangères à Budapest et aux ambassades de Hongrie à Bagdad, Prague et Vienne.

Professeur Ruti Teitel

Ruti Teitel est titulaire de la chaire Ernst C. Stiefel de droit comparé à la New York Law School. Elle est une autorité internationalement reconnue en matière de droit international, de droits internationaux de l'homme, de justice transitionnelle et de droit constitutionnel comparé. Elle a publié plusieurs ouvrages sur la justice transitionnelle et le droit constitutionnel comparé, dont notamment son ouvrage fondateur, *Transitional Justice* (OUP 2000), ainsi que *Globalizing Transitional Justice* (OUP 2014) et *Humanity's Law* (OUP 2011). Elle est actuellement professeur invité à la faculté de droit de l'Université hébraïque, où elle codirige le programme de justice transitionnelle Fried-Gal.

Rian Thum

Le Dr Rian Thum est un spécialiste de l'histoire et de l'anthropologie des musulmans en Chine à l'Université de Manchester, où il est maître de conférences. Son livre de 2014, *The Sacred Routes of Uyghur History*, examine le rôle central des sites sacrés et des textes islamiques locaux dans le maintien de l'identité ouïghoure. M. Thum est rédacteur en chef adjoint du *Journal of Asian Studies*. Il a été membre du National Humanities Center et de l'American Council of Learned Societies.

Stanley Toops

Stanley Toops est professeur associé de géographie et d'études internationales, spécialisé dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang. Il a publié des articles sur le tourisme, la population, le commerce, l'artisanat, les paysages, la politique et les problèmes écologiques du Xinjiang, ainsi que sur les aspects de la géographie de la Chine liés au tourisme, à la société et au développement.

Dr. Adrian Zenz

Le Dr. Adrian Zenz est Chercheur principal en études chinoises à la Fondation commémorative des victimes du communisme et conseiller de l'Alliance interparlementaire sur la Chine. Ses recherches portent sur la politique ethnique de la Chine, le recrutement public au Tibet et au Xinjiang, la campagne d'internement de Pékin au Xinjiang et les budgets de sécurité intérieure de la Chine.